

# REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

**JEUDI 06 NOVEMBRE 2014**

---

**TOME III**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Concession NOUVEAU GRAND COEUR (SAAM) Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Convention de trésorerie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets, le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à adopter une nouvelle concession (Nouveau Grand Cœur) fin 2013 (DCM du 7 octobre), notifiée à la SAAM début décembre 2013.

Pour mener à bien cette opération, la SAAM conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'action, met en place les outils d'aménagement nécessaires.

Le travail de programmation a commencé conformément au programme et au bilan prévisionnel inscrit dans le traité de concession.

### Rappel du programme :

- Remettre sur le marché 1350 logements dont 360 logements sociaux publics ou privés (532 en construction neuve, 163 en acquisition/amélioration, 80 en OPAH RU, 575 en « facilitateur » (encadrement de projets d'institutionnels/professionnels),
- Remettre sur le marché 50 locaux d'activité/commerce pour une surface de 4600m²,

A cela s'ajoute le programme de la requalification de l'entrée de Ville de Montpellier, avenue François Delmas (30 000m² de surfaces logements soit 450 à 500 logements et 5000 m² de bureaux). Cette sous-opération est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 9,1 M€ HT, sans participation de la Ville. Néanmoins, pour limiter les frais de portage et permettre ainsi l'équilibre susdit, une avance de trésorerie de 500K€, prévue en 2015, remboursée en 2018, fait l'objet d'une convention de trésorerie.

Le total du bilan est ajusté à 39 115 000 € HT, la participation d'équilibre de la Ville est inchangée (4 640 000 € TTC sur 8 ans). L'échéancier est également inchangé

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2013, par la Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SAAM,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer la convention d'avance de trésorerie,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil prend acte du rapport.**

**Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

**SOCIETE D'AMENAGEMENT DE  
L'AGGLOMERATION DE  
MONTPELLIER  
S.A.A.M.**

**VILLE DE MONTPELLIER**

**MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR**

**Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale**

**Situation au 31 décembre 2013**



## **I. SPECIFICITES ET ATOUS DE L'OPERATION**

### **1.1 Situation administrative**

La Ville de Montpellier a confié à la SAAM une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 7 octobre 2013, reçue en Préfecture le 14 octobre 2013, signée le 3 décembre 2013, reçue en Préfecture le 10 décembre 2013 et notifiée à la SAAM le 10 décembre 2013.

### **1.2 Programme**

L'opération Montpellier Nouveau Grand Cœur se décline en 3 volets :

- le logement : production de logements neufs et réhabilitation du parc de logements indécents ou insalubres.
- le commerce et l'activité économique : dynamiser le commerce et l'artisanat sur de nouveaux secteurs
- les équipements publics : améliorer le cadre de vie par la création d'équipements, le renforcement de l'offre de services municipaux, l'aménagement des espaces publics et la mise en valeur du patrimoine.

Le programme de la concession établi sur une période de 7 ans prévoit :

- de remettre sur le marché 1350 logements dont 360 logements sociaux
- de remettre sur le marché 50 locaux commerciaux et/ou d'activités pour une surface de 4600m<sup>2</sup>.
- la démolition / reconstruction de la halle Laissac et réalisation d'un espace public (sous réserve d'un accord de la Ville de Montpellier).

Les missions de l'aménageur sont :

- La mise en œuvre de programmes de travaux de restauration immobilière avec DUP travaux existants ou à créer
- L'élaboration, la coordination et l'animation des dispositifs d'amélioration de l'habitat privé
- La définition d'une stratégie d'intervention sur les îlots opérationnels et la mise en œuvre des acquisitions et travaux d'aménagement et de viabilisation des terrains qui en découlent : curetage, stationnement, espaces verts
- La réalisation d'études, de travaux d'aménagement et la commercialisation des charges foncières auprès de promoteurs, propriétaires bailleurs et occupants dans le cadre des projets de rénovation urbaine
- La réalisation d'études, travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics
- L'aide à la définition d'une stratégie de développement économique et commercial, et sa mise en œuvre, notamment par l'acquisition, la restructuration, la gestion locative et la revente de locaux d'activités (commerces artisans, bureaux) et d'accompagnement des entreprises ou porteurs de projet
- La recherche et la gestion de subventions

Le total des dépenses comporte les différentes acquisitions, les frais de relogements, les frais d'études opérationnelles, les travaux d'aménagement et immobiliers, les frais de commercialisation et de conduite d'opération.

## **II AVANCEMENT PHYSIQUE de l'OPERATION**

La convention ayant été notifiée à la SAAM le 10 décembre, il n'y a pas d'avancement physique de l'opération au 31 décembre. Les actions engagées respectent le programme fixé. Le nouveau bilan rectifie l'année 2014 à minima.

Pour mener à bien cette opération, divers outils et procédures d'aménagement seront mis en place, de manière progressive.

Concernant l'opération d'aménagement de la route de Nîmes/avenue Delmas, est prévu l'établissement d'un cahier des charges des besoins en vue de lancer une consultation d'architecte-urbaniste. La programmation sera ainsi affinée. Dans l'attente, le bilan a peu évolué.

## **III AVANCEMENT FINANCIER ET REVISION du BILAN PREVISIONNEL**

Au vue de l'incertitude liée au programme de démolition/reconstruction de la Halle Laissac et de la réalisation d'un espace public, les chiffres qui sont présentés ne tiennent pas compte de cette partie du programme de la concession.

Pour rappel, le bilan approuvé était le suivant :

- ➔ DEPENSES : 7 309K€ HT dont 160K€ d'études, 6 691 K€ HT de travaux et honoraire, 428 K€ HT de rémunération société et 30 K€ HT de frais divers ;
- ➔ PRODUITS : 7 309 K€ HT dont 7 109 K€ HT de participation et 200 K€ de subvention FISAC.

### **3.1 Charges :**

#### **3.1.1 Acquisitions**

Bilan approuvé	22 231	K€ HT
Cumul des dépenses au 31.12	0	K€ HT
dont dépenses dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	22 251	K€ HT

Les acquisitions se répartissent entre :

- des logements, pieds d'immeubles, locaux commerciaux situés sur des quartiers qui nécessitent des interventions prioritaires. Ces biens seront requalifiés.
- Des terrains, friches ou locaux dont l'usage est à transformer, tels que les anciennes archives départementales, le site de Marie Caizergues...

#### **3.1.2 Etudes**

Bilan approuvé	1 287	K€ HT
Cumul des dépenses au 31.12	0	K€ HT
dont dépenses dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	1 221	K€ HT

Il s'agit aussi bien d'études :

- relatives à la restructuration des biens dégradés acquis
- de programmation des sites à revaloriser
- liées à la mise en place de déclarations d'utilité publique...

### 3.1.3 Travaux et honoraires techniques

Bilan approuvé	8 637	K€ HT
Cumul des dépenses au 31.12	0	K€ HT
dont dépenses dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	9 017	K€ HT

Ils concernent :

- Des travaux de portage du patrimoine acquis
- Des travaux de VRD sur des sites à revaloriser
- Des travaux de préparation de locaux commerciaux en vue d'une cession...

### 3.1.4 Rémunération société

Bilan approuvé	4 215	K€ HT
Cumul des rémunérations au 31.12	100	K€ HT
dont rémunérations dans l'année	100	K€ HT
Nouveau bilan	4 223	K€ HT

La rémunération de la société est établie conformément à la concession d'aménagement.

### 3.1.5 Frais divers

Bilan approuvé	356	K€ HT
Cumul des dépenses au 31.12	0	K€ HT
dont dépenses dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	362	K€ HT

### 3.1.6 Frais financiers

Bilan approuvé	2 395	K€ HT
Cumul des rémunérations au 31.12	0	K€ HT
dont rémunérations dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	2 037	K€ HT

## 3.2 Produits :

### 3.2.1 Cessions

Bilan approuvé	32 015	K€ HT
Cumul des recettes au 31.12	0	K€ HT
dont recettes dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	32 016	K€ HT

Elles concernent les cessions :

- Des logements acquis, avant travaux, mais avec engagement de respect de permis de construire
- De terrains à construire à des promoteurs ou bailleurs sociaux publics
- De locaux commerciaux

### 3.2.2 Loyers

Bilan approuvé	1 516	K€ HT
Cumul des recettes au 31.12	0	K€ HT
dont recettes dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	1 509	K€ HT

Il s'agit des recettes locatives liées au patrimoine acquis tant pour les logements que pour les commerces.

### 3.2.3 Participation d'équilibre du concédant

Bilan approuvé	4 640	K€ HT
Cumul des recettes au 31.12	0	K€ HT
dont recettes dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	4 640	K€ HT

La participation d'équilibre demeure inchangée.

### 3.2.4 Autres participations :

Bilan approuvé	950	K€ HT
En cours au 31.12	0	K€ HT
Nouveau bilan	950	K€ HT

Ces participations comprennent les subventions des contributeurs publics : Communauté d'Agglomération de Montpellier, ANAH sur l'OPAH RU à mettre en place...  
Le montant demeure inchangé.

## 3.3 Moyens de financement :

### 3.3.1 Montant des emprunts

Bilan approuvé	20 000	K€
En cours au 31.12	0	K€
Dont mobilisé dans l'année	0	K€
Nouveau bilan	19 000	K€

En 2013, aucun emprunt n'a été sollicité.

L'année 2014 prévoit la mobilisation d'un prêt Gaia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de 5M€.

### 3.3.2 Avances de la collectivité

Bilan approuvé	500	K€
Cumul au 31.12	0	K€
Perçu sur l'année en cours	0	K€
Nouveau bilan	500	K€

L'avance de la collectivité de 500K€ sera mobilisée en 2015 et remboursée en 2018.

## 3.4 Nouveau bilan prévisionnel

Bilan approuvé	39 121	K€ HT
Nouveau bilan	39 115	K€ HT
Evolution	- 5	K€ HT

## IV CONCLUSION

Le CRAC 2013 ne présente pas d'évolution significative du bilan.

La seule incertitude porte sur le programme de démolition/reconstruction de la Halle Laissac et de la réalisation d'un espace public.

**SOCIETE D'AMENAGEMENT DE  
L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**VILLE DE MONTPELLIER**

**S.A.A.M.**

**CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT  
MONTPELLIER NOUVEAU GRAND CŒUR**

**CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE**

**(Art. L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales)**

**Entre**

**La Commune de Montpellier**, représentée par son Maire ou son Adjoint délégué à l'urbanisme agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du ....., reçue en Préfecture de l'Hérault le,

ci-après dénommé par les mots « la COLLECTIVITE », « la VILLE » ou « le CONCEDANT ».

**D'UNE PART,**

**Et**

**La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier**, Société publique locale d'aménagement au capital de 1 770 000 euros, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le n° 521 130 716, dont le siège social est situé en l'Hôtel de Montpellier Agglomération, sis au 50 place Zeus – CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2,

représentée par Monsieur Christophe PEREZ, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'administration de ladite société, en date du 2 février 2010,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de la dite délibération que des dispositions de l'article 21 des Statuts,

et dénommée ci-après « la SAAM » ou « la SOCIETE » ou « l'AMENAGEUR »

**D'AUTRE PART.**

**IL A D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

### **EXPOSE**

La Ville a confié à la SAAM une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Nouveau Grand Cœur » (2013-2020). Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013, conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'urbanisme, ainsi que les articles L. 1523-1 à L. 1523-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le contrat prévoit en son article 19.5 que lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, la SAAM sollicite le versement d'une avance, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L 1523-2, 4° du code général des collectivités territoriales.

La présente convention a donc pour objet, en application de l'article L.1523-2, 4° du CGCT tel que modifié par la loi n° 2002-1 du 2 janvier 2002 tendant à la modernisation des SEM Locales, de préciser les conditions de versement et de remboursement d'une avance de trésorerie effectuée par la Ville de Montpellier cocontractante à la SAAM, au bénéfice de l'opération d'aménagement

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

En application de l'article 19.5 de la concession d'aménagement Montpellier Nouveau Grand Cœur et au regard du plan de trésorerie prévisionnel annexé, la Ville de Montpellier versera une avance de trésorerie à la SAAM de 500 000€ (CINQ CENT MILLE EUROS) destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération, dans les conditions précisées ci-après, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2, 4° du CGCT.

## ARTICLE 2 - MONTANT ET MODALITES DU VERSEMENT DES AVANCES DE TRESORERIE

Le plan de trésorerie prévisionnel, inclus en annexe à la concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal en date du 7 octobre 2013 fait apparaître un besoin de trésorerie nécessaire à la réalisation de l'opération et dont le montant maximum ressort à 500K€.

Au regard du plan de trésorerie de la concession d'aménagement, les avances de trésorerie sont programmées comme suit :

	VERSEMENTS en €
2013	
2014	
2015	500 000
2016	
2017	
2018	
2019	
2020	
TOTAL	

## ARTICLE 3 – DUREE / REMBOURSEMENT

L'avance est consentie à l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2018, au plus tard, date à laquelle elle devra être intégralement remboursée.

Cette durée pourra être prolongée par avenant à la présente convention pour tenir compte de la capacité de remboursement de l'aménageur.

## ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

L'avance de trésorerie consentie dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la Ville de Montpellier.



## ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet après notification de la date à laquelle le présent avenant aura été reçu par le représentant de l'Etat.

Annexe : plan de trésorerie prévisionnel

Fait à, le  
en 4 exemplaires

Pour la SAAM,  
Monsieur Christophe PEREZ  
Directeur Général

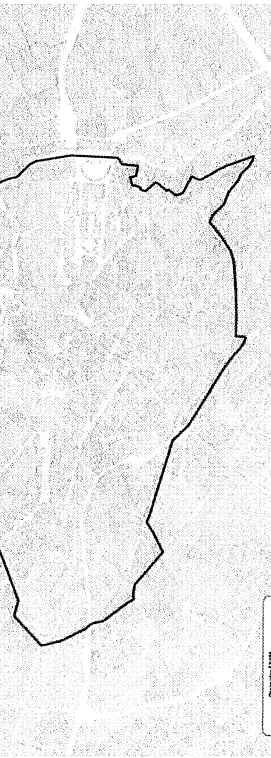
Pour la Ville,

CR 01905C2 NOUVEAU GRAND COEUR CONSOLIDE sans Laissac

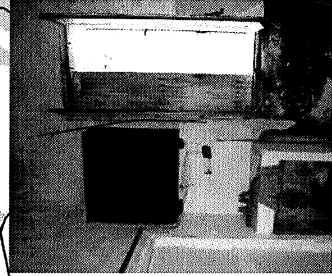
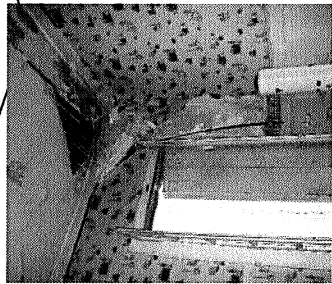
Concession :  
Date de convention : 10/12/2013  
Date de fin convention : 10/12/2020

Intitulé	2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		Nouveau	
	Approuvé	Année	Cumul	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année
<b>DEPENSES</b>	39 124	100	100	44	243	474	1 092	1 162	116	2 044	3 441	5 124	5 723	8 644	1 748	128	488	39 124
10 ETUDES	1 287					13	59	72			92	213	391	185			6	1 287
11 ACQUISITIONS AUPRES DU CONCEDEANT	22 017					387	868	1 499	940	1 805	1 023	8 003	11 771	1 389			39	22 017
14 TRAVAUX	1 083			6		13	15	32	27	27	114	202	371	4 922			351	1 083
15 HONORAIRES SUR TRAVAUX	4 215			38		52	80	216	88	115	149	400	766	638			354	4 215
17 FRAIS DIVERS	356	100	100		45	2	21	32	16	14	21	21	71	147			72	356
18 TVA NON RECUPERABLE	54						6	6						68			29	54
19 FRAIS FINANCIERS SUR CT	2 341													49				2 341
21 FRAIS FINANCIERS SUR TIT																		
22 RECETTES	39 124			200	243	474	1 092	1 162	200	243	474	1 092	1 162	200	243	474	1 092	39 124
30 LOYERS	1 516					12	12	23	69	69	81	81	300	250			135	1 516
31 Récupération charges locatives	16 504																	16 504
32 VENTES DE TERRAINS ET DROITS	15 511																	15 511
33 VENTES DE BATIMENTS	5 590			200		300		500				1 626	1 626	2 802			1 540	5 590
34 PARTICIPATIONS SUBVENTIONS AUTRES																		
35 PRODUITS FINANCIERS																		
36 REBOURSEMENTS DIVERS																		
37 REBOURSEMENTS DIVERS																		
38 REBOURSEMENTS DIVERS																		
<b>RESULATS D'EXPLOITATION</b>	-100	-100	-100	156	-291	-163	-1 040	-1 338	-1 131	-1 995	-1 160	-7 248	-11 534	-1 939	6 115	4 801	1 826	-100
40 AMORTISSEMENT EMPRUNT	20 000																	20 000
41 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE	20 000																	20 000
42 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
43 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
44 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
45 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
46 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
47 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
48 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
49 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
50 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
51 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
52 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
53 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
54 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
55 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
56 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
57 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
58 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
59 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
60 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
61 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
62 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
63 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
64 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
65 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
66 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
67 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
68 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
69 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
70 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
71 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
72 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
73 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
74 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
75 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
76 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
77 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
78 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
79 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
80 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
81 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
82 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
83 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
84 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
85 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
86 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
87 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
88 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
89 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
90 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
91 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
92 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
93 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
94 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
95 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
96 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
97 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
98 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
99 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
100 REBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE																		
<b>FINANCEMENT</b>				56	-235	-398	5 000	5 000	2 431	436	8 500	-932	7 568	-3 863	-5 972	-5 664	-2 104	
<b>TRESORERIE</b>	-100	-100	-100	56	-235	-398	5 000	5 000	2 431	436	8 500	-932	7 568	-3 863	-5 972	-5 664	-2 104	-100

# Concession Nouveau Grand Cœur (SAAM) Compte rendu annuel à la collectivité



Périmètre Concession Nouveau Grand Cœur



Lutte contre l'habitat indigne



Urbanisation de « friches » urbaines



2013 | 2020

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PÉREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Convention de partenariat avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault au profit de mineurs pris en charge par les établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse et ayant bénéficié de la décision de Travail d'Intérêt Général

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Considérant la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance qui place le Maire au cœur du dispositif, renforce le rôle des acteurs locaux et propose de nouveaux outils au service d'une politique qui repose sur un partenariat dynamique.

Ce texte s'articule autour de mesures phares qui répondent aux préoccupations quotidiennes des élus et des citoyens. Il donne à la lutte contre la délinquance des mineurs une dimension nouvelle, privilégiant une approche pragmatique, tout en respectant les principes directeurs de la justice des mineurs et apporte des réponses nouvelles, fondées sur la rapidité et la responsabilité.

Parce que les mineurs doivent avoir un autre avenir que la délinquance, elle renforce l'arsenal des mesures alternatives par des sanctions axées sur le travail et respectueuses des rythmes scolaires.

Considérant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante qui définit clairement la primauté de l'éducatif sur le répressif, et ce, dans une perspective de réinsertion sociale.

Ce texte consacre la notion d'enfance délinquante, notion juridique, désignant l'ensemble des comportements répréhensibles d'une personne n'ayant pas atteint la majorité pénale. Il consacre l'existence de dispositifs judiciaires spécifiques pour les mineurs délinquants : une justice pénale des mineurs, une juridiction spécialisée et des procédures appropriées aux mineurs. Sur le plan pénal, le juge des enfants est amené à juger les mineurs commettant des délits, et associe des mesures répressives dont le travail d'intérêt général.

Considérant la loi n° 83-466 du 10 juin 1983 qui crée le T.I.G (Travail d'intérêt Général) : peine alternative à l'incarcération, à caractère éducatif pour les mineurs.

L'objectif du T.I.G est double : sanctionner une infraction à la loi et offrir au jeune condamné l'opportunité de faire œuvre utile à l'égard de la collectivité et de trouver dans cette action une démarche de formation et d'insertion.

Les services de la justice, représentés par les professionnels de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse de l'Hérault, mettent en œuvre les décisions du juge des enfants de condamner des mineurs délinquants à des travaux d'intérêt général. Pour l'exécution de ces peines, la Protection Judiciaire de la Jeunesse (P.J.J) recherche des partenaires locaux qui accueillent les mineurs, en particulier dans les collectivités locales, avec qui elle signent des conventions.

La ville de Montpellier a mis en place un partenariat important, en matière de prévention et de sécurité, avec les services de la justice, visant à mettre en place des actions concrètes. De cette volonté, s'est engagée une démarche conjointe de signer une convention ayant pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles la Ville de Montpellier, dans ce contexte et dans la mesure de ses moyens, favorisera la mise en œuvre de l'accueil de mineurs sous main de justice, pris en charge par les services de la DTPJJ de l'Hérault pour réaliser des travaux d'intérêt général.

La convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature et pour une durée d'un an. Celle-ci pourra faire l'objet d'une reconduction d'un commun accord entre les parties par avenant au document initial. Aucune reconduction tacite ne peut intervenir.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la sécurité à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

**Convention de partenariat au profit de mineurs pris en charge par les établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse et ayant bénéficié de la décision de travail d'intérêt général.**

Entre

La ville de Montpellier

Représentée par : **Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier**

D'une part

Et

La Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault (DTPJJ)

Représentée par **Monsieur Frédéric SUBY, Directeur Territorial**

La Ville de Montpellier et la DTPJJ sont ci-après désignées ensemble les « parties » et individuellement une ou la « partie ».

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1:**      **Objet de la convention**

A partir de la volonté de collaboration établie entre la Ville de Montpellier et la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), la présente convention a pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles la Ville de Montpellier participe à des actions, au profit d'un public de mineurs sous main de justice, pris en charge par les services de la DTPJJ de l'Hérault.

Dans ce contexte et dans la mesure de ses moyens, la Ville de Montpellier favorisera la mise en œuvre de l'action suivante :

Accueil pour travaux d'intérêt général

**Article 2:**      **Mise en œuvre**

- 1- Afin de garantir la mise en œuvre concrète de l'accueil de tiggistes mineurs ou jeunes majeurs, les acteurs suivants sont mobilisés :

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) de la Ville de Montpellier, en vue d'assurer :

- La mise en œuvre, le suivi en lien avec les services de la DTPJJ de l'Hérault (les responsables d'unité éducative), les référents désignés au sein du CLSPD: Mme LESTRADE Anne – Mme BICOS Marie suppléante, et les responsables des services accueillants de la ville de Montpellier, conformément à ceux nommément désignés dans les fiches CERFA transmises au juge d'application des peines près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.
- L'organisation des rencontres entre le tiguiste, l'éducateur de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse (PJJ) et les responsables et tuteurs du service accueillant de la Ville de Montpellier qui assurera la mise en œuvre opérationnelle du travail d'intérêt général.

2- Les référents du CLSPD désignés pour assurer le suivi du TIG devront assurer et garantir :

- Le lien avec la PJJ, en application du protocole d'accord pour l'accueil d'un tiguiste mineur ou jeune majeur, annexé à la présente convention (cf. annexe 1)
- Le suivi de l'accueil et l'intégration du tiguiste mineur ou jeune majeur
- Le suivi du bon déroulement des conditions d'exécution du travail d'intérêt général
- Le suivi de l'alerte auprès de l'éducateur en cas de difficulté avec le jeune.

**Article 3 :** Les modalités de mise en œuvre :

Lorsqu'une demande d'accueil de TIG est envisagée, les responsables de service de la PJJ mandatés sollicitent le référent ville, un mois avant la date de mise en œuvre envisagée. La demande sera effectuée en application du protocole d'accord pour l'accueil d'un tiguiste mineur ou jeune majeur, annexé à la présente convention (cf. annexe 1).

Le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant à la suite à donner à la demande d'accueil d'un tiguiste mineur ou jeune majeur et sa décision n'a pas à être motivée.

En cas de réponse favorable à cette demande d'accueil, le référent du CLSPD transmet au responsable du service de la PJJ demandeur, les coordonnées du référent du service accueillant le tiguiste mineur ou jeune majeur. Une fiche récapitulative pour le suivi d'exécution TIG pour l'organisme d'accueil sera alors établie (cf. annexe 2).

**Article 4 :** Responsabilités

Pendant toute la durée de l'intervention, les mineurs restent sous la responsabilité de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Pour autant, le suivi de cette mesure ne transfère pas à la PJJ le pouvoir d'organiser, diriger et contrôler le mode de vie du mineur.

Dès lors, si le mineur ne fait pas l'objet d'un placement au moment de la réalisation de l'intervention, seule sa responsabilité personnelle ou celle de son représentant légal pourra

être engagé en cas de dommages causés aux tiers en application du droit commun. Ses responsables légaux devront justifier de la souscription d'une assurance responsabilité civile.

En revanche si le mineur fait l'objet d'un placement au moment de la réalisation de l'intervention, seul l'établissement qui en a reçu la garde juridique pourra voir sa responsabilité engagée en cas de dommage aux tiers causés par le mineur. Si le service gardien est une structure associative, sa responsabilité pourra être recherchée devant la juridiction compétente sur le fondement de l'article 1384 - alinéa 1 du code pénal.

Si par contre le service gardien est un établissement de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, la responsabilité de l'Etat pourra être recherchée devant le juge administratif conformément à la jurisprudence applicable.

Par ailleurs, le matériel et les équipements de protection individuelle pour l'exécution du tig, mis à disposition du tigeste (mineur ou jeune adulte) reste la propriété de la Ville de Montpellier.

#### **Article 5 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Le suivi de l'activité fait l'objet d'une évaluation régulière. Quinze jours après le déploiement de l'action, un premier point d'étape est réalisé. Un bilan final intervient en complément de l'accord de prise en charge.

Etablis localement, ces bilans conjoints sont transmis à la DTPJJ et au CLSPD.

Sur la base de ces évaluations, des modifications à la présente convention peuvent être apportées si elles reçoivent l'accord des deux parties. Ces modifications sont annexées à la convention initiale et ont la même force contraignante que cette dernière.

Un bilan de cette expérimentation sera effectué six mois après la mise en œuvre par le comité de suivi. Ce bilan fera notamment apparaître :

- Le nombre de mineurs concernés par le partenariat
- Le nombre de tig réalisé
- Le contenu des tig mis en œuvre
- Un bilan plus général des relations développées entre les parties de la présente convention
- Toute proposition d'amélioration des dispositifs

#### **Article 6 : Comité de suivi**

Un comité de suivi de la mise en œuvre de cette convention, composé de représentants des deux partenaires, se réunira au moins deux fois par an. Il aura pour mission de suivre l'évolution de cet accord et d'étudier les bilans transmis, de faire des propositions d'évolution éventuelle.



**Article 7 : Durée date d'effet**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et pour une durée d'un an.

**Article 8 : Reconduction de la convention**

La présente convention pourra faire l'objet d'une reconduction d'un commun accord entre les parties par avenant au document initial.

A défaut de reconduction de la convention, ses effets cessent de plein droit à l'issue du terme fixé à l'article 9 sans autre formalité. Aucune reconduction tacite ne peut intervenir.

**Article 9 : Résiliation de la convention**

La partie désireuse de mettre fin à la présente convention avant son terme devra, quel qu'en soit le motif, faire parvenir sa demande à l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception. La réception de ce courrier fait courir un préavis de trois mois avant la résiliation de plein droit de la convention.

**Article 10 : Litiges**

A défaut de règlement amiable entre les parties, tout différent relatif à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, relèvera du ressort de la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à Montpellier le

En deux exemplaires originaux ;

Le Maire

Le Directeur Territorial

Philippe SAUREL

Frédéric SUBY

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Programme de Vidéoprotection Urbaine Année 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le déploiement d'un dispositif de vidéoprotection à l'échelle de la ville de Montpellier s'inscrit dans le cadre d'une politique globale de prévention et de sécurité.

Elle représente un outil complémentaire de dissuasion puisque elle contribue à l'élucidation des infractions, dans le but d'améliorer la sécurité des biens et des personnes, de répondre aux demandes sociales de sécurité et de prévention, et de lutter contre le sentiment d'insécurité. Elle ne constitue en aucun cas une réponse exclusive aux questions et aux enjeux qui se posent en matière de prévention et de sécurité.

La vidéoprotection est aujourd'hui un pilier fort du partenariat établi avec les forces de sécurité de l'Etat favorisant par la même la coordination des missions et des différents effectifs impliqués sur la voie publique.

D'une manière générale, ce dispositif contribue à la gestion des espaces publics concernés. C'est dans ce cadre, qu'il accompagne l'organisation des grandes manifestations accueillies ou encore la gestion et la surveillance d'une partie du réseau routier au sein du territoire communal.

C'est pourquoi il est proposé, dès cette année une **extension du réseau de vidéoprotection urbaine** par l'implantation de **11 nouvelles caméras** sur les secteurs suivants :

Quartier	Lieu	Commentaires
Hôpitaux-Facultés	Rue des Tilleuls	Demande des commerçants
Centre-Ville	Rue d'Alger	Demande très forte de la Tam (et quartier Gare)
Centre-Ville	Rue Alexandre Cabanel	Sortie Zone piétonne
Centre-Ville	Place Laissac	Côté rue du Plan du Parc
Centre-Ville	Rue Durand (+ rues Levat et Pagézy)	Demande très forte de la Tam (et quartier Gare)
Centre-Ville	Parvis Jules Ferry	Entrée de la gare
Centre-Ville	Angle rue des Deux Ponts et des Aiguerelles	Arrière de la gare
Centre-Ville	Angle Av de Maurin, Bd Berthelot	Anticipation quartier Nouveau St Roch
Port Marianne	Av des Droits de l'Homme	à proximité de la station Rives du Lez
Hôpitaux-Facultés	Av Agropolis / entrée et parking du Parc Darwin	En complément de l'unique C070 Agropolis
Croix d'Argent	Av Colonel Pavelet	à proximité de la station Les Sabines

- D'engager la **modernisation de 12 caméras issues de la première génération**, afin de permettre le passage de l'analogique au numérique :

Quartier	Déplacements et/ou caméras concernées	Passage en technologie IP
Centre-Ville	Place des Beaux-Arts, Station Corum et place du 11 Novembre	C100 Beaux-Arts
Centre-Ville		C103 Station Corum
Centre-Ville		C014 – 11 Novembre
Centre-Ville	Angle Av de Maurin, Bd Berthelot	C009 Observatoire
Centre-Ville		C051 St Denis
Centre-Ville		C093 Rondelet
Centre-Ville	Parvis Jules Ferry	C005 Gare St Roch
Centre-Ville		C006 Gare St Roch 2
Croix d'Argent	Av Colonel Pavelet	C054 Angoulême-Arnel
Croix d'Argent		C098 Villeneuve-Angoulême
Croix d'Argent		C108 Flandres-Dunkerque
Près d'Arènes		C111 Tournezy

Et enfin, de conforter le dispositif existant du nouvel Hôtel de Ville par **l'installation de 4 caméras fixes** sur le parvis Georges Frêche.

A ce jour et après approbation du programme 2014, le nombre de caméras sera porté à 157.

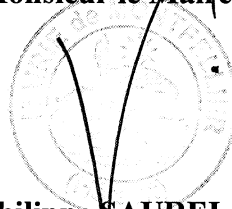
**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De valider le programme de vidéoprotection urbaine 2014, à savoir l'implantation de 11 nouvelles caméras et la modernisation de 12 caméras analogiques ;
- De valider l'installation de 4 caméras fixes ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment une subvention du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat ;

- De déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PÉREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Fondation 30 Millions d'Amis : Dispositif de gestion des populations félines errantes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ayant décidé d'exercer ses compétences dans le cadre de l'article L.211-27 du Code Rural, la fondation « 30 Millions d'Amis » propose de mobiliser ses moyens afin de réaliser une campagne de stérilisation des populations félines errantes.

L'association propose notamment d'apporter son soutien logistique à la Ville de Montpellier dans le cadre de l'Opération dite « POPULATIONS FELINES ERRANTES VIVANT EN GROUPE DANS LES LIEUX PUBLICS DE LA COMMUNE » dans le respect des dispositions du Code rural, du Code des collectivités territoriales et du Règlement sanitaire départemental.

L'objet de la campagne est de modifier le statut d'animal errant de ces populations en statut de chat 'dit libre', pourvu d'une identité, sous la garde de la fondation après stérilisation, identification et remis sur les lieux de vie.

Ce dispositif vise à améliorer la gestion des populations félines dans les quartiers de la ville, à prévenir les troubles et les atteintes à la sécurité et la salubrité publiques, à éviter la prolifération et à réduire les nuisances sonores et olfactives.

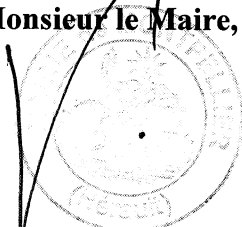
**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat entre la fondation « 30 Millions d'Amis » et la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

# CONVENTION DE PARTENARIAT

## Stérilisation et Identification des chats errants

**ENTRE :**

D'une part,

La Ville de Montpellier,  
1 place Georges Frèche - 34267 Montpellier Cedex 2

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier

Et d'autre part,

La fondation 30 Millions d'Amis  
40 cours Albert 1<sup>er</sup> - 75008 PARIS

Représentée par son Délégué Général, Monsieur Jean-François LEGUEULLE

Ci-après définies « les parties »

### IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

#### TITRE I – EXPOSE

La ville de Montpellier s'est rapprochée de la fondation 30 Millions d'Amis en raison de son expertise reconnue et de son savoir-faire en matière de régulation et de gestion des populations de chats libres. La gestion des chats errants est délicate et il est impératif de gérer leurs populations en maîtrisant leur prolifération. Un couple de chats non stérilisé peut théoriquement engendrer une descendance de plus de 20 000 individus en quatre ans.

Une solution a maintes fois fait ses preuves : la stérilisation. Née du constat que l'euthanasie ou le déplacement des colonies de chats est inefficace contre la pullulation, cette pratique, reconnue par tous les experts mondiaux et en particulier ceux de l'organisation mondiale de la santé, respecte la sensibilité de nos concitoyens devant la vie animaux de compagnie.

D'une part, la stérilisation stabilise automatiquement la population féline qui continue de jouer son rôle de filtre contre les rats, souris, etc. D'autre part, elle enrayer le problème des odeurs d'urine et de miaulements des femelles en période de fécondité.

Par ailleurs, le chat étant un animal territorial, ceux présents sur le site empêchent tout autre de s'y introduire si des chats résident en un lieu ; c'est qu'il existe en effet un biotope favorable et les éradiquer entraînent leur remplacement spontané et immédiat par d'autres.

## **TITRE II – CADRE REGLEMENTAIRE**

Le maire de la Ville de Montpellier a décidé d'exercer ses compétences dans le respect des dispositions du Code rural et plus particulièrement de l'article L. 211-27, du Code des collectivités territoriales et du Règlement sanitaire départemental.

Au titre des dispositions de l'article L. 211-19-1 du Code rural, la divagation des animaux domestiques et sauvages apprivoisés ou tenus en captivité est interdite.

L'article L. 211-22 prescrit que les chiens et les chats errants et tous ceux qui seraient saisis sur le territoire de la commune sont conduits à la fourrière.

L'article L. 211-23 -2 précise qu'est considéré en état de divagation, notamment, tout chat dont le propriétaire n'est pas connu et qui est saisi sur la voie publique ou sur la propriété d'autrui.

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 211-27, le département de l'Hérault étant indemne de rage, le maire peut, par arrêté, faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans détenteur, vivant en groupe dans les lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L. 212-10, préalablement à leur relâché dans ces mêmes lieux.

Le prélèvement sur le domaine public ou privé d'animaux errants est une infraction aux dispositions du Code rural de nature à mettre en danger les populations humaines, notamment dans le cadre des anthroponoses.

## **TITRE III – CONVENTION**

### **Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

- 1.1.- La présente convention encadre la mise en place d'une action visant à maîtriser les populations de chats errants sans propriétaire par le contrôle de leur reproduction, en accord avec la législation en vigueur ci-dessus mentionnée.
- 1.2.- Elle détermine les obligations de chacune des parties intervenant dans les campagnes de stérilisation des chats errants sans propriétaire ou sans détenteur vivants sur le domaine public de la ville de Montpellier.
- 1.3.- Cette convention constitue un accord-cadre entre les deux parties. Pour être effective chaque intervention fait l'objet d'un bon de mission spécifique qui détermine l'expression des besoins, la



localisation et la date de l'intervention, le montant de l'aide allouée par la fondation 30 Millions d'Amis et sa validité.

## **Article 2 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT**

### **2.1 - Obligations de la ville de Montpellier**

2.1.1. - Dans le cadre défini par l'article L.211-27 du Code Rural, la ville de Montpellier, par arrêté, fera capturer les chats errants non identifiés, en état de divagation, sans propriétaire et sans détenteur, et vivant en groupe dans les lieux publics de la commune, via l'unité de capture du service surveillance de la voie publique et de l'environnement urbain rattaché à la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique. Elle fera procéder à leur stérilisation et à leur identification préalablement à leur relâché dans ces mêmes lieux.

2.1.2. - Selon les modalités prévues par l'article R.211-12 du Code Rural, lorsque des campagnes de capture des chats errants sont envisagées sur tout ou partie du territoire de la commune, la ville de Montpellier en informe la population, par affichage et publication dans la presse locale, des lieux, jours et heures prévus, au moins une semaine avant leur mise en œuvre.

2.1.3. - Lorsqu'un chat est trappé, la ville de Montpellier s'oblige en première intention à vérifier si l'animal est identifié afin, le cas échéant, de le restituer à son propriétaire.

2.1.4. - Seuls, pourront être relâchés en un lieu les chats qui y ont été préalablement capturés ; aucun chat d'une autre origine géographique ne doit y être introduit.

2.1.5. - Les chats capturés par la ville, et qui n'ont pas pu être restitués à leur éventuel propriétaire, sont amenés chez un vétérinaire de son choix avant d'être relâchés sur leur lieu de trappage.

2.1.6. - Les frais afférents aux opérations de capture, de transport et de garde des animaux sont intégralement pris en charge par la ville.

2.1.7. - Les animaux sans propriétaire ou dont le propriétaire est inconnu et qui ne pourront être relâchés (maladie, problèmes sanitaires, très jeunes chatons) devront être conduits en fourrière comme le prévoit la loi.

### **2.2. Obligations de la fondation 30 Millions d'Amis**

2.2.1. - La fondation 30 Millions d'Amis prendra en charge la totalité des frais de stérilisation et de tatouage des chats errants.

2.2.2. - La fondation 30 millions d'amis règlera directement le vétérinaire choisi par la ville de Montpellier sur présentation des factures du praticien. Lesdites factures devront être libellées directement à l'ordre de la fondation 30 Millions d'Amis.

2.2.3. - L'identification des chats se fera au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis -40 cours Albert 1<sup>er</sup> – 75008 PARIS.

### **Article 3 : GESTION DE POPULATIONS DE CHATS STERILISES ET INFORMATION DU PUBLIC**

3.1. - La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde des populations félines seront placés sous la responsabilité de la ville de Montpellier.

3.2. - La ville de Montpellier s'engage, après la mise en place d'une opération, à ne pas procéder à la capture des populations de chats stérilisés et identifiés au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

3.3.- La ville s'engage à informer la population de l'action entreprise en partenariat avec la fondation 30 Millions d'Amis en faveur des chats errants – notamment en apposant en mairie l'affichette fournie par la Fondation 30 Millions d'Amis valorisant le partenariat – et en rappelant aux propriétaires leurs obligations envers leurs animaux.

## **TITRE IV : VALIDITE DE LA CONVENTION**

### **Article 1 :**

La présente convention prend effet au jour de sa signature entre les parties.

### **Article 2 :**

La présente convention est conclue pour une durée initiale de 1 an et reconduite chaque année par tacite reconduction. Elle peut être résiliée unilatéralement par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 3 :**

La résiliation de la présente convention entraîne de facto la cessation de toute action en cours.

### **Article 4:**

En cas de résiliation de la présente convention, les obligations de la ville de Montpellier relatives aux actions précédemment conclues demeurent.

Fait à Montpellier, le

Pour la fondation 30 Millions d'Amis,

Pour la Ville de Montpellier,

**Monsieur Jean-François LEGUEULLE,  
Délégué Général**

**Philippe SAUREL,  
Maire**

## **Séance publique du jeudi 6 novembre 2014**

**Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

**Absents :**

### **Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Ovalie**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

**Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre et sélection des membres du jury - Autorisation de déposer un permis de construire - Demande de subventions.**

L'importante évolution démographique des quartiers Ovalie et Grisettes, justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire. Aussi, afin d'assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage, il est nécessaire de construire une école primaire opérationnelle pour la rentrée de septembre 2018.

Cette opération de 3400 m<sup>2</sup> de surface de plancher sera réalisée en une seule tranche.

La maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 38, 70 et 74 du code des Marchés Publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 24 dudit code. Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 28 000 € HT aux candidats admis à concourir. Enfin, la conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la ville de Montpellier.

Le programme général de cette opération comprend :

- 10 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 5 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoir, salle de psychomotricité, salle multimédias)
- L'espace périscolaire : centre de loisirs, restaurant scolaire et office de restauration.

Le coût global de l'opération est estimé à 12 millions d'euros TTC.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer un permis de construire et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

**Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :**

de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus,

- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 38, 70 et 74 du Code des Marchés Publics,.
- de décider de constituer un jury conformément à l'Article 24 du code des Marchés Publics comprenant les membres suivants :
  - Président : Monsieur le Maire ou son représentant ;
  - Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le Conseil municipal (représentation proportionnelle au plus fort reste):

Membres titulaires :

- Stéphanie JANNIN
- Patricia MIRALLES
- Robert COTTE
- Patrick RIVAS
- Sophia AYACHE

Membres suppléants :

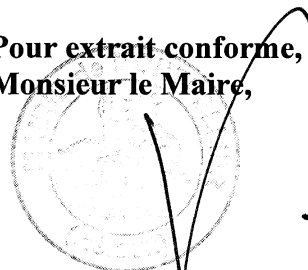
- Nicole LIZA
- Jean-Luc COUSQUER
- Maud BODKIN
- Sabria BOUALLAGA
- Henri de VERBIZIER

Les autres membres ci-après mentionnés seront désignés par le président du jury :

- Personnes présentant l'intérêt particulier au regard de l'objet du concours (au nombre de 5 maximum).
  - Personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury.
- de décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 28 000 € H.T. par équipe,
  - de passer avec le lauréat du concours un contrat pour une mission complète de maîtrise d'œuvre,
  - d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune des frais de déplacement et d'hébergement des personnes intéressées ou qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
  - de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet
  - de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier.
  - d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment le permis de construire afférent.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Ajustements des projets associatifs d'activités périscolaires

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations du 24 Juillet 2014 et du 02 Octobre le conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 157 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires. De nouveaux ajustements s'avèrent nécessaires.

### 1) Annulations de subventions

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
485	LA LIGUE DE L ENSEIGNEMENT	Coup de pouce langage	28700
485	LA LIGUE DE L ENSEIGNEMENT	Club lecture écriture mathématiques	41500
485	LA LIGUE DE L ENSEIGNEMENT	Lire et faire lire	3150

### 2) Attributions de subventions

Afin de compenser les projets qui ne seront pas réalisés, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
950	MONTPELLIER AGGLO NATATION UNIVERSITE CLUB	Activités natation périscolaires	1500
4547	LA MAISON DU JUDO	Initiation Judo	1300
5854	MONTPELLIER MOSSON OMNISPORTS	Les hauts de Massane à l'école du sport	1300
1230	ASSOCIATIONS SPORTIVE BEAUX ARTS	Initiation et rythmes scolaires	1300
4696	OXYGENE	Multi sports enfants 6-9 ans	2100
4696	OXYGENE	Eveil corporel danse	300
3230	LA MAISON DE L'ARCHITECTURE	Sensibilisation architecture	5000
2432	ALLONS Z'ENFANTS	Ateliers arts du spectacle	2600
25	LES PETITS DEBROUILLARDS	Bidouilles scientifiques	30000
6157	GWEISSK PHILOCINEMA	A la rencontre d'un artiste et de sa pratique	2000
	VRINDAVANA	Yoga enfants	1500
5824	COMPAGNIE LA MAISON	Danser ensemble	3000
6077	COMPAGNIE LES HERBES FOLLES	L'ombre et la lumière	5000
3677	ESSOR	Arrimage en scène	2200
	ECOARTIS	Anime les histoires	3400
5421	THEATRE ENTRENOUS	Théâtre pour jouer	3800
4144	MUC VACANCES	Projet activités périscolaires	67800
5589	SOLILOQUE THEATRE	Vive le théâtre aux Hauts de Massane	2200
	ASSOCIATION CARTHAGE	Atelier Musique	1500
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Découverte du tennis de table	2600
1893	CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER	Accompagnement et découverte de la danse contemporaine	2400

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- De décider des modifications et des affectations de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2014 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Mise à disposition à titre gratuite de salles dans les Maisons Pour Tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 4 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1985€

Les associations concernées sont :

**MPT VILLON** : COMIDER (245€)

**MPT ROSA PARKS** : LES FILMS DE LA CRIEE (245€)

**MPT PAGNOL** : APARSA (140€)

**MPT COLUCCI** : MATKD (1355€).

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5225€

Les associations concernées sont :

**MPT BRASSENS** : HAUTS 2 MASSANE (55€)

**MPT MARIE CURIE** : P2TANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE (220€)

**MPT ROSA PARKS** : STREET WAY (550€), CIE THEATRE NOUVEAU (330€), 6 SENS (330€)

**MPT VOLTAIRE**: PLAN RAPPROCHE (385€), OCTOPUS EXPRESSION (1650€), RANDO LOISIRS (55€), SURDI 34 (55€)

**MPT VILLON** : CIE INTERMEZZO (605€), BGE CITE LAB' (55€), FACE HERAULT (55€)

**MPT MERCOURI** : EUROGRECE (220€), COMITE DE QUARTIER LEZ POMPIGNANE (220€)

**MPT PAGNOL** : COMITE DE QUARTIER (110€), SAUDADE (220€)

**MPT CAMUS** : ASSOCIATION DE CULTURE PHYSIQUE FONDAMENTALE (55€)

**MPT ESCOUTAIRE** : CASA DE ESPANA (55€)

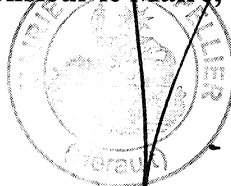
Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**



M Proposition pour convention d'activité associatif à titre gracieux					annuelle		
Maison pour tous :		François-Villon	Pour la période de :	2014/2015			
Pour Conseil municipal du:		6 novembre 2014					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	COMIDER	Apporter bénévolement aide et assistance à toute personne physique ou morale, publique ou privée, de la Région Languedoc Roussillon, ayant une activité sociale, économique, culturelle, d'enseignement ou de formation.	Réunion bénévoles aides aux devoirs	action sociale	1er mercredi du mois 9h30 12h30	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :	2014/2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	LES FILMS DE LA CRIEE	Promotion photographie	atelier de photo pour les adolescents et les adultes	nouvelle activité et nouvelle association - une aide pour favoriser le démarrage de cet atelier, et l'investissement en matériels photos qu'il peut engendrer à l'association.	lundi de 17h-21h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
Maison pour tous :		Marcel-Pagnol	Pour la période de :	2014/2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	APARSA	education à la santé Projets de prévention auprès des adolescents	réunion de travail et de coordiantion	action sociale	lundi de 18h30 à 22h (selon planning)	1h30 et 10 personnes incluses	140 €
Maison pour tous :		Michel-Colucci	Pour la période de :	2014/2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	MATKD	Apprentissage du Taekwondo. Selon l'âge et le niveau, loisirs et compétition	Accueil parents et permanence pendant les heures de cours + local rangement au 1er etage	"petite maison" dans l'enceinte de la Mpt, que nous n'utilisons pas pour nos activités régulières ou ponctuelle.	lundi 2h , mardi 4h mercredi 6h jeudi 4h, vendredi 2h, samedi 4h	21h	1 355 €
					TOTAL		1 985 €

Ville de  
Montpellier

Montpellier					Ponctuelle		
Proposition pour convention d'activité associatif à titre gracieux							
Maison pour tous :		Georges Brassens	Pour la période de : 2014/2015				
Pour Conseil municipal du :		06-nov-14					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Hauts 2 Massane (H2M)	l'emploi sur le territoire Hauts de Massane	Réunion pour la mise en place d'une commission d'insertion sur le territoire Hauts de Massane	Insertion sociale	lundi 17 novembre de 17h à 19h	demijournée salle de - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		Marie Curie	Pour la période de : 2014/2015				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Pétanque club Montpellier Celleneuve	club de pétanque du quartier pour échanges et convivialité.	Animation et vie de quartier	participation vie de la MPT	Samedi 17 /01/2014 de 12h à 21 h	Journée + 60 personnes	220 €
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de : 2014/2015				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	STREET WAY	Promotion danse contemporaine	répétitions de la compagnie	Association proposant de nombreuses performances en danse, spectacles lors des événements culturels organisés par la MPT	10 créneaux dans l'année, dates non définies pour l'instant.	Journée salle pour - 20 personnes	550 €
	COMPAGNIE THEATRE NOUVEAU	Création et diffusion de spectacles artistiques	représentation théâtrale BALLET AMOUREUX	gratuité pour les spectateurs	3 dates à définir	Demi-journée salle pour + 60 personnes	330 €
	6 SENS	Promotion des pratiques artistiques amateurs et	répétitions de la compagnie	Association proposant de nombreuses performances en théâtre, spectacles lors des événements culturels organisés par la MPT	6 répétitions, les 9/16/23/30 novembre et 7 et 14 décembre	Journée salle pour - 20 personnes	330 €
Maison pour tous :		Voltaire	Pour la période de : 2014/2015				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	PLAN RAPPROCHE	Education à l'image	Ateliers d'analyse filmique	Par la gratuité, l'association peut proposer des tarifs à 50% pour les minimas sociaux (cohérence avec les tarifs municipaux)	12/12; 16/01; 27/02; 20/03; 10/04; 22/05; 12/06 De 19h30 à 21h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	385 €
	OCTOPUS EXPRESSION	Théâtre	Ateliers - stage de théâtre à la semaine.	Mise en place d'une offre d'animation réalisée par un partenaire, permettant aux familles de bénéficier d'un mode de garde éducatif à la journée sur 5 jours, alternatif aux ALSH	du 16 au 22 février 2015 du 13 au 17 avril 2015 du 20 au 24 juillet 2015	Demi-journée salle pour - 60 personnes	1 650 €
	RANDO LOISIRS	Randonnées	Soirées crêpes des adhérents de l'association	Soutien à la vie associative. Soirée non payante. La mise à disposition gratuite favorise une soirée entre les randonneurs dont beaucoup habitent le secteur.	06/03/2015 de 19h à 24h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
	SURDI 34	Actions auprès et avec les sourds et mal entendants	Assemblée générale	Soutien à la vie associative, faciliter l'accès des MPTS des personnes mal entendants	24/01/15 de 14h à 17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		François Villon	Pour la période de : 2014/2015				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Cie Intermezzo	Promouvoir le développement des arts et l'échange entre les différentes cultures du monde.	Ateliers théâtre jeunes	animation pour tous	29 nov 13 et 14 février 18 et 19 février 13, 14 et 15 avril 18, 19 et 20 avril	Demi-journée salle pour - 60 personnes	605 €
	BGE Cité lab'	Accompagnement porteurs de projets de création d'entreprise et suivi.	talents des quartiers	aide nouveaux projets	19 novembre 9h 17h	Journée salle pour 60 personnes	55 €
	FACE Herault		Conférence Animation santé	ouvert à tous	11 novembre 14h 18h	Demi journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de : 2014/2015				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Eurogrèce	Activités socio-culturelles	AG	participation vie de la MPT	Dimanche 11 Janvier 2015	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	Comité de quartier LEZ Pompiagne	Animation du quartier	Galette des Rois	participation vie de la MPT	Dimanche 18 Janvier 2015	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
Maison pour tous :		Marcel-Pagnol	Pour la période de : 2014/2015				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier	relais et écoute des besoins des habitants du quartier	loto	animation à destination des habitants du quartier	dimanche 16 novembre de 9h à 20h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110 €
	Association SAUDADE	Actions humanitaires, culturelles et sociales	festival art des sens	action sociale	vendredi 5/12/2014 de 16h à 22h samedi 06/12/2014 de 10h à 22h Dimanche 07/12/2014 de 16h à 22h	Week-end stages activités associations + 20 personnes	220 €
Maison pour tous :		Albert-Camus	Pour la période de : 2014/2015				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	association de culture physique fondamentale	gym fondamentale	assemblée générale		samedi 6 décembre 2014 de 10 à 17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		L'Escoutaire	Pour la période de : 2014/2015				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CASA DE ESPANA	promouvoir la culture espagnol	assemblée générale		dimanche 7 décembre de 15h à 18h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
						TOTAL	5 225 €

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Projet de création d'un Point Relais Information Jeunesse (PRIJ) à la Maison pour tous Colucci

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La jeunesse constitue une priorité de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier anime actuellement deux Points Information Jeunesse (PIJ) labellisés par l'Etat en lien avec le Centre Régional Information Jeunesse du Languedoc Roussillon.

Ces deux Points Information Jeunesse, animés par la Ville, sont les suivants : Le Service Jeunesse, situé rue Maguelone, ainsi qu'un Point au sein de la Maison pour Tous Rosa Lee Parks.

Faisant suite à un diagnostic territorial mené sur le quartier Croix d'Argent, un besoin d'information et d'orientation en direction des jeunes a été observé spécifiquement sur les secteurs de Bagatelle et Pas du Loup.

Ainsi, afin de faciliter l'information de proximité et l'orientation des jeunes de ce quartier, ainsi que leur mobilité dans la Ville, il est proposé la création d'un Points Relais Information Jeunesse (PRIJ), au sein de la Maison pour tous Michel Colucci, parrainé par le service Jeunesse de la Ville.

Cette action, qui fait l'objet d'une proposition de convention de partenariat avec le Centre Régional Information Jeunesse du Languedoc Roussillon jointe à la présente délibération, constitue une première étape visant à renforcer à terme le maillage du territoire montpellierain autour d'un réseau d'accueil et d'information à destination des jeunes. Elle sera évaluée régulièrement par les parties signataires.

### En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- D'approuver la convention de partenariat avec le Centre Régional Information Jeunesse du Languedoc Roussillon annexée à la présente délibération.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## **Convention relative au fonctionnement d'un Point Relais Infos Jeunes (Point relais IJ)**

### **Objet :**

Le CRIJ, en partenariat avec les services de la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale, établit un diagnostic territorial pour évaluer la pertinence et l'opportunité de création d'un Point Relais Infos Jeunes et son articulation avec le projet éducatif local.

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires afin de développer l'information des jeunes.

### **Elle est conclue entre :**

La Ville de Montpellier, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL

### **Et**

Le Centre Régional Information Jeunesse de Montpellier (CRIJ) sis 3 avenue Charles FLAHAULT 34094 Montpellier cedex 5, représenté par sa présidente en exercice Madame Roselyne LESQUER,

Dans le cadre de la création par le service des Maisons pour tous de la ville de Montpellier à la Maison pour tous Colucci, sise 205 rue de Cheng Du 34070 Montpellier, d'un "PRIJ" Point Relais Infos Jeunes, parrainé par le service Jeunesse de la ville de Montpellier, sis à l'Espace Montpellier Jeunesse, 6 rue Maguelone 34000 Montpellier, "PIJ" Point Information Jeunesse.

### **Titre I : Engagements de la structure support du Point Relais Infos Jeunes (Point Relais IJ)**

#### **Article 1 : Respect des critères du cahier des charges**

La structure support signataire de la présente convention s'engage à respecter les conditions suivantes :

Le *Point Relais IJ* accueille et informe le public conformément aux dispositions du cahier des charges annexé à la présente convention.

#### **Article 2 : Vie locale, animation**

Le *Point Relais IJ* s'engage à mettre à disposition du public une information fiable et actualisée, à relayer les actions du réseau Information Jeunesse, à renseigner le public ou l'orienter vers des structures spécialisées, dans l'information des jeunes et à relayer les politiques publiques de jeunesse de l'État, des différentes collectivités territoriales et des partenaires institutionnels.

La structure support s'engage à identifier et former un référent.

Le *Point Relais IJ*, sous la responsabilité de sa Direction, réalise, en lien avec le PIJ labellisé référent sur le territoire à savoir le service Jeunesse de la ville de Montpellier, des actions d'animation (ateliers, séances collectives

d'informations générales ou spécialisées, rencontres autour d'expositions, de vidéo, etc.) sur l'ensemble des secteurs et thèmes couverts par la documentation du CRIJ.

### **Article 3 : Modifications**

La structure s'engage à signaler, au préalable et par courrier au CRIJ, toute modification relative à l'implantation du *Point Relais IJ* et à son fonctionnement (changements des membres de l'équipe, des horaires, etc.).

### **Titre II : Engagements de la structure support du PIJ labellisé référent**

#### **Article 4 : Partenariat PIJ et *Point Relais IJ***

Le PIJ s'engage à souscrire un abonnement à la documentation " Information Jeunesse " nationale et régionale. Il collecte, adapte et / ou produit une documentation locale.

Le PIJ référent anime le réseau des *Points Relais IJ* implantés sur son territoire et les accompagne pour la mise en place d'actions d'animation de l'information.

Le *Point Relais IJ* contribue au bilan annuel élaboré par le PIJ référent.

### **Titre III : Engagements du Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) de Montpellier**

#### **Article 5 : Documentation et information**

Le CRIJ s'engage à mettre à la disposition du *Point Relais IJ* tous les moyens de promotion du réseau et la documentation gratuite dont il dispose. (Affiches, dépliants, fascicules, livrets, guides ...)

Le *Point Relais IJ* adapte son fonds et sa politique documentaires (papier, numérique, multimédia ...) en fonction des besoins identifiés tant sur son territoire qu'auprès de son public.

Le PIJ en lien avec le CRIJ oriente et conseille le *Point Relais IJ* sur les outils et options documentaires choisis.

#### **Article 6 : Formations**

Le CRIJ s'engage à assurer les formations nécessaires au personnel du *Point Relais IJ* selon le tarif défini par son conseil d'administration :

- formation à l'accueil des jeunes et à l'information,
- formation à la collecte et la diffusion de l'information,
- formation à l'utilisation des TIC.

#### **Article 7 : Promotion du réseau**

Le CRIJ fera connaître l'existence du *Point Relais IJ* et en diffuse, par l'intermédiaire de ses supports de communication, les jours et heures d'ouverture.

En contrepartie, le *Point Relais IJ* assure la promotion du réseau dédié à l'Information Jeunesse. Les identifications graphiques des différents réseaux sont apposées dans les locaux et sur les différents supports produits.

#### **Article 8 : Instruction du dossier**

Le CRIJ instruit le dossier de création du *Point Relais IJ* en vue du conventionnement en relation avec la direction régionale et les directions départementales jeunesse, sports, cohésion sociale.

### **Titre IV : Application de la convention**

#### **Article 11 : Suivi, évaluation**

Le CRIJ, en lien avec le PIJ labellisé référent du territoire assurent le suivi pour l'application de la présente convention.

Les parties signataires s'engagent à procéder conjointement à l'évaluation annuelle de l'activité du réseau des *Points Relais IJ* et du PIJ.

#### **Article 12 : Durée de la convention**

La présente convention est signée pour une durée de trois ans et renouvelée par tacite reconduction.  
Elle prend effet à compter du 01/12/2014.  
Elle sera évaluée tous les deux ans.

#### **Article 13 : Évolution**

Lorsque les moyens locaux le permettent, les services de la Direction Régionale Jeunesse et des directions départementales Sports Cohésion Sociale et le CRIJ accompagnent la structure porteuse du *Point Relais IJ* vers une évolution de ses activités permettant à terme l'ouverture d'un PIJ.

#### **Article 14 : Dénonciation de la convention**

En cas de non respect des différentes clauses, il appartiendra au CRIJ de dénoncer la présente convention après un préavis de trois mois.

La convention pourra être dénoncée dans les mêmes conditions par la ville de Montpellier, collectivité territoriale signataire.

Fait en autant d'exemplaires que de signataires.

Fait à Montpellier, le .....

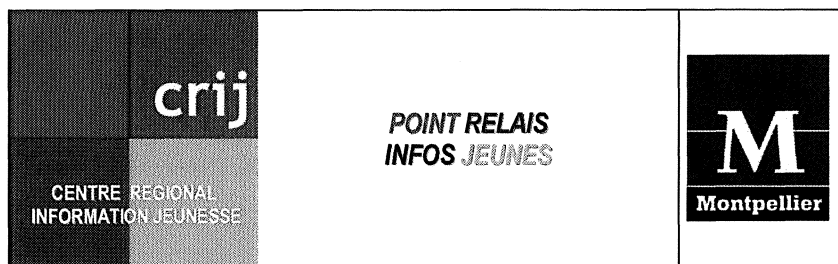
Le Maire de Montpellier

La Présidente du CRIJ

Philippe SAUREL

Roselyne LESQUER

#### **Identification graphique**



**RESEAU INFOS JEUNES**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement par ailleurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Pour la session du mois de novembre, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2014 du Service Jeunesse, la somme de **600 €** afin de soutenir le projet de Stanislas Quesada, étudiant en médecine, pour la mise en scène de la pièce de théâtre *Galilée 2.0*, qui fédère les trois Universités, programmée dans le cadre de la *Fête de la Science*.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**



- d'accepter la Bourse Initiative Jeunes pour un montant total de **600€**,
- d'attribuer l'aide correspondante sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2014,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier dans le cadre de son projet de réussite éducative, a toujours affirmé son engagement fort envers le développement des pratiques sportives des jeunes.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique.

Ainsi, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention de 13 éducateurs, soit 3 300 heures annuelles.

Ce personnel municipal intervient sur des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier. Les conditions générales de l'organisation des interventions, les agréments nécessaires, les responsabilités et les conditions de sécurité sont fixées par convention, annexée à la présente délibération.

Dans ce cadre, la contribution de la Ville de Montpellier à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 70 200 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier.

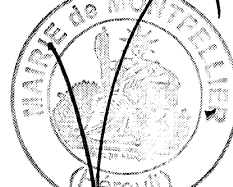
### En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville dans le temps scolaires pour l'année 2014-2015 ;

- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités d'E.P.S. eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 70 200 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

**CONVENTION POUR L'INTERVENTION DES EDUCATEURS TERRITORIAUX  
DE LA VILLE DE MONTPELLIER  
EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE**

**15**

Considérant :

- Vu le Code du Sport, et notamment les articles L. 322-1 à L.322-6,
- L'arrêté du 16/12/04 modifié par l'arrêté du 23/05/06 précisant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation des activités physiques et sportives ou à l'entraînement de ses pratiquants, conformément à l'article L. 363-1 du code de l'éducation ;
- L'arrêté du 09/06/08: "Programmes d'enseignement de l'école primaire"
- La circulaire n°92-196 Education Nationale du 3 juillet 1992 : "Participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires"
- La circulaire 99136 du 21-9-99 : "Organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques »
- La circulaire n°2000-075 du 31-5-2000 / BO n° 22 du 8-06-2000) relative au test nécessaire avant la pratique des sports nautiques"

Entre :

Mme FILHO Anne-Marie, inspectrice d'Académie, directrice des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault.

et

M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du jeudi 6 novembre 2014.

**Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :**

La présente convention a pour objet de définir les principes d'organisation et de fonctionnement du partenariat entre la Ville de Montpellier et les Services de l'Education Nationale dans le domaine de l'éducation physique et sportive, et de fixer les limites de compétence, de responsabilité et d'intervention de chacune des parties.

Chaque séance sera assurée à la fois par l'enseignant et par l'intervenant extérieur, Educateur territorial des APS de la Ville de Montpellier.

Cette convention concerne des écoles de six circonscriptions :

Montpellier ASH / Montpellier-Nord / Montpellier-Ouest / Montpellier-Sud/ Montpellier-Est / Montpellier-St Jean de Védas / Les classes concernées par ce dispositif seront précisées en annexe.

:

## **ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **A - Rappel des principes**

1. L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale. Toutefois dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique d'une école à la demande et sous la responsabilité de cette dernière (Cf. Loi 2003-339 du 14/04/03).

Chaque séance est assurée à la fois par l'enseignant et par l'intervenant extérieur Educateur territorial des APS de la Ville de Montpellier.

2. La Ville de Montpellier apporte son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (ETAPS). Cette contribution est assimilable à une participation en nature valorisable à un montant de 70 200€ (salaires et achat de matériel pédagogique).

3. Toute rencontre sportive inter écoles devra se faire dans le cadre de la convention spécifique Ville de Montpellier/USEP/DSDEN signée par toutes les parties. Le projet aura été préalablement transmis au délégué départemental de l'USEP (Cf. Annexe II).

### **B - Conditions générales d'organisation**

- Les interventions sont limitées dans le temps et sont établies selon un calendrier permettant un enrichissement des pratiques des enseignants qui pourront être en mesure de réinvestir cet apport.
- Le temps des déplacements ne doit pas être supérieur au temps de pratique effective de l'activité.

1. Toute aide d'un intervenant extérieur doit s'inscrire dans le projet d'école et doit faire l'objet d'un projet spécifique élaboré en commun par les enseignants et les intervenants. Elle s'appuie de préférence, sur un document pédagogique de référence construit en concertation avec les partenaires. Les actions fondées sur ce projet spécifique sont validées obligatoirement par l'inspecteur de l'éducation nationale pour l'année scolaire.

La Ville de Montpellier propose une aide aux enseignants des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier pour l'enseignement de l'EPS. Cette intervention répond à une demande des écoles, en cohérence avec le projet d'école

- Des interventions sont possibles à hauteur de deux modules par école.
- Lorsque des interventions supplémentaires sont rendues possibles, elles sont réparties de façon concertée entre les deux parties.

Les Educateurs Territoriaux des APS interviennent durant l'année scolaire sur divers sites de la commune :

- Un site nautique : Maison du Lez (Annexe 2)
- Les équipements sportifs de la ville de Montpellier, plateaux EPS situés dans ou hors de l'école, stades, gymnases, espaces verts...

Lorsque les conditions matérielles dans l'école sont satisfaisantes, l'enseignement se déroule sur place. Lorsqu'un projet spécifique d'intervention est proposé en dehors de l'école, la sortie est soumise à autorisation du directeur ou de la directrice de l'école.

Le temps des déplacements ne doit pas être supérieur au temps de pratique effective de l'activité.

2. Les IEN de chaque circonscription recueillent les demandes des enseignants pour bénéficier de l'intervention d'un ETAPS en soutien en EPS pour l'enseignement d'une APS.

La DSDEN s'engage à transmettre ces demandes avant la fin de l'année scolaire en cours pour l'année scolaire suivante, après avis des Inspecteurs de l'Education Nationale des six circonscriptions de Montpellier.

3. Une commission technique mixte, Ville de Montpellier- Education Nationale est mise en place. Elle est composée de conseillers pédagogiques de circonscription, de conseillers pédagogiques départementaux et de représentants de la Ville de Montpellier. C'est une instance d'organisation, de régulation et de concertation qui se réunira au moins deux fois par an.

4. L'année scolaire est organisée en trois périodes. La durée de l'intervention d'un Educateur Territorial des APS ne peut excéder un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire.

5. Le choix de l'activité physique et sportive appartient à l'enseignant sur la base de la liste arrêtée par la direction du Service des Sports et la DSDEN. Un éclairage technique pourra être apporté par les ETAPS afin de proposer des contenus pédagogiques en concertation avec les enseignants. Les documents élaborés en commun et destinés à être diffusés porteront le logo des deux partenaires.

6. En cas d'annulation d'une séance (absence d'un intervenant, impossibilité pour la classe de se rendre sur le lieu de pratique, conditions météorologiques défavorables...), la partie qui en est à l'origine est tenue d'avertir l'autre partie le plus tôt possible. Lorsque les conditions le permettent, en cas d'intempérie, l'Educateur Territorial se déplace pour assurer la séance dans l'école.

Suivant les cas :

- Lorsqu'il est à l'origine de l'annulation, l'enseignant prévient le Service des Sports de la Ville de Montpellier afin que les ETAPS en soient informés.
- Le Service des Sports de la Ville de Montpellier prévient les écoles concernées en cas d'annulation de la séance avec un ETAPS.

Dans tous les cas, il appartient aux enseignants d'alerter la compagnie de transport.

## ARTICLE 2 : AGREMENT DES INTERVENANTS EXTERIEURS

Les personnes susceptibles d'obtenir l'agrément de l'inspecteur d'Académie sont les suivantes :

- Les personnels territoriaux titulaires :
  - Les éducateurs et conseillers territoriaux des activités physiques et sportives
  - Les opérateurs de la filière sportive, intégrés à la constitution initiale du cadre d'emploi d'avril 1992Pour l'enseignement de la Voile, le Certificat d'Aptitude à l'Enseignement de la Voile (C.A.E.V.) ou la validation d'une formation dans la discipline sont exigés.
- Les personnels contractuels détenteurs d'un brevet d'Etat sont habilités à intervenir uniquement dans la discipline pour laquelle ils sont diplômés.

## ARTICLE 3 : RÔLE ET RESPONSABILITE DES INTERVENANTS EXTERIEURS

Dispositifs prévus par la Circulaire n° 92 196 du 3 Juillet 1992 :

1 Classe organisation habituelle	1 Classe organisation exceptionnelle	1 Classe organisation exceptionnelle
1 seul groupe	2 ou plusieurs groupes L'enseignant a en charge un des groupes	L'enseignant n'a en charge aucun groupe particulier
L'enseignant assure l'organisation pédagogique de la séance et contrôle effectivement son déroulement.	Dans ce cas, certains groupes d'élèves sont encadrés par au moins un intervenant et l'un de ces groupes est pris en charge par le L'enseignant. Celui-ci n'a pas à assurer le contrôle du déroulement de la séance. Son action consiste à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et procède a posteriori à son évaluation.	Dans ce cas, chaque groupe est encadré par au moins un intervenant. L'enseignant assure l'organisation pédagogique de la séance, procède au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

Dans ces trois situations, il appartient à l'enseignant, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité.

La responsabilité civile des intervenants mis à disposition par la collectivité territoriale est couverte par l'assurance de la Ville de Montpellier.

#### ARTICLE 4 : CONDITIONS DE SECURITE

- Le taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doit être conforme au texte de la *circulaire n°99-136 du 21/09/1999 (organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques)* et de la *circulaire n° 2011-090 du 07-07-11 (natation enseignement dans les premier et second degrés)*.
- L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable.
- Il appartient à l'enseignant, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. Il informe sans délai, l'inspecteur de l'éducation nationale sous couvert du directeur d'école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.
- En cas d'urgence, il doit être possible d'intervenir rapidement sur le site (téléphone disponible, trousse de premier secours, voie d'accès dégagée...par exemple). Il convient de se référer à la circulaire départementale sur les accidents scolaires à consulter sur le site Internet de la DSDEN : <http://www.ac-montpellier.fr/sections/ia34/vie-eleve/accidents-scolaires-1er>  
Des dispositions particulières sont à respecter en Voile (cf. annexe I).

#### ARTICLE 5 : DROIT A L'IMAGE

Toute photo ou vidéo, destinée à être diffusée sur quelque support que ce soit, doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la Direction Académique des services de l'éducation nationale.

Suivant les cas, cette demande est adressée par l'initiateur du projet à l'IEN de la circonscription ou à l'inspectrice d'Académie. Elle est accompagnée du descriptif du projet précisant l'utilisation envisagée des prises de vue.

#### ARTICLE 6 : RESPONSABILITE

Dans tous les cas où la responsabilité d'un intervenant se trouve engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis :

- soit par les élèves qui lui sont confiés à raison de son intervention,
- soit au détriment de ses élèves dans les mêmes conditions,

la responsabilité de l'état est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants

#### ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention signée au début de l'année scolaire a une durée d'un an. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis de trois mois.

A Montpellier, le

A Montpellier, le

Philippe SAUREL  
Maire de Montpellier

Anne-Marie FILHO  
Inspectrice d'Académie,  
directrice des services départementaux  
de l'éducation nationale de l'Hérault

## ANNEXE I

### Liste des écoles bénéficiant de l'intervention des éducateurs territoriaux des APS de la Ville de Montpellier

Année 2014 - 2015

Circonscription de Montpellier Est :

Dr Calmette – A Comte – Condorcet – J.D'arc – C. Daviler – J. Ferry – S. Freud – Gambetta –  
Lamartine – J. Mermoz – B. Morisot – J. Moulin – P. Painlevé – B. Pascal – Périclès – Pottier/Sibélius –  
J. Verne – J. Zay -

Circonscription de Montpellier Ouest :

Heidelberg – Louisville – Bolivar – Balard – S. Senghor – Bouloche – Roosevelt – L. Malet -

Circonscription de Montpellier Nord :

L. Armstrong – J. Daubié – J. Delteil – M. Bloch – Galilée – Kurosawa – E. Combes – C. Baudelaire –  
Mitterrand – Rabelais –

Circonscription de Montpellier ASH :

Sévigné – Marie Curie

Circonscription de Montpellier St-Jean de Védas

W Churchill – A Savary – V Schoelcher – O de Gouges

Circonscription de Montpellier Sud :

F. Bazille – J. Brel – Voltaire – C. Dickens – Diderot – Garibaldi – V. Hugo – J. Jaurès – J. Macé –  
Ronsard – G. Simenon – J. Simon – M. de L'Hospital – Chengdu - Spinoza – D. Alighieri – Sun Yat  
Sen – Langevin –



## ANNEXE A LA CONVENTION POUR L'INTERVENTION DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DE LA VILLE DE MONTPELLIER EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

### ANNEXE II

#### CONDITIONS GENERALES D'ORGANISATION POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA VOILE

##### BASES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

- Circulaire Education Nationale : Sorties scolaires n° 99136 du 21/09/99
- Code du sport, articles L322-1 à L322-6
- Test nécessaire avant la pratique des sports nautiques : N° 2000-075 du 31.05.2000

##### CONDITIONS ET NORMES D'ENCADREMENT

La Ville de Montpellier met à disposition des écoles, des éducateurs territoriaux des APS spécialisés en voile. L'activité Voile se pratique sur un plan d'eau parfaitement délimité : La Maison du Lez

Sur l'eau un éducateur qualifié est habilité à prendre en charge une flottille constituée de 10 dériveurs légers au maximum et de 12 élèves au plus. Il conviendra toutefois de moduler ce nombre en fonction des embarcations utilisées (1 ou 2 places), des conditions météo, du site, de l'âge et du niveau de pratique des enfants.

Les élèves doivent avoir réussi le test de natation prévu dans la circulaire n°2000-075 du 31-5-2000 permettant d'apprécier la parfaite adaptation des enfants au milieu aquatique.

##### UTILISATION DU MATERIEL

Le matériel est adapté à l'enseignement, conforme aux textes en vigueur et maintenu en parfait état d'entretien.

Les gilets de sauvetage seront vérifiés chaque année. Ils sont adaptés au poids et à la taille des élèves et doivent être fermés avant d'embarquer, ce qui sera vérifié par l'enseignant ou par l'éducateur.

##### DISPOSITIF DE SECURITE

- Il doit être conforme au Code du sport, articles L322-1 à L322-6 et de la circulaire Education Nationale n°99136 du 21/09/99.

Un bateau de sécurité pour une flottille de 10 bateaux maximum doit pouvoir intervenir à tout moment de façon à récupérer rapidement un équipage à l'eau.

Les consignes relatives à l'organisation des secours doivent être écrites et affichées. Elles précisent la conduite à tenir en fonction de la situation de risque : mauvais temps, incident technique, dessalage, accident d'un élève...

Un téléphone à proximité doit permettre de faire appel dans les délais les plus brefs à des moyens d'intervention extérieurs. Les numéros de téléphone d'urgence doivent être affichés en bonne place (pompiers, police, médecin, hôpital le plus proche).

### **PROJET PEDAGOGIQUE ET ORGANISATION DE LA SEANCE**

Les enseignants sont les responsables pédagogiques du projet de site : objectifs, contenus et organisation. Ils régulent les problèmes liés à la discipline, à la sécurité, à la manutention.

Les éducateurs informent les enseignants en cas d'impossibilité de réaliser la séance : météo, vent, température, pollution... La séance pratique peut alors être remplacée par un enseignement théorique.

Les enseignants informent le service des sports lorsqu'ils sont dans l'impossibilité de se rendre sur le site.

Les élèves dispensés devront être pris en charge dans une organisation prévue par l'enseignant.

### **RÔLE DES ENSEIGNANTS**

Garant institutionnel de l'action pédagogique, l'Enseignant intervient constamment et activement au sein de l'équipe pédagogique.

Il est donc exclu que des séances puissent se dérouler sans sa participation.

### **RÔLE DES INTERVENANTS EXTERIEURS**

Les intervenants extérieurs doivent intégrer leurs interventions dans le cadre du projet éducatif, véritable contrat passé avec les enseignants.

Les intervenants sont soumis à l'agrément de l'Inspecteur d'Académie, sur la base de leur qualification et de leur compétence à enseigner la Voile.

### **NIVEAUX DE CLASSE**

Les modules d'apprentissage de la Voile sont proposés aux classes de CM2 en priorité.

Cependant, des classes issues des mêmes secteurs que ceux des intervenants en Voile sont susceptibles d'être associées à cet enseignement. Aucune prise en charge financière n'est alors prévue pour leur déplacement.

Il appartient aux Inspecteurs de l'Education Nationale de déterminer les écoles prioritaires.

ANNEXE A LA CONVENTION POUR L'INTERVENTION DES EDUCATEURS  
TERRITORIAUX DE LA VILLE DE MONTPELLIER  
EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

**ANNEXE III**

**CONDITIONS GENERALES D'ORGANISATION  
DES RENCONTRE SPORTIVES DE FIN DE MODULE**

**BASES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES**

- Circulaire Education Nationale : Sorties scolaires n° 99136 du 21/09/99
- Charte Départementale des Intervenants Extérieurs de la DSDEN de l'Hérault (Septembre.2012)

**PRINCIPES D'ORGANISATION**

1. Aucune rencontre sportive de fin de module ne sera programmée sans une concertation préalable avec les Conseillers Pédagogiques des circonscriptions concernées.
2. Pour toute rencontre sportive, un dossier de présentation sera remis par le service des Sports aux Conseillers Pédagogiques et au délégué départemental de l'Union Sportive de l'Enseignement Primaire (USEP). Le rôle de chacun sur le terrain y sera précisé.
3. Lorsque la rencontre est programmée sur une demi-journée, le regroupement n'excèdera pas 8 classes.
4. Lorsque la rencontre est programmée sur une journée, le regroupement n'excèdera pas 16 classes.
5. Pour chaque classe, la rencontre sera programmée en priorité le même jour de la semaine que celui où interviennent habituellement les Educateurs Territoriaux des APS.
6. L'activité pratiquée lors de la rencontre sera la même que celle enseignée au cours du module d'enseignement effectué en partenariat avec les Educateurs Territoriaux des APS.
7. Ne seront transportées en bus que les classes qui le sont habituellement pour rejoindre le site sur lequel les séances du module d'apprentissage se seront déroulées.
8. Les rencontres sont à organiser sur les installations sportives de proximité.

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2014-2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 70 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux.

Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 3 766 704,27 €.

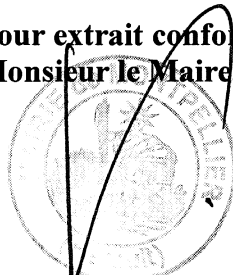
En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 16 Décembre 2013 fixant les tarifs pour l'exercice 2014 applicables au domaine public occupé.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 3 766 704,27 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
8	ARCEAUX MONTP	FOOT	ALAIN DELYLLE CITE ASTRUC	2h x 34 semaines = 68h 27h x 34 semaines = 918h	37 468,00
9	AS ECUREUIL	FOOT	GRAMMONT 12	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
10	AS LES LIONS DU DIMANCHE	FOOT	GRAMMONT 11 JEU DE MAIL	1h x 34 semaines = 34 h 2h x 34 semaines = 68h	1 802,00
11	AS MTP OUTRE MER	FOOT	GRAMMONT 12	6h x 34 semaines = 204h	7 752,00
12	AS.INTER MTP	FOOT	PAUL VALERY	4h x 34 semaines = 136h	5 168,00
13	ASEM FOOT	FOOT	GRAMMONT 13 ROBERT GRANIER	1h x 34 semaines = 34h 2h x 34 semaines = 68h	3 876,00
14	ASPTT	FOOT	GRAMMONT 10 GRAMMONT 11 GRAMMONT 9	10h x 34 semaines = 340h 12h x 34 semaines = 408h 28h30 x 34 semaines = 969h	65 246,00

15/10/2014

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
15	ASS ETUDIANTS KINE MTP	FOOT	JEANNOT VEGA	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
16	ASSOS ATTITUDE	SKATE	COMPLEXE SPORTIF GRAMMONT SKATEPARK MOSSON	15h30 x 34 semaines = 527h 15h30 x 34 semaines = 527h	45 638,20
17	ASTAC	FOOT	GIL FAYARD	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
18	BLEU VERTIGE	ESCALADE	EXT ALAIN ACHILE	40h x 34 semaines = 1360h	58 888,00
19	C.R.S.U	OMNISPORTS	GRAMMONT 10 GRAMMONT 12 VEYRASSI CHOLET JEANNOT VEGA PAUL VALERY	2h x 34 semaines = 68h 4h x 34 semaines = 136h 4h x 34 semaines = 136h 1h45 x 34 semaines = 49h30 6h45 x 34 semaines = 219h30	23 142,00
20	CARPE DIEM	FOOT	GRAMMONT 11	1h x 34 semaines = 34	1 292,00

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
21	CENTRE SPORTIF SOURDS DE MTP	FOOT	GRAMMONT 12 GRAMMONT 13	1h x 34 semaines = 34h 2h x 34 semaines = 68h	3 876,00
22	CHEMIN DES CIMES	ATHLETISME	PISTE DELYILLE	1H30 x 34 semaines = 51h	2 493,90
23	CHRU MPT.LA COLOMBIERE	ESCALADE	EXT ALAIN ACHILE	2h x 34 semaines = 68h	2 944,40
24	CIRAD		GRAMMONT 10	1h x 34 semaines = 34h	1 292,00
25	CLUB SPORTIF CHEMINOT DE MPT	FOOT	CHOLET	9h x 34 semaines = 306h	11 628,00
26	E.S TUNISIENNE	FOOT	POMPIGNANE	3h30 x 34 semaines = 119h	4 522,00
27	F .C TCHOUMO	FOOT	JEU DE MAIL	4h x 34 semaines = 136h	1 020,00



**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
28	F.C. croix d'argent	FOOT	GIL FAYARD	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
29	FC LAGON DE MAYOTTE	FOOT	GRAMMONT 13	5h x 34 semaines = 170h	6 460,00
30	FC MPT CEVENNES	FOOT	ALAIN DELYILLE	20h x 34 semaines = 680h	5 100,00
31	FC NEM	FOOT	CHOLET	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
32	FC PETIT BARD	FOOT	ALAIN DELYILLE BEL AIR	4h x 34 semaines = 136h 32h30 x 34 semaines = 1105h	47 158,00
33	FEDE MPT FOOT A 7	FOOT	DOCTEUR FOURCADE	12h x 34 semaines = 408h	15 504,00
34	FFRESCALADE	ESCALADE	EXT ALAIN ACHILE INT ALAIN ACHILE	3h x 34 semaines = 102h 3h x 34 semaines = 102h	8 833,20

15/10/2014

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
35	GOLF	GOLF	GRAMMONT 10	4h x 34 semaines = 136h	5 168,00
36	GROUPE DECISION	FOOT	GRAMMONT 10	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
37	IBM	FOOT RUGBY	GRAMMONT 11 GRAMMONT 13	4h x 34 semaines = 136h 2h x 34 semaines = 68h	7 752,00
38	JEUNES F.C.TRITONS	FOOT	LES TRITONS	8h x 34 semaines = 272h	10 336,00
39	JEUNES SPORTIFS MPT	OMNISPORTS	ATHLETISME ALAIN DELYILLE PEPS .DELYILLE	2h x 34 semaines = 68h 9h30 x 34 semaines = 323h	5 747,70
40	JOGA	FOOT	GRAMMONT 10	1h x 34 semaines = 34 h	1 292,00
41	JUVENTUS DU BSC NEWS	FOOT	GRAMMONT 13	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00

15/10/2014

47

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
42	LANGUEDOC-ROUSSILLON FOOT ASSOC-SUD DE FOOT	FOOT	GRAMMONT 11	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
43	LE PEUPLE	FOOT	GIL FAYARD	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
44	LES 2 RIVES DE L'ESPOIR	FOOT	PAUL VALERY	9h x 34 semaines = 306h	11 628,00
45	LOS VALENTS DE MPT	RUGBY	SABATHE	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
46	M.A.A.M(mtp aggro athle medite)	ATHLETISME	ALAIN DELYILLE PHILIPPIDES	2h x 34 semaines = 68h 22h30 x 34 semaines = 765h	40 733,70
47	M.H.S.C	FOOT	GRAMMONT 11 GRAMMONT 12 GRAMMONT 13	6h x 34 semaines = 204h 2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h	12 920,00
48	MFA HURRICANES	FOOT AMERICAIN	VEYRASSI	34h30 x 34 semaines = 1173h	44 574,00

15/10/2014

7

478

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
49	MPT 11	FOOT	GRAMMONT 13	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
50	MPT BASEBALL UNIVERSITE CLUB	BASEBALL	VEYRASSI	49h30 x 34 semaines = 1683h	63 954,00
51	MPT BEACH VOLLEY	BEACH VOLLEY	BEACH LA RAUZE	13h x 34 semaines = 3094h	23 205,00
52	MPT CULTURE SPORT ADAPTE	FOOT	CLAUDE BEAL B	2h x 34 semaines = 68h	510,00
53	MPT DERBY CLUB	ROLLER	PEPS CROIX D'ARGENT	6h x 34 semaines = 204h	1 530,00
54	MPT ODYSSEUM	FOOT	GRAMMONT 11 GRAMMONT 13	2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h	5 168,00
55	MPT PETIT BARD ATHLETIQUE	ATHLETISME	ALAIN DELYILLE	1H30 x 34 semaines = 51h	2 493,90

15/10/2014

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
56	MPT XIII	RUGBY A XIII	SABATHE	6h x 34 semaines = 204h	7 752,00
57	MTP RUGBY CLUB	RUGBY	SABATHE	33 x 34 semaines =	42 636,00
58	MUC FOOT	FOOT	JEANNOT VEGA JEU DE MAIL	16H30 x 34 semaines = 561h 6h30 x 34 semaines = 221h	22 975,00
59	MUC SKATE BOARD	SKATE	GRAMMONT SKATE PARK	1h30 x 34 semaines = 51h	2 208,30
60	OLYMPIQUE MTP MILLENAIRE	FOOT	GRAMMONT 11	4h x 34 semaines = 136h	5 168,00
61	PAS DU LOUP	FOOT	DOCTEUR FOURCADE	5h x 34 semaines = 170h	6 460,00
62	POLICE MUNICIPALE	FOOT	GRAMMONT 13	1h x 34 semaines = 34h	1 292,00

15/10/2014

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
63	POMPIGNANE SPORT CULTURE	FOOT	GRAMMONT 11 POMPIGNANE	2h x 34 semaines = 68h 10h30 x 34 semaines = 357h	13 566,00
64	RC LEMASSON	FOOT	BERNARD GIAMBRONE CHOLET	30h x 34 semaines = 1020h 7h30 x 34 semaines = 255h	48 450,00
65	ROLL'SCHOOL	ROLLER	SKATEPARK GRAMMONT	11h30 x 34 semaines = 391h	16 930,30
66	SPORT ET FOI	FOOT	PAUL VALERY	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
67	ST MARTIN GAZELEC	FOOT	CLAUDE BEAL B BEAL HONNEUR ROBERT GRANIER	18h x 34 semaines = 612h 4h x 34 semaines = 136h 24h x 34 semaines = 816h	40 766,00
68	STADE LUNARET BEAUX ARTS	FOOT	MAIL DES ABBES	25h x 34 semaines = 850h	32 300,00

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**  
**SAISON 2014/2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures	Montant valorisable
69	UFOLEP	FOOT	GRAMMONT 10 GRAMMONT 12 GIL FAYARD	2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h	7 752,00
70	UNION MTP DEVELOPPEMENT	FOOT	LES GEMEAX	9h x 34 semaines = 306h	2 295,00
71	UNIVERSITE MTP	FOOT	ROBERT GRANIER	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
72	USMA MARGERIDE	FOOT	GRAMMONT 13	2h x 34 semaines = 68h	2 584,00
MONTANT TOTAL					930 368,60

# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
1	Montpellier Badminton	Badminton	LES GARRIGUES VEYRASSI	16h x 34 semaines = 544h 4h x 34 semaines = 136h	33 252,00
2	AEMM (Mahorais)	Basket	GAMBARDELLA Emmanuel	3h x 34 semaines = 102h	4 987,80
3	ASPTT BASKET	Basket	LEON CAZALS Georges FRECHE	13h x 34 semaines = 442h 6h x 34 semaines = 204h	31 589,40
4	Basket Lattes Montpellier	Basket	JOUANIQUE Bernard	12h x 34 semaines = 408h	19 951,20
5	Croix d'argent Basket	Basket	GAMBARDELLA Emmanuel OLYMPIE	14h30 x 34 semaines = 493h 3h x 34 semaines = 102h	85 623,90
6	Goree basket Club	Basket	BESSIERE Mireille RAMEL Jean	6h x 34 semaines = 204h 8h x 34 semaines = 272h	23 276,40
7	Montpellier Basket Mosson	Basket	BOUIN Jean RIMBAUD Pierre de COUBERTIN	14h30 x 34 semaines = 493h 2h x 34 semaines = 68h 11h x 34 semaines = 374h	45 721,50
8	Montpellier Handi Basket Association	Basket	RIMBAUD	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
9	MUC Basket	Basket	RAMEL Jean	5h30 x 34 semaines = 187h	9 144,30
10	Montpellier Beach Volley	Beach Volley ball	FERRARI	41h x 34 semaines = 1394h	68 166,60
11	Entente bouliste montpellier	Boule lyonnaise	Bernard GASSET	29h x 34 semaines = 986h	48 215,40
12	Amicale EID Méditerranée	Divers	JOUANIQUE Bernard	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
13	Association football de table Montpellier	Divers	REUNION FERRARI	8h x 34 semaines = 272h	13 300,80
14	Axe Sport Art Culture	Divers	SALLE DOJO LA BABOTE	1h x 31 semaines = 31h	1 515,90
15	Centre Bourneville ADAGES	Divers	OSTERMEYER Micheline	1h15 x 34 semaines = 49h30	2 410,77



# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
16	Cirque Balthazar	Divers	RAMEL Jean	1h30 x 34 semaines = 51h	2 493,90
17	Comité sport adapté	Divers	BOULODROME GASSET ACHILLE Alain	3h x 34 semaines = 102h 1h30 x 34 semaines = 51h	7 481,70
18	L'Horizon	Divers	JOUANIQUE Bernard	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
19	Montpellier Culture sport adapté	Divers	LA BABOTE BATTEUX ALBERT	1h x 34 semaines = 34h 4h30 x 34 semaines = 153h	9 144,30
20	Montpellier Monocycle	Divers	BATTEUX Albert	2h30 x 34 semaines = 85h	4 156,50
21	MUC hockey sur Gazon	Divers	RAMEL Jean	1h30 x 34 semaines = 51h	2 493,90
22	Association Ma vie	Divers	LA BABOTE	8h x 34 semaines = 272h	13 300,80
23	STEI PJJ	Divers	RAMEL Jean BATTEUX Albert	4h x 34 semaines = 136h 2h x 34 semaines = 68h	9 975,60
24	AJPPN	Foot salle	LES GARRIGUES	10h x 34 semaines = 340h	16 626,00
25	As cévennes	Foot salle	JOUANIQUE Bernard	21h x 34 semaines = 714h	34 914,60
26	ASCP futsal	Foot salle	JOUANIQUE Bernard	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
27	ASEM Foot salle	Foot salle	RIMBAUD BATTEUX Albert	2h30 x 34 semaines = 85h 5h x 34 semaines = 170h	12 469,50
28	ASPTT Foot	Foot salle	BATTEUX Albert	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
29	Atlas Paillade	Foot salle	RIMBAUD BATTEUX Albert	2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h	6 650,40
30	Education Jeunesse Developpement EJD	Foot salle	BATTEUX Albert	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
31	FC Petit bard	Foot salle	OSTERMEYER Micheline	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20

15/10/2014

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
32	FO MTP OUEST	Foot salle	BATTEUX Albert	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
33	FOOT TAM	Foot salle	LES GARRIGUES	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
34	Génération Millénaire Futsal	Foot salle	BESSIERE Mireille	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
35	Les 2 rives de l'Espoir	foot salle	CERDAN Marcel RIGOULOT Charles	2h30 x 34 semaines = 85h 4h x 34 semaines = 136h	10 806,90
36	Montpellier Agglo Futsal	Foot salle	BOUIN Jean BATTEUX Albert	6h30 x 34 semaines = 221h 2h x 34 semaines = 68h	14 132,10
37	Montpellier Croix d'Argent Futsal	Foot salle	BATTEUX Albert	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
38	Montpellier Hérault Futsal Club	Foot salle	LES GARRIGUES	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
39	Montpellier Petit bard Foot salle	Foot salle	CERDAN Marcel BATTEUX Albert	13h x 34 semaines = 442h 2h x 34 semaines = 68h	24 939,00
40	Paillade Mercure	Foot salle	GYMNASE RIMBAUD	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
41	Sport insertion jeunes	Foot salle	BUSNEL Georges	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
42	Stade Lunaret Nord	Foot salle	BESSIERE Mireille	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
43	UFOLEP 34	Foot salle	BATTEUX Albert JEAN BOUIN	2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h	6 650,40
44	APRRES Montpellier	Gym - Danse	BATTEUX Albert	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
45	ASPTT GYM	Gym - Danse	LEON CAZALS	55H45 x 34 semaines = 1895h30	92 689,95
46	ASPTT DANSE DE SALON	Gym - Danse	LEON CAZALS	9h15 x 34 semaines = 314h30	15 379,05
47	As PSOAS	Gym - Danse	LA BABOTE	3h x 34 semaines =102h	4 987,80

# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
48	AS SADHANA	Gym - Danse	Leon CAZALS	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
49	CAC St François	Gym - Danse	LA BABOTE	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
50	CEP Montpellier Gym	Gym - Danse	NEGRE Louis	60h x 34 semaines = 2040h	99 756,00
51	FODEEP	Gym - Danse	LA BABOTE	1h x 34 semaines = 34h	1 662,60
52	GEM Gambetta	Gym - Danse	LA BABOTE	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
53	GV Section Mas de Tesse	Gym - Danse	OSTERMEYER Micheline	2h30 x 34 semaines = 85h	4 156,50
54	GV Cévennes	Gym - Danse	DUCAN Isadora	7h x 34 semaines = 238h	11 638,20
55	Gym relax	Gym - Danse	LA BABOTE	13h30 x 34 semaines = 459h	22 445,10
56	Gym suédoise Montpellier	Gym - Danse	LA BABOTE	1H30 x 34 semaines = 51h	2 493,90
57	KARAKWELA	Gym - Danse	RAMEL Jean	3h x 34 semaines = 102h	4 987,80
58	La garriga	Gym - Danse	BLANCHARD Amelie	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
59	Les gazelles d'orient	Gym - Danse	LA BABOTE	6h30 x 34 semaines = 221h	10 806,90
60	Les Orientales	Gym - Danse	LA BABOTE	6h30 x 34 semaines = 221h	10 806,90
61	MAA'TI	Gym - Danse	LA BABOTE	5h x 34 semaines = 170h	8 313,00
62	Majorette Paillade les Impériales	Gym - Danse	BOUIN Jean	1h15 x 34 semaines = 49h30	2 420,55
63	Majors girls	Gym - Danse	Georges FRECHE OLYMPIE	2h x 34 semaines = 68h 2h30 x 34 semaines = 85h	7 481,70

# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
64	Montpellier Hérault Breaking Club	Gym - Danse	AMELIE BLANCHARD	4h x 34 semaines = 163h	6 650,40
65	Montpellier GRS	Gym - Danse	DUNCAN Isadora	29h30 x 34 semaines = 1003h	49 046,70
66	Montpellier Ten danse	Gym - Danse	BUSNEL Georges	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
67	MUC Gymnastique	Gym - Danse	NEGRE Louis	3h x 34 semaines = 102h	4 987,80
68	NATARAJA	Gym - Danse	LA BABOTE	5h30 x 34 semaines = 187h	9 144,30
69	Retraite Sportive	Gym - Danse	DUNCAN Isadora	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
70	Université Tiers Temps	Gym - Danse	DUNCAN Isadora	5h x 34 semaines = 170h	8 313,00
71	Comité handball	Handball	BESSIERE Mireille	3h x 34 semaines = 102h	4 987,00
72	Montpellier Chamberte	Handball	CERDAN Marcel	8h x 34 semaines = 272h	13 300,80
73	Montpellier Handball	Handball	SPINOSI Françoise François RABELAIS OLYMPIE	13h45 x 34 semaines = 457h30 25h x 34 semaines = 850h 22h30 x 34 semaines = 22h30	65 037,00
74	MUC Handball	Handball	SPINOSI Françoise OSTERMEYER Françoise BUSNEL Georges	8h x 34 semaines = 272h 9h x 34 semaines = 306h 24h30 x 34 semaines = 833h	68 997,90
75	As Retraités Rigoulot	Musculation	RIGOULOT Charles	12h30 x 34 semaines = 425h	20 782,50
76	AEPF (polynésiens)	Omnisports	CERDAN Marcel	3h x 34 semaines = 102h	4 987,80
77	Agropolis	Omnisports	LES ARTS RIMBAUD Arthur	2h x 34 semaines = 68h 1h x 34 semaines = 34h	49 878,00

15/10/2014

# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
78	ASPTT Omnisports	Omnisports	LE HETET BESSIERE Mireille DOJO BESSIERE Mireille	14h30 x 34 semaines= 493h	24 107,70
79	BDS Sup de co	Omnisports	GYMNASE RIMBAUD GYMNASE RAMEL GYMNASE GAMBARDELLA	5h x 34 semaines = 170h	8 313,00
80	CASSC Agglomération	Omnisports	OLYMPIE	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
81	Chemin des Cimes	Omnisports	BESSIERE Mireille Georges FRECHE BLANCHARD Amelie	2h x 34 semaines = 68h 6h x 34 semaines = 204h 2h x 34 semaines = 68h	16 626,00
82	Club sportifs des sourds	Omnisports	RIMBAUD Arthur	2h x 34 semaines= 68h	3 325,20
83	Collectif Pierre Cardinal	Omnisports	LES GARRIGUES	4h x 34 semaines = 136h	6 650,00
84	Ecole Achitecture	Omnisports	Georges FRECHE	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
85	IBM Montpellier	Omnisports	BESSIERE Mireille Georges FRECHE	17h x 34 semaines =578h 2h x 34 semaines = 68h	31 589,40
86	Jeunes Musulmans de France	Omnisports	BOUIN Jean LES GARRIGUES	2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h	6 650,40
87	Les paralysés de France	Omnisports	BATTEUX Albert	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
88	MONTPELLIER Omnisports	Omnisports	OSTERMEYER	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
89	Sapeurs Pompiers CSP Mosson	Omnisports	BESSIERE Mireille Louis NEGRE	2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h	6 650,40
90	Sarbacane de l'Hérault	Omnisports	Georges FRECHE	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
91	U.N.S.S	Omnisports	SPINOSI Françoise COLAS Alain RABELAIS François GAMBARDELLA Emmanuel FRECHE Georges LES GARRIGUES RIMBAUD Arthur	28h x 34 semaines = 952 h	46 552,80
92	Comité départemental sport adapté	Pétanque	Bernard GASSET Alain ACHILLE	3h x 34 semaines = 102h 1h30 x 34 semaines = 51h	7 481,70
93	Montpellier Derby Club	Rollers	BATTEUX Albert	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
94	Montpellier Funny riders	Rollers	BATTEUX Albert	9h x 34 semaines = 306h	14 963,40
95	Montpellier Rollers	Rollers	BATTEUX Abert	26h30 x 34 semaines = 901h	44 058,90
96	Rollers school Montpellier	Rollers	RAMEL Jean BATTEUX Albert	7h x 34 semaines = 238h 13h x 34 semaines = 442h	33 252,00
97	Académie de Boxe française montpellier	Sports - Combat	PUS VEYRASSI	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
98	Aiki Tanren	Sports - Combat	BESSIERE Mireille	1h30 x 34 semaines = 51h	2 493,90
99	Aikido Montpellier	Sports - Combat	SPINOSI Françoise	8h x 34 semaines = 272h	13 300,80
100	AK Sports	Sports - Combat	LES GARRIGUES	6h x 34 semaines = 204h	9 975,60
101	Arte Popular	Sports - Combat	LA BABOTE	6h x 34 semaines = 204h	9 975,60
102	ASPTT judo	Sports - Combat	BESSIERE Mireille	11h30 x 34 semaines = 391h	19 119,90
103	Boxing club montpellierain	Sports - Combat	LACHENAL Louis	36 x 34 semaines = 1224h	59 853,60

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
104	Bozendo Montpellier	Sports - Combat	SPINOSI Françoise	6h30 x 34 semaines = 221h	10 806,90
105	Budjinkan Dojo Hérault	Sports - Combat	LA BABOTE	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
106	Budjinkan Dojo montpellier	Sports - Combat	LA BABOTE	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
107	Cercle Aikido Montpelliérain	Sports - Combat	LA BABOTE	5h x 34 semaines = 170h	8 313,00
108	Coaching Self Control	Sports - Combat	LA BABOTE	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
109	Do Contact	Sports - Combat	BESSIERE Mireille	3h30 x 34 semaines = 119h	5 819,10
110	Ecole de Muay thai	Sports - Combat	DOJO JOUANIQUE	11h30 x 34 semaines = 391h	19 119,90
111	FCR Fammand Rose Ceres	Sports - Combat	DOJO LES GARRIGUES	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
112	Full contact 34	Sports - Combat	JOUANIQUE Bernard DUCAN Isadora	2h x 34 semaines = 68h 7h x 34 semaines = 238h	14 963,40
113	Génération Tae Kwon Do	Sports - Combat	DOJO PETIT BARD	15h x 34 semaines = 510h	24 939,00
114	Institut de Boxe Pieds Poings Montpelliérain	Sports - Combat	BOXE PETIT BARD	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
115	Jita Kyoei judo 34	Sports - Combat	PUS VEYRASSI	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
116	La bonne école	Sports - Combat	BLANCHARD Amelie	9h x 34 semaines = 306h	14 963,40
117	La maison du judo	Sports - Combat	SPINOSI Françoise Claude BEAL	2h x 34 semaines = 68h 10h x 34 semaines = 340h	19 951,20
118	Ligue LR de judo	Sports - Combat	FERRARI Henri	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
119	Montpellier Agglo Karaté	Sports - Combat	Claude BEAL LA BABOTE	2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h	6 650,40

15/10/2014

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
120	Montpellier Ecole Aikido traditionnel	Sports - Combat	Claude BEAL LA BABOTE	8h x 34 semaines = 272h 5h x 34 semaines = 170h	21 613,80
121	Montpellier Judo Olympic	Sports - Combat	RIMBAUD	20h30 x 34 semaines = 697h	34 083,30
122	Montpellier Omniboxe	Sports - Combat	PETIT BARD	6h x 34 semaines = 204h	9 975,60
123	Montpellier Tae kwon do	Sports - Combat	Claude BEAL DUNCAN Isadora	5h x 34 semaines = 170h 6h x 34 semaines = 204h	18 288,60
124	Mosson Full Contact	Sports - Combat	BREL Jacques	27 x 34 semaines = 918h	44 890,20
125	MUC Aikido	Sports - Combat	BESSIERE Mireille	1h15 x 34 semaines = 49h30	2 420,55
126	MUC Lutte	Sports - Combat	JOUANIQUE Bernard	13h30 x 34 semaines = 459h	22 445,10
127	Otsuka wado ryu	Sports - Combat	SPINOSI Françoise	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
128	Ring Athlétic du Petit bard	Sports - Combat	PETIT BARD	6h x 34 semaines = 204h	9 975,60
129	Self Défense Sud	Sports - Combat	SPINOSI Françoise	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
130	SENZALA	Sports - Combat	FERRARI Henri BLANCHARD Amelie LA BABOTE	6h x 34 semaines = 304h 5h x 34 semaines = 170h 8h x 34 semaines = 272h	36 479,40
131	Tae Kwon do Montpellierain	Sports - Combat	BLANCHARD Amélie DOJO FERRARI	6h x 34 semaines = 204h 5h x 34 semaines = 170h	18 288,60
132	Sport tambourin Club Montpellier	Tambourin	GYMNASE JOUANIQUE	1h30 x 34 semaines = 51h	2493?90
133	Montpellier Tennis de table	Tennis de table	ACHILLE ALAIN	62h30 x 34 semaines = 2125h	103 912,50
134	As Montpellierain Tir Educatif	Tir	MONTMAUR	6h x 34 semaines = 204h	9 975,60



# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
135	Association Sportive Montpelliéraine TIR	Tir	MONTMAUR	24h30 x 34 semaines = 833h	40 733,70
136	CTSM Tir Sportif Montpelliérain	Tir	MONTMAUR	6h x 34 semaines = 204h	9 975,60
137	les arquebusiers	Tir	MONTMAUR	4h x 34 semaines = 136h	6 650,40
138	Société de tir de Montpellier	Tir	MONTMAUR	30h x 41 semaines = 1230h	60 147,00
139	Montpellier Arc Club	Tir à l'arc	SPINOSI Françoise Claude BEAL	2h45 x 34 semaines = 83h30 72h x 34 semaines = 2448h	123 790,30
140	As 3ème Mi Temps	Volley ball	RAMEL Jean	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
141	AS Loisirs Jeunes Croix d'argent	Volley ball	COLAS Alain COLAS SALLE ANNEXE GAMBARDELLA Emmanuel BLANCHARD Amelie	24h30 x 34 semaines = 833h 25h30 x 34 semaines = 867h 4h x 34 semaines = 136h 2h x 34 semaines = 68h	93 105,60
142	ASBAM Volley	Volley ball	LES ARTS GAMBARDELLA Emmanuel	84h x 34 semaines = 2856h 4h x 34 semaines = 136h	146 308,80
143	ASPTT Volley	Volley ball	Leon CAZALS RAMEL Jean	12h30 x 34 semaines = 425h 2h x 34 semaines = 68h	24 107,70
144	Come On	Volley ball	RIMBAUD	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
145	Les Calédoniens AET	Volley ball	OSTERMEYER	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
146	Montpellier Volley	Volley ball	BESSIERE Mireille Pierre de COUBERTIN	8h x 34 semaines = 272h 52h x 34 semaines = 1768h	99 756,00
147	SANOFI	Volley ball	RIMBAUD	2h x 34 semaines = 68h	3 325,20
148	Volley loisir Compétition Antigone	Volley ball	GAMBARDELLA Emmanuel OLYMPIE	2h x 34 semaines = 68h 6h x 34 semaines = 204h	13 300,80

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2014 / 2015

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures	Montant Valorisable
149	Volley loisirs Montpelliérain	Volley ball	OSTERMEYER RABELAIS RAMEL RIMBAUD	10h x 34 semaines = 340h 6h x 34 semaines = 204h 2h x 34 semaines = 68h 2h x 34 semaines = 68h	33 252,00
				MONTANT	2 836 335,67

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSOU.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Parc de Lunaret Lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre paysagère Approbation du projet Demande de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Zoo de Lunaret, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 60 hectares de garrigues et bois méditerranéen au nord-est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année plus d'un millier d'animaux répartis sur 50 enclos le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés d'essences et plantes typiques de la région.

Cet espace boisé, aménagé en parc zoologique depuis 1964, connaît un succès croissant : ce sont plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Afin de s'assurer de la conformité de l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic, réalisé à la fin de l'année 2012, sur l'ensemble des installations a notamment mis en avant la nécessité de réorganiser la zone technique, créer des accès supplémentaires dans le parc, créer ou agrandir des cheminements de sécurité à l'intérieur du parc, reprendre ou agrandir les abris ou les enclos des animaux.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, une autorisation de programme de 7 285 000 € TTC a été créée pour cette opération. Par délibération en date du 17 février 2014, le conseil municipal autorisait le dépôt et la signature des autorisations d'urbanisme et la passation des marchés pour les travaux de la zone technique.

Il convient désormais de réorganiser l'ensemble du parc au regard des différentes réglementations auquel il est soumis et qui se renforcent : mise aux normes en sa qualité d'établissement recevant du public de type plein air situé dans une zone PPRIF et mise en conformité au titre d'Installation classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Au-delà de la mise aux normes nécessaires, Le programme de cette opération, qui pourra faire l'objet de plusieurs phases de réalisation, est le suivant :

- Amplification de la thématique biodiversité locale ;
- Relance de la ferme pédagogique ;
- Redistribution d'une partie des enclos autour d'un axe reliant l'entrée du parc à la ferme pédagogique.

La Ville de Montpellier propose, dans un souci de cohérence de traitement paysager et technique, de lancer une consultation pour la sélection du concepteur, organisé conformément à l'article 74 du Code des Marchés Publics.

A l'issue de cette procédure, une équipe de maîtrise d'œuvre composée d'un paysagiste mandataire et de bureaux d'étude spécialisés sera sélectionnée pour réaliser la conception et l'exécution des travaux du parc.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général de l'opération décrit ci-dessus,
- de lancer une consultation pour le choix du concepteur conformément à l'article 74 du Code des Marchés Publics ;
- d'autoriser le lancement de toutes les consultations d'études complémentaires nécessaires à cette opération ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et autres partenaires potentiels ;
- d'autoriser Mr le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à déposer et à signer les demandes de permis de construire et de démolir et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au BP2014 de la Ville de Montpellier.  
Chapitre 908 - Programme 12D06404ON1 - Nature 2031 – Fonction 232.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Cinéma municipal Nestor Burma - Dispositif Ecole et cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andaloux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dispositif Ecole et Cinéma, outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis 19 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National de la Cinématographie et l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Remarquable du point de vue de sa qualité, de son exigence et de sa rigueur, il a pour but de faire découvrir aux écoliers le cinéma en tant qu'art. Les enseignants et leurs élèves assistent en salle à la projection de films représentant la diversité cinématographique. Cette rencontre avec l'œuvre favorise la formation du jugement, du goût et de la sensibilité et permet de cultiver une attitude de curiosité pour les productions artistiques, patrimoniales et contemporaines.

Depuis 17 ans, l'association Les Chiens Andaloux est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN), coordinateur Education Nationale, implanté au sein de l'école Georges Simenon, quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que les services municipaux. Il concerne près de 10 000 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 4000 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture en février 2011 et a permis de développer l'accueil des enfants de l'ouest montpelliérains, passant de 57 élèves en 2009-2010 à 780 élèves en 2011-2012. Il a renouvelé cet accueil en 2012-2013, avec 730 élèves (33 classes) et en 2013-2014 avec 1138 élèves participant (48 classes).

Le Cinéma municipal Nestor Burma souhaite renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2014-2015, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette nouvelle édition, 12 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 1394 élèves (63 classes au total).

Ces classes pourront ainsi participer à un parcours cinématographique de trois films pour lesquels la chargée du jeune public accueillera les élèves et présentera chaque séance. Un cahier de notes sur le film sera remis aux enseignants pour travailler en classe des axes de prolongement et chaque élève repartira avec une carte postale et une présentation écrite du film.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs.

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal de :**

- Approuver la convention jointe en annexe ;
- Entériner le tarif de 2,50 € par élève pour la participation aux séances ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

**Publiée le : 07 novembre 2014**



## CONVENTION pour l'organisation de « *Ecole et Cinéma*, les enfants de cinéma », 2014-2015

*Entre les soussignés :*

Association Les Chiens Andalous  
5 rue de Verdun  
BP 51062  
34007 Montpellier Cedex 1

Représenté par Antoine Pereniguez, Président

Et

La Ville de Montpellier  
1, place Georges FRÊCHE  
34 000 Montpellier

Représentée par Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier

*Le représentant de l'association Les Chiens Andalous, en tant que coordinateur départemental s'engage à,*

- Mettre en œuvre le dispositif *Ecole et cinéma* en veillant à son extension maîtrisée à de nouvelles salles du département
- Mettre en réseau les salles associées dans le dispositif pour favoriser l'échange des pratiques et des savoirs entre acteurs de la Culture et de l'Education Nationale
- Elaborer la circulation des copies sur le département en concertation avec le coordinateur Education Nationale et l'ensemble des salles associées, puis réserver les copies auprès des distributeurs après validation de la programmation par *Les enfants de cinéma*
- Informer le distributeur, les enfants de cinéma et le service de la diffusion culturelle du CNC en cas de réception d'une mauvaise copie
- Commander les documents d'accompagnement auprès de l'association *Les enfants de cinéma*, en lien avec le coordinateur Education Nationale, puis coordonner et faire le suivi logistique de la circulation des documents dans les salles et les écoles concernées
- Participer à l'organisation des séances de prévisionnement, indispensables dans les salles participantes
- Participer éventuellement, aux côtés des services de l'Education Nationale, à des actions de formation
- Contribuer à l'évaluation nationale *d'Ecole et cinéma* menée chaque année par *Les enfants de cinéma* par la transmission à l'association du bilan entrées/salles de son département et des questionnaires
- Animer sur son territoire le dispositif *Ecole et cinéma* en développant toutes initiatives visant à fédérer les salles et les enseignants et à enrichir le dispositif
- Participer chaque année, à la Rencontre nationale des coordinateurs *d'Ecole et cinéma*.
- Coordonner avec le coordinateur Education nationale la mise en place des réunions du comité de pilotage

*Dans le cadre de sa participation au dispositif, le cinéma Nestor Burma de la Ville de Montpellier s'engage à :*

- Assurer des projections de qualité dans le respect des règles du cahier des charges

---

2 exemplaires à compléter et à renvoyer signés à  
Les Chiens Andalous 5 rue de Verdun BP 51062 34007 Montpellier Cedex 1

- Réserver le meilleur accueil possible aux élèves. La salle organisera ainsi occasionnellement des visites du cinéma (salle, cabine de projection...) ou toute autre animation convenue avec les enseignants
- Prendre en charge les frais occasionnés par l'accueil du dispositif dans son établissement (gestion administrative, personnel, déplacements aux réunions, accueil des prévisionnements...)
- Aller chercher, en amont des séances scolaires, les cartes postales et livrets verts destinés aux élèves et aux enseignants au stock du département que lui indiquera le coordinateur cinéma.
- organiser une réunion d'information sur le dispositif à destination des instituteurs à la rentrée
- informer les écoles, par courrier, du titre des films, des dates de passage, des horaires de programmation
- Transmettre au coordinateur cinéma, **les résultats détaillés des entrées** enregistrées lors des séances du dispositif (en faisant connaître à la coordination départementale les diverses initiatives d'animations proposées en direction des jeunes spectateurs du dispositif).
- Ménager aux enfants un accueil dans des conditions décentes de confort et de projection. Le jeune public demande une attention particulière : pour cela, la salle associée n'accueillera pas plus d'une centaine d'enfants par séance, sans jamais dépasser une jauge d'occupation des 2/3 de la salle.
- Lors de la projection, procéder comme il se doit aux réglages de l'image et du son, notamment au respect des différents formats (Réglages et essais de projection obligatoires AVANT la première séance)
- Systématiquement projeter en amorce des films du dispositif *Ecole et cinéma* le pré-générique prévu à cet effet intitulé « La jeune spectatrice », fourni avec la copie du film par le coordinateur cinéma.
- Faire en sorte qu'à toutes les séances organisées dans le cadre du dispositif *Ecole et cinéma*, une personne de la salle présente le film aux enfants avant la projection, leur remette leur « billet cinéma » ou, à défaut, leur explique l'existence d'une rémunération payée par chaque spectateur au bénéfice des ayants-droits. Elle leur distribue également les cartes postales à la fin de la séance.
- Appliquer, pour les séances organisées dans ce cadre, la politique tarifaire décidée au niveau du département soit dans une fourchette **de 2€ à 2.50€** ; le principe de gratuité est acquis pour les enseignants et accompagnateurs.
- Seules les classes inscrites selon la procédure en vigueur fixée par les coordinateurs de leur département peuvent bénéficier des conditions offertes au sein du dispositif *Ecole et cinéma*.
- Respecter si elle le souhaite la possibilité d'organiser pour chaque film trois séances publiques à ses tarifs habituels.
- Assurer les meilleures conditions techniques et d'accueil à ces projections publiques.
- Respecter le calendrier de circulation des copies (réception, ingestion et suivi à la salle suivante) et informer par mail du numéro de envoi du DCP à la salle suivant ou au stock
- Signaler immédiatement et officiellement (par fax ou par courriel) au coordinateur cinéma les copies endommagées. (La vigilance de la salle associée est engagée, et cette dernière mise en cause en cas de litige).
- Apporter le plus grand soin aux copies qui lui sont confiées, manipulation et transport. Faire jouer son assurance en cas de détérioration accidentelle d'une copie survenue dans sa salle.
- Donner lieu à une déclaration de recettes selon la procédure commerciale habituelle
- Mentionner pour toute information de ces séances auprès du public la phrase suivante : « Dans le cadre de la programmation *Ecole et cinéma*, dispositif national initié par le CNC (ministère de la Culture et de la Communication) et par la DGESCO et le SCEREN-CNDP (ministère de l'Education nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche). Il est mis en œuvre au niveau national par l'association *Les enfants de cinéma*. »
- assurer des temps de formation pour les enseignants ou à suivre ceux proposés par la coordination
- Mettre à disposition gracieusement équipement et personnel lors des prévisionnements organisés conjointement avec la coordination cinéma ; les distributeurs s'engagent à mettre à la disposition des coordinateurs les copies *Ecole et cinéma* pour l'organisation des séances de prévisionnement en salle, gratuites et non commerciales, dans le cadre d'un travail pédagogique d'accompagnement du dispositif).
- communiquer le bilan quantitatif et qualitatif de votre action à la coordination départementale,
- participer aux réunions organisées par la coordination départementale

#### Compétence juridique :

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement de voies amiables (conciliation, arbitrage,...).

Fait à en 2 exemplaires, le

2014,

Pour l'association Les Chiens Andalous  
Le Président, M. Antoine PERENIGUEZ

Pour la Ville de Montpellier  
Le Maire, Philippe SAUREL

Signature et cachet

Signature et cachet

---

2 exemplaires à compléter et à renvoyer signés à :  
Les Chiens Andalous 5 rue de Verdun BP 51062 34007 Montpellier Cedex 1



## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Cinéma municipal Nestor Burma - Dispositif Collège au cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andaloux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dispositif Collège au cinéma est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Il propose aux élèves, de la classe de 6<sup>ème</sup> à celle de 3<sup>ème</sup>, de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels.

La participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissement et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes. Les activités de Collège au cinéma sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaires au rythme minimum d'une projection par trimestre.

L'enjeu est de former le goût et de susciter la curiosité de l'élève spectateur par la découverte d'œuvres cinématographiques en salle, dans leur format d'origine, notamment en version originale. Il s'agit également d'offrir, dans le cadre du partenariat entre les Ministères concernés et les collectivités territoriales, des prolongements pédagogiques et des formations, de veiller à l'accès du plus grand nombre d'élèves à la culture cinématographique sur l'ensemble du territoire, de participer au développement d'une pratique culturelle de qualité en favorisant le développement de liens réguliers entre les jeunes et les salles de cinéma, et d'offrir aux enseignants une activité complémentaire leur permettant de développer ou d'approfondir des objectifs de référence inscrits dans les programmes.

Le Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée est chargé de la coordination nationale du dispositif. Les échelons déconcentrés des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale, les Conseils généraux, les établissements cinématographiques et les enseignants volontaires constituent le réseau de Collège au cinéma. Les Conseils généraux accompagnent la mise en œuvre de l'opération sur le terrain. Ils financent les deux interventions de professionnels en classe ainsi que le transport des collégiens vers les salles de cinéma, dans un souci d'aménagement du territoire. L'inspection académique est chargée des relations avec les établissements scolaires (inscriptions des élèves, statistiques) et finance également les stages de formation.

L'association Les Chiens Andalous est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le centre de ressources éducation culture numérique, coordinateur Education Nationale, implanté au sein de l'école Georges Simenon, dans le quartier du Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR et le Conseil général de l'Hérault qui l'a inscrit dans son programme d'éducation artistique et culturelle, « Les chemins de la culture », comme l'une des trois priorités d'intervention de la politique culturelle départementale en partenariat avec l'Etat. Il concerne près de 1 900 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 550 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture, pour l'année scolaire 2011-2012 et a ainsi accueilli 144 élèves (5 classes au total). Il a renouvelé cet accueil en 2012-2013, avec 192 élèves (7 classes) et en 2013-2014 avec 156 élèves participant (6 classes).

Le Cinéma municipal Nestor Burma souhaite renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2014-2015, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette quatrième édition, 4 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 157 élèves (6 classes au total). Ces classes pourront donc assister, au sein du Cinéma municipal Nestor Burma, à 3 films, présentés par la chargée du jeune public.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'images.

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal de :**

- Approuver la convention jointe en annexe ;
- Entériner le tarif de 2,50 € par élève pour la participation aux séances ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

# CONVENTION Pour l'organisation de « Collège au cinéma » 2014-2015

## *Entre les soussignés :*

Association Les Chiens Andalous  
5 rue de Verdun  
BP 51062  
34007 Montpellier Cedex 1

Représenté par Antoine Pereniguez, Président

Et  
La Ville de Montpellier  
1 place Georges FRÈCHE  
34 000 Montpellier

Représenté par Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier

## *Le représentant de l'association Les Chiens Andalous, en tant que coordinateur départemental s'engage à,*

- organiser la réservation, la circulation des films sur le département,
- commander la documentation pour les enseignants et les élèves et à organiser sa diffusion dans les villes,
- informer par écrit les partenaires des réunions à l'initiative de la coordination Cinéma,
- conseiller et à accompagner tous les coordonnateurs locaux dans leurs démarches
- favoriser la communication entre l'ensemble des acteurs du dispositif dans le département
- favoriser la mise en réseau des pratiques et des connaissances de chaque partenaire
- rédiger un bilan départemental récapitulatif de l'opération à destination des partenaires et organisateurs,
- participer aux réunions au CNC et aux stages nationaux,
- organiser et à participer à des temps de formation en direction des coordinateurs cinéma,
- participer aux stages en direction des enseignants en partenariat avec l'académie,
- veiller à ce que la politique et les objectifs de cette opération, mise en place par le C.N.C. et l'Education Nationale soient respectés.

## *Le représentant de la Ville de Montpellier, pour le cinéma municipal Nestor Burma, en tant que lieu de projection s'engage à,*

- assurer un accueil privilégié des classes et à veiller au bon déroulement de la séance
- mettre à la disposition des enseignants et de leurs élèves une salle et projeter le film choisi en respectant le format (fenêtre et objectif)
- ne pas surcharger les salles de cinéma (nb max 120 élèves par séance)
- assurer si possible, une présentation du film avant chaque démarrage de séance,
- respecter la tarification Collège au cinéma fixée à **2,50 €**; le principe de gratuité est acquis pour les enseignants et accompagnateurs,
- organiser une réunion d'information sur le dispositif à destination des enseignants à la rentrée

---

2 exemplaires à compléter et à renvoyer signé à  
Association Les Chiens Andalous 5 rue de Verdun BP 51062 34007 Montpellier Cedex 1

- informer les collègues, par courrier, du titre des films, des dates de passage, des horaires de programmation
- communiquer à la coordination départementale la fiche bilan des entrées par film dans les jours qui suivent le passage du film
- diffuser la documentation pédagogique auprès des enseignants et des élèves,
- prendre contact avec l'organisateur de la salle suivante pour mettre en place l'envoi du film,
- respecter le calendrier de circulation des copies (réception, ingestion et suivi à la salle suivante) **et informer par mail du numéro de d'envoi du DCP à la salle suivant ou au stock**
- remplir pour chaque film un bordereau de l'état des copies. Toute copie en mauvais état devra être signalée à la coordination, au CNC et au distributeur,
- adresser aux distributeurs les chèques de règlement dans les 10 jours qui suivent la réception des factures,
- participer aux réunions organisées par la coordination départementale,
- prendre toute initiative favorisant la reconnaissance du dispositif « Collège au cinéma »,
- contacter la presse pour tout événement relatif à Collège au cinéma
- mentionner sur tout document de programmation le label « Collège au cinéma »,
- communiquer le bilan quantitatif et qualitatif de votre action à la coordination départementale,

#### **Compétence juridique :**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement de voies amiables (conciliation, arbitrage,...).

Fait à en 2 exemplaires, le

2014,

Pour l'association Les Chiens Andalous  
Le Président, M. Antoine PERENIGUEZ

Pour la Ville de Montpellier  
Le Maire, M. Philippe SAUREL

*Signature et cachet*

*Signature et cachet*

---

2 exemplaires à compléter et à renvoyer signé à  
Association Les Chiens Andalous 5 rue de Verdun BP 51062 34007 Montpellier Cedex 1

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Cinéma municipal Nestor Burma - Dispositif lycéens au cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et Languedoc-Roussillon Cinéma

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dispositif Lycéens au cinéma est implanté dans la région Languedoc-Roussillon depuis l'année scolaire 2005-2006.

Le dispositif a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film.

La coordination régionale a été confiée au Festival Cinéma d'Alès et l'opération est accompagnée par des coordinations départementales. Dans le département de l'Hérault, le coordinateur est l'association Languedoc-Roussillon Cinéma.

Ce dispositif à vocation nationale est mis en œuvre dans le cadre de conventions de développement cinématographique et audiovisuel conclues entre l'Etat (CNC et DRAC) et les Régions. Il est donc co-financé par le Ministère de la Culture et les Conseils régionaux.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires et les enseignants.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès son ouverture, pour l'année scolaire 2011-2012 et a ainsi accueilli 235 élèves (9 classes au total). Il a renouvelé cet accueil en 2012-2013, avec 259 élèves et en 2013-2014 avec 72 élèves participant, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette quatrième édition 2014-2015, 3 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 299 élèves (11 classes au total). Ces classes pourront donc assister, au sein du Cinéma municipal Nestor Burma, à 3 films, présentés par la chargée du jeune public.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'images.

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal de :**

- Approuver le cahier des charges joint en annexe ;
- Entériner le tarif de 2,50 € par élève pour la participation aux séances ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass Culture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 24 juillet 2014, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 20 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Ouvert depuis février 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma s'inscrit naturellement dans le dispositif Pass'Culture auquel il a adhéré dès la rentrée universitaire 2011. Sur présentation de la carte Pass'Culture et d'une contremarque cinéma Pass'Culture, les étudiants pourront ainsi continuer à bénéficier de places au cinéma Nestor Burma au prix préférentiel de 3.70 €, le CROUS prenant à sa charge un montant de 0.80 € par place.

A la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, la Ville adressera au CROUS un titre de recettes correspondant au nombre de places délivrées au guichet au tarif Pass'Culture, soit 4.50 €.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture, pour l'année universitaire 2014-2015 ;
- D'entériner ce tarif Pass'Culture pour l'année 2015 ;

- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 07 novembre 2014**



# CONVENTION DE PARTENARIAT

2014-2015

ENTRE LES SOUSSIGNES,

**Le CROUS de Montpellier**

2, rue Monteil – 34033 Montpellier cedex 1

Représenté par Monsieur Philippe PROST, Directeur du CROUS de Montpellier, ci-après dénommé "Le CROUS"

Et,

**La Ville de Montpellier**, Direction de la Culture et du Patrimoine

**Cinéma municipal Nestor Burma**

1 place Georges FRECHE

34267 Montpellier cedex 2

Ci-après dénommé « Nestor Burma »

Représenté par Monsieur Cédric de Saint-Jouan, Adjoint au Maire délégué à la Culture

## LE PASS CULTURE

Le dispositif mis en place par le CROUS de Montpellier repose sur trois points clés : l'adhésion, l'accès à une billetterie à tarif préférentiel, les kiosques (ventes, conseil, médiation).

### Objectifs :

- **favoriser** la fréquentation des structures culturelles par un public étudiant, dernier maillon de la chaîne éducative avant l'entrée dans la vie active.
- **sensibiliser** aux arts ces mêmes étudiants par des actions spécifiques en faveur de ce public (visites des lieux culturels, rencontres, lectures / démonstrations...)

### Le Pass'Culture

Il est destiné à tous les étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la recherche, et qui sont affiliés au régime de sécurité sociale étudiante. Ces étudiants ne peuvent être âgés de plus de 30 ans. Le Pass'Culture leur permet d'accéder à tous les spectacles et manifestations culturelles programmés par les structures partenaires à des tarifs préférentiels.

**Coût de l'adhésion Pass'Culture 2014/2015 (valable du 08/09/2014 au 06/09/2015) : 9 euros**

### Les Kiosque Fixes

Ce sont des points de vente qui permettent la vente des places de spectacles, de concerts et de cinéma. Ils favorisent la transmission de l'information et la médiation culturelle. Ils assurent un service de proximité et une permanence hebdomadaire régulière (hors vacances universitaires).

- un kiosque situé au Crous – 2 rue Monteil à Montpellier (Tram 1 – Arrêt Boutonnet) : ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h.
- un kiosque situé au cœur de l'Université Paul Valéry Montpellier III (devant la B. U / Tram 1 – arrêt St Eloi) : ouvert du lundi au vendredi de 11h à 17h.
- un kiosque situé à l'Université Montpellier 1 – Richter (Hall de la MDE / Tram 3 – arrêt Rives du Lez) : ouvert mardi, mercredi et vendredi de 11h30 à 14h30 (14h le vendredi).
- un kiosque situé à l'Université Montpellier 1 – Faculté de droit (dans la cafétéria / Tram 1 et 4 – arrêt Louis Blanc) : ouvert le lundi de 12h à 17h.
- un kiosque situé à l'Université Montpellier II (Bât 5 – dans la cafétéria le Flahaut / Tram 1 – arrêt Universités Sciences et Lettres) : ouvert du mardi au vendredi de 11h30 à 14h30.
- un kiosque situé sur le campus de Sup'Agro (dans la cafétéria) : ouvert le jeudi de 11h30 à 14h30.

## **FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF**

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 - ORGANISATION :**

Les dispositifs Pass'Culture et kiosques cultures sont placés :

- 1) pour La Mairie de Montpellier Direction de la Culture et du Patrimoine, sous la direction de Madame Valérie ASTESANO, La Directrice.
- 2) pour le CROUS, sous la responsabilité de Monsieur Franck BERGER, Délégué Culturel.

### **ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CROUS :**

- Prix unique des places pour le cinéma au sein des kiosques Pass'Culture: 3.90 €.
- Les places de cinéma au tarif Pass'culture sont en vente exclusivement au sein des kiosques
- Le CROUS, afin de faciliter l'identification des places relevant du dispositif Pass'culture, édite en début d'année universitaire (septembre) des tickets spécifiques cinéma Pass'culture (valable du 8 septembre 2014 au 6 septembre 2015) qui servent ensuite de contremarque aux guichets des cinémas partenaires, dont Nestor Burma.
- Le CROUS s'engage à signifier son partenariat avec Nestor Burma sur l'ensemble des supports de communication édités dans le cadre du dispositif Pass'Culture (guide Bien Fait Pour Vous, site web, flyers...) Le CROUS s'engage également à promouvoir Nestor Burma en assurant la diffusion des programmes fournis par le cinéma ainsi que l'affichage de sa programmation dans les kiosques Pass'Culture.

### **ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE La Mairie de Montpellier - Direction de la Culture et du Patrimoine - NESTOR BURMA:**

- Nestor Burma s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la communication de sa programmation (programmes, affiches de film, dossiers pédagogiques, tracts, revues de presse...).
- Nestor Burma s'engage à faire apparaître la tarification Pass'Culture sur ses supports de communication (programmes papier et site web) et à coller l'autocollant (« Partenaire du Pass'Culture ») à l'entrée de son établissement.
- Nestor Burma s'engage à faciliter l'accès des salles aux 7 médiateurs des kiosques Pass'Culture par l'intermédiaire d'invitations fournies au service culturel (à hauteur de 2 invitations par mois par médiateurs). Ces étudiants, quant à eux, s'engagent à être des relais efficaces de Nestor Burma
- Nestor Burma s'engage à vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture. Seule la présentation du sticker 2014/2054 et d'un ticket contremarque permet à Nestor Burma d'attribuer une place au tarif Pass'Culture à l'étudiant. Le défaut de présentation du Pass'Culture implique que l'étudiant paie sa place aux tarifs en vigueur de Nestor Burma.

**Cette clause est obligatoire afin d'éviter les abus et que des personnes non detentrices du Pass'Culture puissent bénéficier du dispositif.**

### **ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES :**

- La simple présentation du Pass'Culture ne permet pas de bénéficier du tarif Pass'culture, l'étudiant devant être détenteur d'un ticket cinéma Pass'Culture édité par le CROUS pour pouvoir prétendre au tarif. Sans présentation du Pass'Culture accompagné du ticket cinéma Pass'culture, les tarifs appliqués sont ceux de Nestor Burma.
- Les horaires des différents kiosques Pass'Culture sont précisés dans le préambule. Ils sont systématiquement ouverts lors des pauses méridiennes afin d'assurer un service adapté à la demande des étudiants.

#### **ARTICLE 5 – FINANCEMENT :**

► La compensation financière versée par le CROUS de Montpellier au bénéfice de Nestor Burma par place vendue est de 0.80 € (quatre vingt centimes d'euros).

#### **ARTICLE 6 – PAIEMENT :**

► Un titre de recettes sera adressé au service culturel du CROUS pour paiement par la Ville de Montpellier et fera état des places vendues au tarif Pass'culture soit 4.50 € T.T.C. par place, et ce, à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre.

► Ce versement s'effectuera par virement bancaire dans les trente jours à compter de la date de réception de la facture.

#### **ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION :**

► La présente convention est établie pour l'année universitaire 2014 / 2015.

#### **ARTICLE 8 – COMPETENCES JURIDIQUES :**

► En cas de litige, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Montpellier, le 10 Octobre 2014

**Pour Le CROUS**

Le Directeur

**Pour La Mairie de Montpellier**  
**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
L'Adjoint délégué

Monsieur Philippe PROST

Monsieur Cédric de Saint-Jouan

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014 – 2015 Agora Junior

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des cinq premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de 120 conférenciers et plus de 57.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéos, sur internet.

Pour sa 6<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs souhaite renouer avec le dispositif de l'Agora Junior et par là-même aller plus loin dans son projet et étendre le principe de la diffusion des connaissances aux élèves du primaire. Concrètement il s'agit de permettre à des conférenciers qui l'ont souhaité, le lendemain de leur conférence grand public, d'intervenir sur un mode pédagogique auprès d'élèves des écoles du primaire. Ce procédé, adopté lors des saisons 2 et 3, avait rencontré un franc succès auprès des élèves comme des conférenciers. Il permet de plus de sensibiliser un nouveau public et de nouveaux quartiers à la manifestation.

Ces rencontres seront organisées en dialogue avec le Rectorat d'Académie et la Direction de l'Education. Les classes seront sélectionnées selon les propositions faites et dans le respect d'une répartition juste sur le territoire montpellierain, avec l'objectif de permettre un accès égal aux rencontres à toutes les écoles de la Ville.

Les frais d'hébergement, de transports, de restauration, et la participation à l'Agora des Savoirs sont inclus dans la rémunération de leur intervention grand public de l'Agora des Savoirs du mercredi. La participation des conférenciers se fera donc sur la base du volontariat.

Afin de préparer les classes sélectionnées, la Ville offrira à chaque élève concerné un exemplaire d'un livre du conférencier ou en rapport avec la thématique abordée par celui-ci, pour un montant maximum de 5000 € (cinq mille euros) pour l'ensemble de la saison.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

- De valider le principe de l'Agora des Savoirs Junior pour le cycle de conférences 2014-2015.
- D'autoriser l'achat des livres à destination des élèves d'école primaire dans le cadre de la préparation de la venue des conférenciers dans leur classe.
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014 – 2015

### Partenariats – Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des cinq premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de 120 conférenciers et plus de 57.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéos, sur internet.

Le programme de cette sixième saison 2014 - 2015 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des trois universités et des centres de recherche de Montpellier. Ces conférences, au nombre de 24, se dérouleront au Centre Rabelais, les mercredis, du 5 novembre 2014 au 27 mai 2015. Les conférenciers invités sont au nombre de 27 étant donné que trois des conférences seront prononcées à deux voix.

Pour sa 6<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de conférence autour du thème « (R)évolutions ». Chaque mercredi une conférence sera donnée sur un objet du savoir se rattachant à ce concept, et permettra de convoquer, semaine après semaine, de nombreuses disciplines.

Afin de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'ensemble des conférences il est prévu de diffuser les 24 conférences, d'une part sous la forme de vidéos conférences en différé sur le site de la Ville [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr), et en direct sur Dailymotion et, d'autre part, sous la forme d'un programme radiophonique en direct.

À cet effet deux partenariats de co-production sont envisagés avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES Sud de France), qui procédera à la captation des 24 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront diffusées en différé et en direct. La co-production en différée est prise en charge sur les lignes budgétaires de la Ville dédiées à la Culture et au Patrimoine, et la co-production en direct est prise en charge sur les lignes budgétaires consacrées à la Communication. La convention est jointe en pièce annexe.

- L'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constitué en association loi de 1901, radio montpelliéraine, qui procédera quant à elle, à la radio diffusion en direct des 24 conférences sur ses ondes. Cette co-production est prise en charge sur les lignes budgétaires de la Ville dédiées à la Culture et au Patrimoine. La convention est également jointe en pièce annexe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les partenariats de co-production avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 24 971,31 euros TTC, et avec Divergence FM pour un montant de 16 720 € TTC ;
- De prélever au budget de la Ville, d'une part sur les crédits relatifs à la Culture et au Patrimoine (fonction 923), la somme de 20 676,71 euros et, d'autre part sur les crédits relatifs à la Communication (ligne de crédit 14499, CRB 125) la somme de 4 294,60 euros ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**



**Agora des Savoirs 2014-2015 – 6<sup>e</sup> saison**  
**CONVENTION DE PARTENARIAT**  
**CO-PRODUCTION DE CONFÉRENCES FILMÉES**

---

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

« **PRES Sud de France - COMUÉ** », Établissement public de coopération scientifique dont le siège est situé 163, rue Auguste Broussonnet, 34090 Montpellier, représenté par Monsieur Philippe AUGÉ, en sa qualité de Président,

désigné par les termes « **Le PRES Sud de France - COMUÉ** »

et agissant pour le compte de **La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, Groupement d'Intérêt Scientifique**, située 17, rue Abbé-de-l'Épée 34090 Montpellier, représentée Monsieur Frédéric Rousseau, en sa qualité de Directeur,

désignée par les termes « **La MSH-M** »,

d'une part,

**ET**

**la Ville de Montpellier**

représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

désignée par les termes « **La Ville de Montpellier** »

d'autre part,

**PRÉAMBULE**

La Ville de Montpellier a mis en place depuis 2009-2010 une importante manifestation culturelle : l'Agora des Savoirs, qui rencontre un succès qui ne se dément pas auprès du public montpelliérain. Cette manifestation entend promouvoir et diffuser la connaissance auprès d'un large public en organisant des conférences les mercredis au Centre Rabelais. Dans ce cadre, la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, représentée au sein du Comité Scientifique et Technique mis en place aux fins d'apporter ses conseils à l'organisation de l'Agora des Savoirs, propose de réaliser sous la forme d'une co-production la diffusion en différé et en direct de l'ensemble des 24 conférences de la saison 6.



Elles seront accessibles aussi bien depuis le site « msh-m.tv » conçu et hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier que depuis le site de la Ville. La Direction de la Communication de la Ville de Montpellier prendra financièrement en charge de son côté la diffusion en direct des conférences sous Dailymotion.

Ce partenariat de co-production permet d'étendre la visibilité des conférences auprès du public qui ne pourrait y assister ou qui souhaiterait les revoir.

## **CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 – Objet**

La MSH-M procédera à la captation et à l'enregistrement audio et vidéo des conférences organisées par la Ville de Montpellier dans le cadre de l'Agora des Savoirs.

La MSH-M procédera aussi à la diffusion en direct de l'Agora des Savoirs sur les outils internet mis à disposition par la ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier s'engage à fournir en amont de la première conférence le calendrier complet des conférences comprenant le nom des conférenciers, le titre de leur conférence, et en amont de chaque conférence, le nom de l'animateur de la rencontre.

### **Article 2 – Moyens humains et matériels**

La captation est effectuée par du personnel choisi par les soins de la MSH-M et placé sous sa responsabilité.

Toute facilité leur sera faite pour leur permettre de venir, installer et ranger leur matériel, et effectuer la captation.

La MSH-M met à la disposition de cette opération son matériel de captation et d'enregistrement vidéo et d'enregistrement audio (une caméra). La captation audio est à la charge de la Ville de Montpellier.

### **Article 3 – Déroulement des captations et présentation des vidéos-conférences**

Les captations se dérouleront au Centre Rabelais à Montpellier les mercredis de 20h30 à 22h selon le calendrier de l'Agora des Savoirs pour la saison 2014-2015 (Voir annexe 1).

Le montage vidéo final devra commencer au moment de la présentation du conférencier par l'intervenant local et se terminer à la fin de la discussion avec celui-ci.

Les vidéos comportent :

- Une introduction animée et sonore avec le logo
- Un écran muet avec les références internes
  - Un générique muet de plusieurs écrans contenant les informations suivantes :
    - Nom, prénom, université du conférencier
    - Titre et sous-titre de la conférence
    - Cadre institutionnel

- Date et lieu
- Le film de la conférence
- Un générique muet de fin

L'ensemble de la vidéo contient un watermark : logo msh-m / msh-m.tv en couleur et en transparence dans un coin ainsi que le logo de la Ville dans un autre coin.

#### **Article 4 – Diffusion, hébergement et consultation**

Les vidéos seront accessibles pendant une durée de 12 mois minimum sur le site Web « msh-m.tv » dans une rubrique consacrée. Le logo « Agora des Savoirs » y sera présent. Elles seront également visibles, en différé, sur le site de la Ville, et en direct, sur Dailymotion et sur celui du PRES Sud de France-COMUÉ, le cas échéant. Le site web « msh-m.tv » y sera cité.

La MSH-M diffuse ses vidéos sous la licence Creative Commons « Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 2.0 France » Voir les détails de cette licence :

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/>

#### **Article 5 – Documents légaux et archivages**

Des documents légaux (autorisation de captation et de diffusion) permettant à la MSH-M de filmer et de diffuser le contenu de la conférence (personnes et documents) sont disponibles sur le site web de la MSH-M :

<http://www.msh-m.fr/editions/production-audiovisuelle/msh-m-tv/article/informations-legales>

Ces documents ont un caractère obligatoire.

Ces documents doivent être remplis par l'ensemble des personnes filmées et conservés par la Ville de Montpellier.

Ils permettent à la MSH-M de référencer chaque conférence sur le site (descriptifs, résumé, mots-clés, etc.).

Par ailleurs, les conférenciers s'assurent de détenir l'ensemble des droits d'utilisation de leurs discours et des documents utilisés pendant leur intervention.

La MSH-M conserve une version non montée et une version montée de chaque conférence.

Pour obtenir une copie, la Ville devra fournir à la MSH-M les supports informatiques utilisables (disque durs externes de grandes capacités).

#### **Article 6 – Règlements**

Le budget global de cette co-production s'élève à 49 942,62 euros selon le devis joint en pièce annexe. Dans le cadre du partenariat de co-production en différé et en direct comprenant la captation, le montage et la diffusion de ces conférences, la Ville de Montpellier s'engage à verser à la MSH-M **50% du montant global de la co-production soit** la somme de 24 971.31 euros nets (Vingt-quatre mille neuf cent soixante et onze euros et trente et un cents).

Sur ce montant, 20 676.71 euros (vingt mille six cents soixante-seize euros et soixante et onze cents) sont pris en charge par la Direction de la Culture et du Patrimoine au titre de la diffusion en différé et 4 294.60 euros (quatre mille deux cents quatre-vingt-quatorze euros et soixante cents) sont pris en charge par la Direction de la Communication au titre de la diffusion en direct.

Le montant de 20 676.71 euros à la charge de la Direction de la Culture et du Patrimoine sera versé en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1<sup>er</sup> versement en janvier 2015 pour un montant de 6 892 euros
- 2<sup>e</sup> versement en avril 2015 pour un montant de 6 892 euros
- 3<sup>e</sup> versement en juillet 2015 pour un montant de 6 892,71 euros

Le montant de 4 294,60 euros à la charge de la Direction de la Communication sera versé en une fois sur présentation d'une facture.

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention sera effectué par virement administratif au nom de l'agent comptable dans les livres de :

Nom de la banque : Trésor public

Adresse : Trésorerie générale de Montpellier

Numéro de compte : 10071 34000 00001004057 54

N° BIC : TRPUFRP1

La MSH-M adressera ces factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.*

#### **Article 7 – Attribution de compétence**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

#### **Article 8 – Dispositions particulières**

Les annexes font partie intégrante de la convention et doivent être scrupuleusement respectées.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le .....

La Maison des Sciences de l'Homme  
de Montpellier

Le Directeur  
**Monsieur Frédéric Rousseau**

La Ville de Montpellier

Monsieur Le Maire  
**Monsieur Philippe Saurel**

Le PRES Sud de France-COMUÉ

Le Président  
**Monsieur Philippe Augé**

## Annexe 1 – calendrier des conférences

### AGORA DES SAVOIRS, 6<sup>e</sup> SAISON – (R)évolutions ! Novembre 2014- mai 2015

05 novembre 2014, leçon inaugurale

**Antoine Compagnon** : Baudelaire dépolitiqué

12 novembre 2014

**Priscilla Bayle** : Les deux derniers millions d'années d'évolution humaine. Nouvelles découvertes et innovations méthodologiques

19 novembre 2014

**Gilles Bœuf** : L'aventure de la biodiversité, de l'océan à la cité

26 novembre 2014

**Éliane Viennot** : Féminiser la langue française ou revenir sur sa masculinisation ?

03 décembre 2014

**Vincent Azoulay** : Histoire de deux statues : les Tyrannicides d'Athènes

10 décembre 2014

**Elisabeth Roudinesco** : Sigmund Freud en son temps et dans le nôtre

17 décembre 2014

**Jean-Luc Marion** : Courbet ou La peinture à l'oeil

VACANCES

07 janvier 2015

**Olivier Picard** : La monnaie ciselée par la cité grecque – en partenariat avec *Les Mercredis de l'Antiquité*

14 janvier 2015

**Aude Déruelle et Jean-Marie Roulin** : Les romanciers du XIXe et la Révolution française

21 janvier 2015

**Sylvie Catellin** : La sérendipité ou l'art de la découverte

28 janvier 2015

**Marc Lachièze-Rey** : Voyager dans le temps : la science moderne et la temporalité

04 février 2015

**Sylvie Chaperon** : Les médecins et la sexualité au XIXe siècle

VACANCES

25 février 2015

**Jacques Lévy** : France, un espace juste ? Une géographie à inventer

04 mars 2015

**Bernard Stiegler** : Automatismes et désautomatisations : l'avenir du travail

11 mars 2015

**Etienne Klein et Heinz Wismann** : Que pensait au juste Monsieur Démocrite ?

18 mars 2015

**Claudia Senik** : L'économie du bonheur : peut-on être heureux sans croissance ?

25 mars 2015

**François Jarrige** : Technocritiques : du refus des machines à la contestation des technosciences

01 avril 2015

**Virginie Duvat** : Les îles et les littoraux à l'heure du changement climatique

08 avril 2015

**Philippe van Parijs** : L'allocation universelle, bricolage ou révolution au coeur de l'Etat-Providence?

VACANCES

29 avril 2015

**Fabien Gandon** : Les (r)évolutions de la planète web

6 mai 2015

**Nathalie Heinich** : L'art contemporain, une révolution artistique ?

13 mai 2015

**Dominique Schnapper** : L'esprit démocratique des lois

20 mai 2015

**Sandra Laugier et Albert Ogien** : Le politique qui vient : les nouveaux horizons de la démocratie

27 mai 2015, soirée de clôture

**Michèle Perrot** : Des femmes rebelles : Olympe de Gouges, Flora Tristan, George Sand



**Agora des Savoirs 2014-2015 – 6<sup>e</sup> saison**  
**CONVENTION DE PARTENARIAT**  
**CO-PRODUCTION D'UN PROGRAMME RADIOPHONIQUE**

---

Entre les soussignés :

**Croqu'Oreilles - Divergence FM** juridiquement constituée en association loi de 1901 dont le siège est situé au 24, bd Pasteur 34000 Montpellier, représentée par son Président, M. Gérard VIOLS;

Et

**La Ville de Montpellier**, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

**Croqu'Oreilles - Divergence FM**, radio de catégorie A, émettant sur l'agglomération de Montpellier en modulation de fréquence sur 93.9 et sur Internet en streaming, coproduit avec la Ville de Montpellier un programme radiophonique ayant pour sujet : ***l'Agora des savoirs***.

Cette coproduction radiophonique comprend la captation, le montage, la post production et la retransmission en direct et en intégralité des 24 conférences de la 6<sup>e</sup> édition de l'Agora des Savoirs qui se déroulent au Centre Rabelais à partir de 20h30 les mercredis, selon le calendrier joint en annexe. La conférence inaugurale sera donnée par monsieur Antoine Compagnon, le mercredi 05 novembre 2014.

**Il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Objet**

L'objet de la présente convention est de définir les modalités du partenariat de coproduction entre Croqu'Oreilles - Divergence FM et la Ville de Montpellier.

#### **Article 2 : Engagements de la Ville de Montpellier**

La Ville de Montpellier coproduit une série d'émissions radiophoniques dans le cadre de ***l'Agora des savoirs*** qui consiste en la retransmission en direct sur les ondes de Divergence FM et en streaming sur le site de la radio des 24 conférences prévues pour la saison 2014 - 2015. La séance inaugurale ayant lieu le mercredi 5 novembre 2014.

Pour ces diffusions en directs, il est nécessaire d'une part, de disposer, sur le lieu de la conférence, d'une connexion internet 150Kbp/s de bande passante montante et d'autre part, de respecter scrupuleusement les horaires des conférences.

### Article 3 – Règlement

Le budget global de la co-production s'élève à 33 440 € selon le devis de Croqu'Oreille – Divergence FM joint en pièce annexe. La Ville de Montpellier s'engage à financer cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **16 720 euros** (Seize mille sept cent vingt euros).

Cette somme sera versée en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1<sup>er</sup> versement en janvier 2015 pour un montant de 5 575 €
- 2<sup>ème</sup> versement en avril 2015 pour un montant de 5 575 €
- 3<sup>ème</sup> versement en juillet 2015 pour un montant de 5 570 €

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention sera effectué par virement administratif sur le compte :

- N°: 510 200 166 29
- Domiciliation : Crédit Coopératif de Montpellier
- Ouvert à : Agence Victor Hugo
- Adresse : 8, Bd Victor Hugo 34009 Montpellier

Croqu'Oreilles - Divergence.FM adressera ses factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.*

### Article 4 : Engagements de Croqu'Oreilles - Divergence FM

Divergence FM s'engage à réaliser 24 captations de conférences et à diffuser l'enregistrement post-produit de ces 24 conférences.

Croqu'Oreilles - Divergence FM publie, avant chaque conférence, un article de présentation sur son site web.

Croqu'Oreilles - Divergence FM met à disposition de la Ville de Montpellier, un fichier audio en format MP3 après chaque émission.

Croqu'Oreilles - Divergence FM réalise 24 bandes annonces présentant les conférences choisies et annonçant leur diffusion à l'antenne.

Croqu'Oreilles - Divergence FM conçoit un générique.

Croqu'Oreilles - Divergence FM s'engage à prendre à sa charge cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **16 720 € TTC.**

### Article 5 : Assurances

L'association déclare avoir assuré, contre tous les risques, le matériel qu'elle utilisera.

La Ville de Montpellier déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'accueil de l'association et du public le jour des enregistrements et des retransmissions.

### Article 6 : Durée

Cette convention prend effet à la date de sa signature et se termine une fois les engagements des deux parties réalisés.

## **Article 7 : Litiges éventuels**

En cas de difficulté dans l'exécution des obligations figurant au présent contrat, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le tribunal de Montpellier.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le .....

Pour l'association

Le Président

**Gérard Viols**

Pour la Ville de Montpellier

Monsieur Le Maire

**Philippe Saurel**



## **Annexe 1 – calendrier des conférences\***

### **Agora des Savoirs 2014-2015 – Saison 6 (R)Évolutions**

**\*sous réserve de modifications ultérieures**

**Antoine Compagnon - 5 novembre 2014**  
Baudelaire dépolitiqué

**Priscilla Bayle - 12 novembre 2014**  
Les deux derniers millions d'années d'évolution humaine. Nouvelles découvertes et innovations méthodologiques

**Gilles Bœuf - 19 novembre 2014**  
L'aventure de la biodiversité : de l'océan à la cité

**Éliane Viennot - 26 novembre 2014**  
Féminiser la langue française ou revenir sur sa masculinisation ?

**Vincent Azoulay - 3 décembre 2014**  
Histoire de deux statues : les Tyrannicides d'Athènes

**Elisabeth Roudinesco - 10 décembre 2014**  
Titre à définir

**Jean-Luc Marion - 17 décembre 2014**  
Titre à définir

**Olivier Picard - 7 janvier 2015**  
La monnaie ciselée par la cité grecque.

**Aude Déruelle et Jean-Marie Roulin - 14 janvier 2015**  
Les romanciers du XIX<sup>e</sup> siècle et la Révolution française

**Sylvie Catellin - 21 janvier 2015**  
La sérendipité ou l'art de la découverte

**Marc Lachièze-Rey - 28 janvier 2015**  
Titre à définir

**Sylvie Chaperon - 4 février 2015**  
Les médecins et la sexualité au XIX<sup>e</sup> siècle.

**Jacques Lévy - 25 février 2015**  
Titre à définir

**Bernard Stiegler - 4 mars 2015**  
Titre à définir

**Heinz Wissman et Etienne Klein - 11 mars 2015**  
Titre à définir

**Claudia Senik - 18 mars 2015**

L'économie du bonheur - Peut-on être heureux sans croissance ?

**François Jarrige - 25 mars 2015**

Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences

**Virginie Duvat - 1 avril 2015**

Titre à définir

**Philippe Van Parijs - 8 avril 2015**

L'allocation universelle, bricolage ou révolution au cœur de l'Etat-Providence ?

**Fabien Gandon - 29 avril 2015**

Titre à définir

**Nathalie Heinich - 6 mai 2015**

L'art contemporain : une révolution artistique ?

**Dominique Schnapper - 13 mai 2015**

L'Esprit démocratique des lois

**Albert Ogien et Sandra Laugier - 20 mai 2015**

Titre à définir

**Michèle Perrot - 27 mai 2015**

*Des femmes rebelles*

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Agora des Savoirs, 6e saison Partenariat avec la librairie Sauramps Cycle de conférences 2014 - 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le succès de l'Agora des savoirs, qui ne s'est jamais démenti au cours de ces cinq premières saisons, démontre, de manière indiscutable, le grand intérêt que porte le public montpellierain aux humanités et à la connaissance scientifique.

Dès la première édition, la Ville de Montpellier a tenu à placer au cœur de ce dispositif le livre – et en particulier l'essai –, en tant que support privilégié de partage des connaissances, objet de savoir et de plaisir.

Partenaire dès l'origine du projet, la librairie Sauramps est ainsi présente, chaque mercredi soir, dans le hall du Centre Rabelais pour présenter un choix d'ouvrages du conférencier et plus particulièrement ceux qui concernent le sujet traité par son intervention. Se voit ainsi valorisé le rôle du libraire spécialisé en tant que médiateur indispensable, apte à proposer une bibliographie adéquate. Cela permet aussi et surtout de répondre à une demande du public montpellierain qui souhaite pouvoir prolonger par la lecture sa connaissance et sa découverte du thème traité.

Ce partenariat s'explique par le rôle que joue la librairie Sauramps depuis de très nombreuses années dans la valorisation et la mise à disposition du type d'ouvrages précisés ci-dessus (essais, livres universitaires, humanités et sciences humaines, sciences et techniques...). Sa légitimité dans le domaine du débat d'idées, de la vulgarisation scientifique et de la spécialisation universitaire, en fait un partenaire essentiel de l'Agora des savoirs.

À cette fin la Ville de Montpellier met à sa disposition, chaque mercredi soir, un espace dans le hall d'entrée du Centre Rabelais pour y présenter les ouvrages des conférenciers. La librairie Sauramps accompagne quant à elle la manifestation en consacrant un espace à la promotion des livres des conférenciers au sein de son magasin du Triangle, tout le long de la saison. Elle diffuse le programme aux accueils de ses magasins Sauramps

Triangle, Sauramps Odyssée et Sauramps au Musée. Elle met en ligne sur son site internet la programmation de chaque saison, en échange de quoi la Ville lui offre l'opportunité de mettre également en ligne les vidéos des conférences déjà passées. Elle annonce enfin sur son programme papier de rencontres et de manifestations mensuelles les conférences du mois, en indiquant leur titre, le nom du conférencier, la date, l'heure et le lieu.

En complément des partenariats de la Ville de Montpellier avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, la radio Divergence FM et le quotidien gratuit DirectMatin Montpellier Plus, la convention de partenariat que nous proposons de passer avec la librairie Sauramps complète l'ensemble des moyens de diffusion et de promotion du programme de l'Agora des Savoirs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**



**Agora des Savoirs 2014 – 2015 – 6<sup>e</sup> saison**  
**CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL**  
**AVEC LA LIBRAIRIE SAURAMPS**

---

ENTRE

**La Ville de Montpellier**

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

ET

La Librairie **SAURAMPS et Cie SAS**  
Le Triangle – Allée Jules Milhau  
34000 MONTPELLIER  
Téléphone : 04 67 06 78 78

Représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Jean-Marie SEVESTRE

**PRÉAMBULE**

La Ville de Montpellier a mis en place depuis 2009-2010 une importante manifestation culturelle : l'Agora des Savoirs, qui rencontre un succès qui ne se dément pas auprès du public montpelliérain. Cette manifestation entend promouvoir et diffuser la connaissance auprès d'un large public en organisant des conférences les mercredis au Centre Rabelais.

Depuis les débuts le livre est au cœur de cette manifestation grâce au partenariat passé avec la librairie Sauramps, qui apporte son concours et ses compétences indéniables dans la promotion des ouvrages spécialisés dans les domaines de l'essai, des publications universitaires, des humanités et des sciences humaines. Est ainsi mis à la disposition du public montpelliérain le meilleur de la production éditoriale dans le domaine des savoirs et des sciences.

Cette convention définit les apports des deux partenaires pour faire du livre un des éléments indispensables de la diffusion des connaissances auprès du public montpelliérain.

**Ainsi il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet de la convention**

La Ville de Montpellier et la librairie Sauramps entendent associer leurs efforts sur la base d'un partenariat mutualisé en vue de promouvoir les 24 conférences de la 6<sup>e</sup> saison de l'Agora des Savoirs.

### **Article 2 – Engagement de la Ville de Montpellier**

La Ville de Montpellier s'engage, pour sa part, à :

- assurer la présence du logo Sauramps sur tous les supports de communication de l'Agora des Savoirs : programmes, affiches, banderoles, kakémonos, site de la Ville. Le partenariat continuera en outre à être valorisé lors de la conférence de presse de lancement et lors de la soirée inaugurale ;
- fournir les contenus permettant l'ajout des informations au programme mensuel des Rencontres Sauramps ;
- demander à son partenaire la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier que soient envoyés les liens permettant la mise en ligne des conférences sur le site Sauramps.com ;
- acheter à la librairie Sauramps les ouvrages nécessaires à la préparation de chacune des conférences et aux séances de l'Agora des savoirs Junior dans le cadre du marché public existant ;
- permettre la présence du stand de la librairie, dans le hall d'entrée du Centre Rabelais.

### **Article 3 – Engagement de la librairie Sauramps**

La librairie Sauramps s'engage, pour sa part, à :

- assurer l'annonce des conférences dans ses établissements grâce à la mise à disposition du programme à l'entrée et/ou aux accueils de la librairie Sauramps Triangle, à Sauramps Odyssée ainsi qu'à Sauramps Musée, et cela pendant toute la durée de la manifestation ;
- assurer un affichage aux accueils des trois magasins ;
- annoncer le cycle de conférences sur le programme mensuel des Rencontres Sauramps ainsi que sur le site web de Sauramps ; assurer la visibilité de la Ville de Montpellier lors de ces annonces ;
- permettre l'accès des vidéos des conférences sur son site web, vidéos qui seront fournies par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier. Le logo de la Ville ainsi que celui de la Maison des Sciences de l'Homme, de Parole de Chercheurs et de Divergence FM, partenaires de la diffusion des conférences, devront figurer sur le site aux pages concernées. Les pages consacrées à l'Agora des savoirs et à ses conférences devront s'ouvrir par : « La Ville de Montpellier présente... ». Possibilité est donnée de valoriser le partenariat en ajoutant « en partenariat avec la Librairie Sauramps » ;

- tenir un stand dans le hall d'entrée du Centre Rabelais, les soirs de conférences. Y présenter un choix d'ouvrages du conférencier, et/ou de livres références sur le thème abordé.

#### **Article 4 – Durée du partenariat**

La présente convention couvre le déroulement des 24 conférences, de la 6<sup>e</sup> saison de l'Agora des savoirs entre le 05 novembre 2014 et le 27 mai 2015.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le .....

Pour la Ville de Montpellier

Monsieur Le Maire

**Philippe Saurel**

Pour la librairie Sauramps

Le président directeur général

**Jean-Marie Sevestre**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Théâtre Jean Vilar Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass'Culture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 24 juillet 2014, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 20 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Directement rattaché à la Ville depuis janvier 2011, le théâtre Jean Vilar s'inscrit naturellement dans ce dispositif.

Sur présentation de la carte Pass'Culture et contre remise d'une contremarque, les étudiants pourront bénéficier de places au tarif préférentiel de 9.50 € (contre 11 € pour le tarif public étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant en charge la différence de 4.50 €.

A la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, la Ville adressera au CROUS un titre de recettes correspondant au nombre de places délivrées au guichet au tarif Pass'Culture, conformément au tableau de compensation présenté à l'article 5 de la convention, ligne 2.

### Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar au dispositif Pass'Culture, pour l'année universitaire 2014-2015 ;



- D'entériner ce tarif Pass'Culture de 9.50 € pour l'année 2015, dont 4.50 € pris en charge par le CROUS ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

# CONVENTION

**2014 / 2015**

## ENTRE LES SOUSSIGNES,

Le CROUS de Montpellier  
2, rue Monteil – 34033 Montpellier cedex 1

Représenté par Monsieur Philippe PROST, Directeur du CROUS de Montpellier, ci-après dénommé "**Le CROUS**"

Et,

La Marie de Montpellier – Direction de la Culture et du Patrimoine  
THEATRE JEAN VILAR  
Place Georges Frêche  
34000 Montpellier

Représenté par Monsieur Cédric de Saint-Jouan, Adjoint au Maire délégué à la Culture

## LE PASS'CULTURE

Le dispositif mis en place par le CROUS de Montpellier repose sur trois points clés : l'adhésion, l'accès à une billetterie à tarif préférentiel, les kiosques (ventes, conseil, médiation).

### Objectifs :

- **favoriser** la fréquentation des structures culturelles par un public étudiant, dernier maillon de la chaîne éducative avant l'entrée dans la vie active.
- **sensibiliser** aux arts ces mêmes étudiants par des actions spécifiques en faveur de ce public (visites de lieux culturels, rencontres, lectures / démonstrations...).

### Le Pass'Culture

Il est destiné à tous les étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche et qui sont affiliés au régime de sécurité sociale étudiante. Ces étudiants ne peuvent être âgés de plus de 30 ans. Le Pass'Culture leur permet d'accéder à une offre de spectacles et manifestations culturelles programmées par les structures partenaires à des tarifs préférentiels.

**Coût de l'adhésion Pass'Culture 2014/2015 (valable du 08/09/2014 au 06/09/2015) : 9 euros**

### Les Kiosque Fixes

Ce sont des points de vente qui permettent la vente des places de spectacles, de concerts et de cinéma. Ils favorisent la transmission de l'information et la médiation culturelle. Ils assurent un service de proximité et une permanence hebdomadaire régulière (hors vacances universitaires).

- un kiosque situé au Crous – 2 rue Monteil à Montpellier (Tram 1 – Arrêt Boutonnet) : ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h.
- un kiosque situé au cœur de l'Université Paul Valéry Montpellier III (devant la B. U / Tram 1 – arrêt St Eloi) : ouvert du lundi au vendredi de 11h à 17h.
- un kiosque situé à l'Université Montpellier 1 – Richter (Hall de la MDE / Tram 3 – arrêt Rives du Lez) : ouvert mardi, mercredi et vendredi de 11h30 à 14h30 (14h le vendredi).
- un kiosque situé à l'Université Montpellier 1 – Faculté de droit (dans la cafétéria / Tram 1 et 4 – arrêt Louis Blanc) : ouvert le lundi de 12h à 17h.
- un kiosque situé à l'Université Montpellier II (Bât 5 – dans la cafétéria le Flahaut / Tram 1 – arrêt Universités Sciences et Lettres) : ouvert du mardi au vendredi de 11h30 à 14h30.
- un kiosque situé sur le campus de Sup'Agro (dans la cafétéria) : ouvert le jeudi de 11h30 à 14h30.

## FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1 - ORGANISATION :

Les dispositifs Pass'Culture et kiosques cultures sont placés :

- 1) pour La Mairie de Montpellier Direction de la Culture et du Patrimoine, sous la direction de Madame Valérie ASTESANO, La Directrice.
- 2) pour le CROUS, sous la responsabilité de Monsieur Franck BERGER, Délégué Culturel.

### ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CROUS :

- ▶ Réserver une insertion promotionnelle à La Mairie de Montpellier Direction de la Culture et du Patrimoine –Théâtre Jean Vilar dans le « **Bien Fait Pour Vous** », parution du Crous tirée à 15000 exemplaires.
- ▶ Proposer à la vente des places de spectacles des structures culturelles partenaires en fonction des quotas mis à disposition par ces dernières au sein du Pass'Culture à des tarifs préférentiels : de 5 à 10 euros la place.
- ▶ Il ne peut être vendu au sein des kiosques **qu'une place** par représentation et par pass. Cette place est nominative et incessible.
- ▶ Les places au tarif Pass'Culture sont en vente **exclusivement** au sein des kiosques.
- ▶ L'état des préventes est arrêté et établi par le service culturel **le jour même du spectacle avant 17h** et le vendredi pour les représentations du week-end, les places étant mises en vente 30 jours avant la date de représentation. En cas d'épuisement des places mises à disposition, le service culturel peut négocier auprès de la structure "une rallonge" suivant les possibilités de jauge.
- ▶ Remise du fichier étudiant à La Mairie de Montpellier Direction de la Culture et du Patrimoine (nom, prénom, adresse, mail...) uniquement à la demande de la structure, et ce après accord préalable des étudiants ayant acheté des places.
- ▶ Edition par le CROUS en début de saison (septembre) d'une contremarque commune à toutes les structures culturelles qui servira à la vente des places au sein des kiosques. A chaque achat d'une place, il sera imprimé sur la-dite contremarque les données indispensables pour le spectacle choisi à savoir : la structure culturelle programmatrice, le titre du spectacle, le lieu de représentation, la date, l'heure, le nom de l'acheteur, le numéro de son Pass Culture et les commentaires spécifiques si besoin.

### ARTICLE 3 –OBLIGATIONS DE LA Mairie de Montpellier Direction de la Culture et du Patrimoine – Théâtre Jean Vilar :

- ▶ La Mairie de Montpellier s'engage lors de la parution de ses plaquettes (ou tout autres documents annexes à destination du grand public) à mentionner de façon explicite le dispositif pass culture. Lorsque la structure dispose d'un lieu, elle doit poser de façon visible l'autocollant Pass'Culture symbole du partenariat entre les deux structures.
- ▶ La Mairie de Montpellier s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la communication de sa programmation (programmes de saison, affiches, dossiers pédagogiques, tracts, revue de presse...).
- ▶ La Mairie de Montpellier s'engage à faciliter l'accès de la salle aux médiateurs culturels (répétitions, rencontres, générales...), en assurant la mise à disposition d'un minimum de deux invitations / représentation. Ces médiateurs, quant à eux, s'engagent à être des relais efficaces en relation permanente avec la Mairie de Montpellier-Direction de la Culture et du patrimoine.
- ▶ La Mairie de Montpellier s'engage à transmettre au service culturel du Crous ([florence.gilles@crous-montpellier.fr](mailto:florence.gilles@crous-montpellier.fr)) les ordres de mises en vente de chaque spectacle proposé au tarif Pass'Culture. Les bordereaux doivent être envoyés au plus tard à J-35 par rapport à la date de la première représentation.
- ▶ La Mairie de Montpellier s'engage à **vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture. Seule la présentation du Pass'Culture (ou de sa carte d'étudiant ou d'une pièce d'identité) ainsi que la détention d'une contremarque valable permet à l'étudiant l'accès à la représentation.**

**Cette clause est obligatoire afin d'éviter les abus et que des personnes non détentrices du Pass'Culture puissent bénéficier du dispositif.**

#### **ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES :**

► Le soir même du spectacle les tarifs pratiqués sont ceux de La Mairie de Montpellier - Direction de la Culture et du Patrimoine. Les tarifs préférentiels du Pass'Culture ne s'appliquent qu'au sein des kiosques Pass'Culture. Les contremarques sont disponibles à la vente auprès des kiosques à J-30 par rapport à la date de la première représentation.

#### **ARTICLE 5 – FINANCEMENT :**

► Compensation financière maximale pour les structures culturelles par place vendue :

<b>Votre tarif prévente public étudiant TTC (tarif réduit, adhérent, carte spécifique, abonnement...)</b>	<b>Prix de vente unitaire de la place au <u>Tarif Pass'Culture</u></b>	<b>Montant unitaire reversé au producteur TTC</b>
de 6 € à 10 €	5 €	de 6 € à 9,50 €
de 11 € à 13 €	5 €	9,50 €
de 14 € à 15 €	5 €	10 €
16 €	6 €	11 €
de 17 € à 18 €	7 €	12 €
19 €	8 €	13 €
20 €	9 €	14 €
21 € et plus	10 €	15 €

#### **ARTICLE 6 – PAIEMENT :**

Une facture sera adressée au service culturel du CROUS pour paiement par La Mairie de Montpellier - Direction de la Culture et du Patrimoine et fera état des places vendues au tarif Pass'Culture selon le tableau de compensation ci-dessus.

Le paiement s'effectuera par virement bancaire dans les trente jours à compter de la date de réception de la facture.

#### **ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION :**

La présente convention est établie pour l'année universitaire 2014 / 2015.

#### **ARTICLE 8 – COMPETENCES JURIDIQUES :**

En cas de litige, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Montpellier, le 10 octobre 2014.

**Pour Le CROUS**

Le Directeur

**Pour La Mairie de Montpellier**  
**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
L'Adjoint délégué

Monsieur Philippe PROST

Monsieur Cédric de Saint-Jouan

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Attribution de subventions 2014

### Annulation de la subvention pour projet attribuée l'association Les Galeries de Montpellier, et attribution d'une subvention pour fonctionnement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique active de partenariats avec les associations, la Ville de Montpellier a attribué, lors de la séance du Conseil municipal du 24 juillet 2014, une subvention de 7000 € à l'association Les Galeries de Montpellier.

Cette subvention, votée dans le cadre du projet d'organisation du salon du dessin Drawing Room, ne peut être versée au titre de l'exercice 2014, puisque cette rencontre ne sera pas organisée cette année, remplacée par le développement des outils d'accompagnement des lieux de diffusion de l'art contemporain.

Ainsi, l'association Les Galeries de Montpellier propose-t-elle une nouvelle stratégie de développement visant à promouvoir les lieux et leur articulation, espaces fondamentaux de valorisation de la création montpelliéraine dans le domaine de l'art contemporain.

Les Galeries de Montpellier proposeront la création :

- d'un répertoire des lieux ;
- d'enseignes à apposer sur les façades identifiant et labellisant les galeries partenaires ;
- d'un support de diffusion de l'actualité des galeries sur un rythme trimestriel.

L'édition 2015 de Drawing Room, évènement montpelliérain important, s'appuiera sur ce réseau pour renforcer le tissu associatif de l'art contemporain.

Il est donc proposé, afin d'accompagner Les Galeries de Montpellier dans sa démarche de structuration, de lui attribuer, au titre du fonctionnement, la subvention qui est annulée au titre du projet Drawing Room.

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'annuler l'attribution de subvention de 7000 € pour projet à l'association Les Galeries de Montpellier, prévue au budget 2014
- d'attribuer une subvention de fonctionnement de 7000 € à l'association Les Galeries de Montpellier sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 7000 € ;
- d'approuver la convention de partenariat type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

**Nom de la structure: -**  
**Nature de la subvention :**  
**Intitulé du projet :**  
**Montant attribué : €**  
**Thématique**



## **CONVENTION DE PARTENARIAT TYPE**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 6 novembre 2014.

D'une part

Et

La structure bénéficiaire association Les Galeries de Montpellier, représentée par Christian LAUNE  
reconduit par le Conseil d'administration ou le bureau le  
.....

D'autre part,

### **PRÉAMBULE**

Dans le cadre du développement artistique, la Ville de Montpellier souhaite donner toute sa place à la création artistique en matière d'arts visuels contemporains dans la cité. À cet effet elle compte aider les galeries constituées sous forme associative loi de 1901 à développer leurs activités tout au long de l'année, à faire connaître les productions des artistes qu'elles exposent –et en particulier les artistes montpelliérains– ainsi qu'à favoriser la rencontre et l'échange avec les habitants de la ville autour de l'acte artistique.

Dans cette optique, la Ville entend établir avec ces galeries un partenariat pour l'année 2014, précisant les conditions dans lesquelles s'établiront des relations fructueuses avec les associations concernées dans l'objectif général défini précédemment.

La présente convention a pour but de préciser les modalités dans lesquelles la Ville de Montpellier entend participer financièrement au fonctionnement de ces galeries.

**Il a été convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : Objet de la convention**

L'association Les Galeries de Montpellier a sollicité une subvention de 7000 euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014. Considérant que les actions de l'association Les Galeries de Montpellier contribuent au développement de sa politique en matière d'art contemporain notamment en accompagnant les artistes émergents et les artistes montpelliérains, et qu'elle présente ainsi un intérêt local en accueillant des publics, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

## **Article 2: Montant de la subvention accordée**

Pour aider l'association Les Galeries de Montpellier à initier et développer l'activité de monstration, l'accompagnement d'artistes et la médiation auprès du public, la Ville accorde à cette association une subvention de fonctionnement d'un montant de 7000 euros.

## **Article 3 : Les engagements de l'association**

L'association Les Galeries de Montpellier s'engage :

- à organiser de trois à cinq expositions et ou événements par an et à promouvoir, au moins pour la moitié, des artistes domiciliés à Montpellier et qui produisent sur le territoire de la commune.
- à éveiller la sensibilité des publics en assurant un travail de médiation afin de favoriser la rencontre des habitants de la ville avec des artistes et leurs œuvres.
- à accomplir toutes les formalités requises par la loi pour couvrir les risques liés à son activité, sans que la Ville de Montpellier puisse être tenue pour responsable. Elle fera son affaire du respect de toute réglementation pouvant lui être appliquée, notamment en matière sociale, civile et fiscale.
- à faire apparaître clairement et de manière sincère dans ses comptes de résultat, s'il y a eu vente d'œuvres d'art ; d'indiquer le montant de la transaction et le pourcentage reversé aux artistes.

## **Article 4 : Communication**

L'association s'engage à développer la mutualisation des moyens de communication avec les autres galeries associatives (édition d'un dépliant, d'un site internet, vernissages concertés etc.) et d'être le plus possible en résonance avec les événements culturels de la ville.

L'association s'engage à apposer sur tous supports physiques ou numériques (publications, panneaux, bandeaux, site internet, etc.) inhérents aux opérations subventionnées par la Ville de Montpellier la mention suivante « *avec le soutien de la Ville de Montpellier* » ainsi que le logo de la Ville, en respectant la charte graphique établie par la direction de la communication.

## **Article 5 : Modalités de paiement de la subvention**

Le versement de la subvention s'effectuera en deux versements :

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association (Pièce n°2).



Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : les comptes de résultats 2013 certifiés par le/la président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : le rapport d'activité global 2013 de l'association ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association bénéficiaire.

#### **Article 6 : Conditions d'utilisation**

L'association Les Galeries de Montpellier s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville un rapport d'activité détaillé mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées, lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

#### **Article 7 : Modalités de contrôle**

L'association Les Galeries de Montpellier s'engage :

- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention.
- à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

#### **Article 8 : Devoir d'information**

L'association bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### **Article 9 : Informations complémentaires éventuelles**

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

#### **Article 10 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,

- L'association bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

### **Article 11 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'association bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

\* Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association bénéficiaire

Monsieur le Maire

Le (la) Président €

\*Parapher chaque page

**Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
60 Achats - Achats d'études et de prestations de services - Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures non stockables (eau, énergie) - Fournitures administratives - Autres fournitures... <i>Enseignes extérieures</i>	0 0 0 590 2010	70 Ventes - Billeterie - Marchandises - Prestations de services - Produits des activités annexes ....	0 0 0 0 0
61 Services extérieurs - Sous traitance générale - Locations mobilières et immobilières - Entretien et réparation - Assurances - Documentation - Divers...	0 0 0 0 0 0	74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)	0
62 Autres Services externes - Rémunération intermédiaires et honoraires <i>supplément</i> - Publicités, publications <i>répertoire + com.</i> - Déplacements, missions et réceptions - Frais postaux et de télécommunication - Services bancaires - Divers...	0 1100 2100 1700 1700 0 0	Collectivités Conseil Régional Conseil Général Communauté d'Agglomération Ville de Montpellier - Fonctionnement : <i>→</i> - Projet :	0 0 0 0 1700 0
63 Impôts, taxes et versements assimilés - Taxe sur les salaires - Impôts locaux - Impôts fonciers - Autres taxes...	0 0 0 0 0	Europe Détailier	0
64 Charges de personnel - Salaires bruts - Charges patronales...	0 0 0	Etat Détailier	0
65 Autres charges de gestion courante ....	0	Autres Détailier	0
66 Charges financières	0	75 Autres produits de gestion courante - Cotisations - Collectes...	0 0 0
67 Charges exceptionnelles	0	76 Produits financiers	0
68 Dotations aux amortissements et provisions	0	77 Produits exceptionnels	0
<b>S/Total 1 des dépenses</b>	<b>4009</b>	<b>S/Total 1 des recettes</b>	<b>4009</b>
86 - Emplois des contributions volontaires en nature - 860 Secours en nature - 861 Mise à disp. gratuite de biens - 862 Mise à disp. gratuite de prestations - 864 Personnel bénévole	0 0 0 0 0	87 - Contributions volontaires en nature - 870 Bénévolat - 871 Prestations en nature - 875 Dons en nature	0 0 0 0
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>4009</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>4009</b>
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	0	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	0

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

2012

Nom et signature du Président

*Christian LAPIERRE*

Nom et signature du Trésorier

*A. LAPIERRE*

Les galeries de Montpellier  
1 rue de la Carbonnerie  
34000 MONTPELLIER  
SIRET 414 057 300 021

\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Opération Campus Gestion intégrée des eaux pluviales Autorisation de demande de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Opération Campus, est un projet ambitieux mené par les universités de Montpellier en partenariat avec les collectivités locales (notamment la Région Languedoc-Roussillon et la Ville de Montpellier). Le dossier porté par le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) comprend un volet « universitaire » proprement dit consistant à réinvestir fortement le patrimoine universitaire lui-même. Il est piloté soit par le PRES, soit sous maîtrise d'ouvrage de la Région, s'accompagnant d'un volet « urbain » qui vise à intégrer le campus dans la ville par une forte requalification de l'espace public, dont la maîtrise d'ouvrage sera principalement assurée par la Ville de Montpellier.

Cette opération d'envergure s'étend sur une emprise de 44 ha située dans la partie amont du bassin versant du Verdanson particulièrement exposé aux phénomènes de ruissellement urbain et de saturation des réseaux d'assainissement des eaux pluviales.

Ces travaux d'aménagement urbain représentent ainsi une opportunité de promouvoir la rétention à la source en mettant en œuvre des techniques innovantes de collecte des eaux pluviales (noues, bassins de rétention, ...) visant à compenser l'imperméabilisation de ce secteur densément urbanisé.

Suite à une étude hydraulique globale réalisée en 2012 et actualisée en 2014, le principe d'aménagement retenu consiste à réaliser plusieurs ouvrages de rétention en mettant en œuvre différentes techniques adaptées aux usages de chaque site : noues, bassins à ciel ouvert paysagés ou bassins enterrés en structure alvéolaire ultralégère (SAUL). Le volume global de rétention est de l'ordre de 30 000 m<sup>3</sup>.

Les projets seront réalisés et financés par les différents maîtres d'ouvrages : PRES, Région, CNRS, Ville.

La Ville sera maître d'ouvrage pour la réalisation du bassin de rétention situé place Eugène Bataillon, la création de noues et la reprise des réseaux publics d'alimentation des bassins pour un montant de 525 000€ HT. Le montage financier de l'ensemble du dispositif hydraulique est en cours de mise au point, l'engagement de la Ville est conditionné par celui de ses partenaires et par ses possibilités budgétaires.

Dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour la « Lutte contre la pollution pluviale », les actions visant à retenir les eaux pluviales à la source par des techniques alternatives peuvent être subventionnées à hauteur de 50 %.

Sous réserve de l'obtention des aides, la répartition du financement de l'opération sera la suivante :

- Agence de l'Eau (50 % du montant HT) : 262 500 €
- Ville de Montpellier (50 % du montant HT) : 262 500 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de solliciter l'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

Direction de l'Espace Public  
Service Gestion des Moyens  
Communs

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2014 / 492

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Accompagnement des manifestations en milieu festif - Demande de subvention dans le cadre des Estivales 2014 -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a mis en place une commission de travail dédiée aux addictions et conduites à risques.

Un des axes opérationnels de cette commission est de prévenir et réduire les risques liés aux consommations d'alcool (ou autres produits) aux moments de la semaine ou de l'année plus particulièrement fréquentés.

C'est pourquoi, lors de la manifestation des Estivales 2014 qui s'est déroulée du 4 juillet au 5 septembre, un dispositif d'accompagnement, d'information et de sensibilisation de la population s'est déployé sur l'espace public et plus précisément sur la Comédie et l'esplanade Charles de Gaulle avec l'appui de l'association Avenir Santé 34.

Le financement de ce dispositif peut faire l'objet d'une demande subvention auprès de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA - Anciennement avant 2014, MIDLT) qui coordonne, anime et soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les addictions (drogues, toxicomanies, alcool).

**En conséquence, nous demandons au Conseil Municipal :**

- De solliciter une subvention de 5 000 € auprès des services de l'Etat dans le cadre de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA),

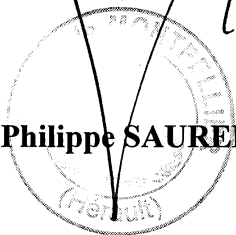
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**



## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Kiosques Fleuriste - Conventions d'occupation du domaine public - Désignation de l'occupant du kiosque n°2 - Indexation annuelle des loyers des kiosques

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Un avis d'appel à candidatures pour la concession du kiosque à fleuriste n°2 vacant allée Paul Boulet a été lancé pour en désigner le futur exploitant. A la clôture de l'appel à candidatures, trois dossiers ont été déposés : M Laurent Sintès (société Florimarket), Mme Emmanuelle Sirvent (concessionnaire du kiosque à fleuriste n°5), Mme Caroline Bruguière.

Les trois projets ont été analysés au regard des critères suivants indiqués dans l'appel à candidature :

- Dossier personnel : expérience professionnelle dans le domaine, motivation du candidat.
- Dossier commercial : gamme de produits proposés, politique tarifaire, horaires d'ouverture, cohérence du projet par rapport au lieu
- Dossier financier : viabilité économique du projet, montant des investissements prévus et durée d'amortissement

A l'issue de l'analyse des candidatures, il ressort que la proposition de M. Sintès est celle présentant le plus d'intérêt au vu des critères ci-dessus. M. Sintès a une forte expérience professionnelle dans le domaine acquise dans les grandes enseignes de la fleur et possède déjà un établissement Florimarket dans le quartier Port Marianne. Le dossier commercial proposé (fleurs à la botte, plantes en lots) est intéressant tant sur le plan de l'offre de produits que sur l'aspect tarifaire (prix inférieurs de 35 % par rapport à un fleuriste traditionnel) permettant un positionnement différent des trois autres fleuristes déjà implantés et une diversité de l'offre commerciale. Le kiosque aura un visuel couleur marqué calqué sur celui de l'enseigne de Florimarket.

La concession porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 3 160 € annuel.



L'indexation annuelle de la redevance des kiosques fleuristes est actuellement déterminée à partir de l'évolution de l'indice Insee à la construction entraînant des fluctuations importantes de loyers selon les années. Il est proposé pour l'ensemble des kiosques à usage de fleuriste de fixer l'augmentation de loyer à 2 % par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider l'attribution de la concession du kiosque à fleuriste n°2 à M Laurent Sintès,
- D'approuver le projet de convention joint,
- De fixer à 2 % l'augmentation annuelle du loyer de l'ensemble des kiosques à fleuristes attribués à M Albouy, Mme Sirvent et Mme Teyssier,
- D'approuver les projets d'avenants aux conventions de M Albouy, Mme Sirvent et Mme Teyssier,
- D'autoriser monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

**MAIRIE DE MONTPELLIER**

**DIRECTION  
DE L'ESPACE PUBLIC**

---

**KIOSQUE FLEURISTE**

**CONVENTION D'OCCUPATION DU  
DOMAINE PUBLIC**

**AFFAIRES ECONOMIQUES**

**ENTRE**, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place George Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX représentée par Monsieur Philippe SAUREL, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

**ET**, d'autre part :

M Laurent Sintès Mas Marot Appt n°5 Vauguière le Haut 34130 Mauguio

désigné par les termes «*l'exploitant*»

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**ARTICLE 1 - Objet**

La présente convention a pour objet, l'exploitation d'un kiosque de 15 m<sup>2</sup> situé allée Paul Boulet, à usage de fleuriste.

L'exploitant se déclarant le bien connaître.

**ARTICLE 2 – Régime juridique**

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'exploitant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale.

La convention étant conclue «*intuitu personae*», l'exploitant ne peut, céder son droit né de la présente, ni sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux tout ou partie de ses droits liés à l'exploitation de son établissement. L'exploitation est acquise à titre personnel, non cessible et révocable.

L'exploitant peut créer une société dédiée à l'exploitation de la présente convention : dans ce cas, il dispose d'un délai de trois mois pour transmettre les statuts à la Ville. Toute modification dans les statuts devra également être signalée à la ville dans les trois mois suivant la modification.

### **ARTICLE 3 - Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de la signature par les deux parties.

### **ARTICLE 4 - Remise des lieux - Aménagement - Etat des lieux**

Les lieux sont remis à l'exploitant avec, en aménagement intérieur :

- Un tableau électrique équipé d'un interrupteur différentiel bipolaire (monophasé) ou tétrapolaire (triphasé) réglé à 30 Ma.
- 3 coupes circuits à cartouche :
  - o 1 de 5 A éclairages uniquement
  - o 1 de 20A appareils
  - o 1 de 32 A appareils
- Un joncteur téléphonique agréé France Télécom
- Une vanne quart de tour d'alimentation en eau potable en 15/21
- Une évacuation eaux usées en diamètre 50 avec siphon
- Un coffre bois pour groupe réfrigérant en 130 x 70 x 60 avec 2 grilles de ventilation sur l'extérieur 500 x 500 à ventelles anti vandalisme et anti oiseaux et rongeurs

L'exploitant prendra le local qui lui sera remis dans l'état où il se trouve sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Il sera fait un état des lieux contradictoire avant l'entrée dans les lieux. Au terme de la convention, l'inventaire initial sera amendé.

L'exploitant ne pourra faire aucune construction, démolition ou modification de ceux-ci sans le consentement express écrit de la Ville.

Il devra, en outre, souffrir, et sans indemnité, qu'elle qu'en soit la durée, les réparations qui seraient rendues nécessaires, étant entendu que la Ville s'efforcera de limiter, dans la mesure du possible, la gêne qu'elle pourrait causer.

L'exploitant effectuera les aménagements, les acquisitions et l'installation du matériel nécessaire à son exploitation à ses frais.

L'exécution de ces travaux et aménagements, n'engagera que la seule responsabilité de l'exploitant, la responsabilité de la Ville ne pouvant être engagée à l'occasion du contrôle exercé par elle sur les projets d'aménagement et sur l'exécution des travaux effectués par l'exploitant.

La Ville se réserve le droit de faire remettre le local en l'état primitif aux frais et risques de l'exploitant, lorsque les travaux n'auront pas été approuvés par elle ou lorsqu'à la réception, ils ne correspondront pas au projet initial autorisé.

L'exploitant est tenu d'assurer toutes réparations dites locatives nécessaires pour maintenir les lieux concédés ainsi que les installations en bon état d'entretien.

Il répond des dégradations provenant sûrement par suite d'abus de jouissance et du fait de la clientèle. La Ville se réserve le droit de faire visiter les lieux à tout moment par toute personne de son choix et de prescrire à l'exploitant les travaux à effectuer pour le bon entretien de ces locaux et de leurs installations.

#### **ARTICLE 5 - Charges du concessionnaire**

L'exploitant aura à sa charge les consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone. Il se chargera aussi des divers abonnements et contrats à souscrire auprès des concessionnaires et distributeurs habilités, de telle manière que la Ville ne puisse en aucun cas être recherchée ni contrainte de se substituer à lui.

Il acquittera sans aucun recours possible contre la Ville, les contributions personnelles mobilières, tous impôts et taxes de toute nature afférents à l'exploitation du kiosque.

#### **ARTICLE 6 - Assurances**

L'exploitant devra assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des bâtiments objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc...).

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'exploitant et leurs assureurs.

Dans le cas où l'activité exercée par l'exploitant dans les bâtiments objet de la présente convention entraîne, pour la collectivité propriétaire et/ou les autres occupants des bâtiments concernés, des surprimes au titre de leur contrat incendie, explosion, celles-ci seraient, après justification, à la charge de l'exploitant.

L'exploitant devra produire chaque année à la collectivité, une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions.

#### **ARTICLE 7- Conditions financières**

##### *7-1 - Redevance et paiement*

L'exploitant versera à la Ville une redevance dont le montant est fixé à 790 Euros par trimestre en 2014. Un prorata temporis sera appliqué si nécessaire lors de l'entrée dans le kiosque.

La redevance est exigible trimestriellement et à terme échu.

##### *7-2 Révision du montant de la redevance*

Le montant de la redevance sera majoré annuellement de 2 % au 1er janvier de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

#### **ARTICLE 8 - Conditions générales d'exploitation**

L'exploitant exercera son activité dans le respect des lois et règlements, notamment en matière d'hygiène, de salubrité, de sécurité et du droit du travail.

L'exploitant sera tenu de se conformer aux lois et décrets relatifs à l'affichage de prix et à l'étiquetage des denrées et marchandises. Les tarifs seront à la disposition de la clientèle.

#### **ARTICLE 9 - Fin de la Convention**

##### *9.1 - Obligation de l'exploitant à la fin de la convention*

Au terme normal de la convention, l'exploitant devra avoir évacué les lieux et les laisser en bon état.

La Ville aura la faculté au cas par cas, d'opter soit pour le maintien dans les lieux des matériels et mobiliers mis en place par l'exploitant, soit pour leur suppression.

Si la Ville opte pour le maintien en place des matériels et mobiliers, elle remboursera à l'exploitant, ou obligera le ou les nouveaux exploitants, à lui rembourser, les dépenses exposées pour l'achat et la mise en place de ces matériels et mobiliers, « valeur à dire d'expert » ou rachat à l'amiable sur justificatifs fournis par l'exploitant.

Si la Ville opte pour la suppression des matériels et mobiliers, et à défaut pour l'exploitant d'en assurer l'enlèvement, il y sera procédé aux frais, risques et périls dudit exploitant.

##### *9.2 - Résiliation de la convention*

###### *a) du fait de l'exploitant*

La résiliation ne pourra être prononcée que si elle est justifiée par des circonstances graves ou exceptionnelles de nature à bouleverser les conditions matérielles ou économiques des activités autorisées. Dans tous les cas la demande devra être présentée, au moins 6 mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Ville, assortie de toutes justifications utiles. Les conditions de rachat éventuel du matériel et du mobilier seront celles fixées à l'article 9.1.

###### *b) du fait de la Ville*

##### **1 - Résiliation dans l'intérêt du service**

La Ville pourra résilier à tout moment avant terme la convention dans l'intérêt du service moyennant un préavis de 3 mois pleins à dater de la notification donnée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exploitant pourra alors obtenir une indemnité compensatrice sur la base des dépenses justifiées qu'il aura supportées pour l'aménagement des lieux mis à sa disposition. Un coefficient de vétusté de 15 % par an sera appliqué.

L'exploitant ne bénéficiant pas de la propriété commerciale, aucun dédommagement ne sera dû pour une quelconque perte de clientèle.

## **2 - Résiliation pour inobservation de la convention**

En cas d'inobservation caractérisée de la présente convention et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'effets dans le délai d'un mois à dater de la réception de celle-ci, en cas de non paiement ou paiement partiel de la redevance pendant six mois consécutifs ou en cas de gestion défectueuse ou de mauvaise tenue générale de l'établissement, ce dont la Ville sera seul juge, celle-ci peut résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de un mois.

En cas de résiliation prononcée en application du présent paragraphe, aucune indemnisation ne sera versée au concessionnaire.

La Ville se réserve en outre le droit de demander au tribunal compétent réparation du préjudice subit

## **ARTICLE 10 - Domiciliation - Compétence juridictionnelle**

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pour l'exécution de toutes les clauses des présentes, l'exploitant fait élection de domicile dans les locaux visés par les présentes.

Montpellier, le

L'occupant,

Pour la Ville,  
Monsieur Le Maire

Laurent SINTES

Philippe SAUREL

**KIOSQUE FLEURISTE**

**CONVENTION D'OCCUPATION DU  
DOMAINE PUBLIC**

**AFFAIRES ECONOMIQUES**

**AVENANT N°1**

**ENTRE**, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX représentée par Monsieur Philippe SAUREL, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

**ET**, d'autre part :

Mme TEISSIER Stéphanie 72 impasse du Roitelet 34 130 MAUGUIO

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

L'article 7-2 est modifié comme suit :

**ARTICLE 7-2 – Révision du montant de la redevance**

La redevance sera majorée de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année

Montpellier, le

L'occupant,

Pour la Ville,  
Monsieur Le Maire

Stéphanie TEISSIER

Philippe SAUREL

**KIOSQUE FLEURISTE**

**CONVENTION D'OCCUPATION DU  
DOMAINE PUBLIC**

**AFFAIRES ECONOMIQUES**

**AVENANT N°1**

**ENTRE**, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX représentée par Monsieur Philippe SAUREL, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

**ET**, d'autre part :

Mme Emmanuelle SIRVENT 237 rue des Aires 34 670 SAINT-BRES

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

L'article 7-2 est modifié comme suit :

**ARTICLE 7-2 – Révision du montant de la redevance**

La redevance sera majorée de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année

L'occupant,

Pour la Ville,  
Monsieur Le Maire

Emmanuelle SIRVENT

Philippe SAUREL



***KIOSQUE FLEURISTE***

***CONVENTION D'OCCUPATION DU  
DOMAINE PUBLIC***

***AFFAIRES ECONOMIQUES***

**AVENANT N°1**

**ENTRE**, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX représentée par Monsieur Philippe SAUREL, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

**ET**, d'autre part :

M Laurent ALBOUY 114 rue de la Géode 34 070 MONTPELLIER

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

L'article 7-2 est modifié comme suit :

**ARTICLE 7-2 – Révision du montant de la redevance**

La redevance sera majorée de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année

L'occupant,

Pour la Ville,  
Monsieur Le Maire

Laurent ALBOUY

Philippe SAUREL

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## PROTECTION FONCTIONNELLE

### Elus et agents de la commune

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élue qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- prise en charge des honoraires d'avocats utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure sur justificatifs ;

- prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service, notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

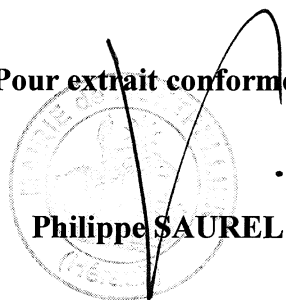
Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, prise en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227 - 920 200.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

ANNEXE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 06 NOVEMBRE 2014  
Demandes de protection fonctionnelle

- Mme Isabelle LHOMME, agent municipal (DRTP), victime d'outrage, de menaces et de violence le 2 mai 2013 au Parc « Petit bois de la Colline » à MONTPELLIER ;
- M. Bernard LEPINE, agent municipal (DPC), victime de violences le 28 janvier 2014 à la Maison pour Tous Fanfonne Guillaume, Rue des Avants Monts ;
- Mme Caroline RABAGLIA, agent municipal (DEd.), victime de violence et insultes le 31 janvier 2014 à l'Ecole Maternelle Cheng Du ;
- M. Magatte GUEYE, agent municipal (DCP), victime de violences le 14 mars 2014 près du terrain de football de Grammont ;
- M. Thierry VOUARD, agent municipal (DRTP), victime de violences le 18 mars 2014 Rue des Araucarias ;
- Mme Fatiha BENDALI, agent municipal (DRTP), victime de violences le 18 mars 2014 Rue des Araucarias ;
- M. Thierry FRANCOIS, agent municipal (DRTP), victime de violence le 03 avril 2014 Rue Proudhon (1<sup>ère</sup> instance et appel) ;
- M. Mickaël COSSON, agent municipal (DRTP), victime de violence le 03 avril 2014 Rue Proudhon (1<sup>ère</sup> instance et appel) ;
- Mme Claire DOMERGUE, agent municipal (DRTP), victime de violence le 03 avril 2014 Rue Proudhon (1<sup>ère</sup> instance et appel) ;
- Mme Chantal MADRID, agent municipal (DRTP), victime de violence le 03 avril 2014 Rue Proudhon (1<sup>ère</sup> instance et appel) ;
- M. Bernard DEVAU, agent municipal (DEP), victime de menaces le 21 juin 2014 Place de la Comédie à MONTPELLIER ;
- Mme Sandrine BALLESTER, agent municipal (DEd.), victime de violences le 23 juin 2014 à l'Ecole Maternelle Pape Carpentier ;
- M. Rabah BENSADI, agent municipal (DRTP), victime de violences le 16 mai 2014 dans les vestiaires de stade de football Paul Valéry ;
- M. Thierry CROUZAT, agent municipal (DRTP), victime de violences le 16 mai 2014 dans les vestiaires de stade de football Paul Valéry ;
- M. Gérard BERGOUGNON, agent municipal (DRTP), victime de violences le 16 mai 2014 dans les vestiaires de stade de football Paul Valéry ;
- M. Jean-Philippe BIETRY, agent municipal (DRTP), victime de violences le 16 mai 2014 dans les vestiaires de stade de football Paul Valéry ;
- Mme Sophie TROLLE, agent municipal (DRTP), victime de violences le 08 juillet 2014 à l'arrêt de tram Gare St Roch (ligne 3 de tramway) ;
- M. Alain CAYE, agent municipal (DRTP), victime de violences le 23 juillet 2014 Cours Gambetta ;
- Mme Fatiha BENDALI, agent municipal (DRTP), victime d'insultes le 23 juillet 2014 Cours Gambetta ;
- Mme Khedidja BENOMARI, agent municipal (DEd.), victime de violence et vol le 22 août 2014 Rue des Araucarias ;

- M. Thierry VOUARD, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 26 août 2014 Place de la Comédie à MONTPELLIER ;
- M. Mickaël COSSON, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 26 août 2014 Place de la Comédie à MONTPELLIER ;
- M. Philippe SAUREL, Maire de la Ville de MONTPELLIER, victime de menaces le 5 septembre 2014 à MONTPELLIER ;
- Mme Violette MANSART, agent municipal (DRTP), victime de violence le 19 septembre 2014 avenue de Toulouse à Montpellier ;
- M. Thomas PINTON, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 21 septembre 2014 Place St ROCH à MONTPELLIER ;
- M. Karim TERAÏ, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 21 septembre 2014 Place St ROCH à MONTPELLIER ;
- M. David AUPERT, agent municipal (DGU), victime de menaces et de violences le 22 septembre 2014 rue Paul RIMBAUD à MONTPELLIER ;
- M. Michel HERITIER (DGU), agent municipal, victime de menaces et violences le 22 septembre 2014 rue Paul RIMBAUD à MONTPELLIER.

Direction des Ressources  
Humaines  
Service Gestion  
Prévisionnelle des Postes et  
des Emplois

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2014 / 495

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

### Filière administrative :

Cadre d'emplois des Attachés territoriaux : création de deux postes

Adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe : Création de trois postes

### Filière technique :

Ingénieur : Création de deux postes

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : Création d'un poste

Technicien : création de quatre postes

Adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe : Création d'un poste

## II - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

### Direction des Relations Internationales :

Un poste du cadre d'emplois des Attachés à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur adjoint à la Direction des Relations Internationales. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

### Direction Architecture Immobilier :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant sur des fonctions de Responsable adjoint du service Conduite d'opérations. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984

modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à HEB

**Direction de la Proximité Citoyenneté:**

Un poste du cadre d'emplois des attachés territoriaux à temps complet est créé sur des fonctions de Directeur de la citoyenneté proximité. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés et des administrateurs territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à HED

**Direction de la Proximité Citoyenneté:**

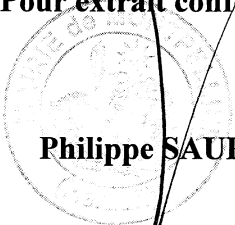
Un poste de Directeur adjoint de la citoyenneté proximité à temps complet est vacant. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés et des administrateurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à HED

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

**Le Conseil Adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PÉREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Délibération relative aux indemnités de régisseur

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les régisseurs d'avance et de recette peuvent percevoir une indemnité pour cette fonction, sous réserve d'une délibération du conseil municipal.

L'assemblée délibérante de la collectivité fixe les taux de l'indemnité de responsabilité des régisseurs dans la limite des taux dont bénéficient les régisseurs des organismes publics.

Il est proposé au conseil municipal de voter les montants suivants en euros, conformément à l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 :

REGISSEURS D'AVANCES	REGISSEURS DE RECETTES	REGISSEURS D'AVANCES ET DE RECETTES	MONTANT de l'indemnité de responsabilité annuelle
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	



Jusqu'à 1.220	Jusqu'à 1.220	Jusqu'à 2.440	110
De 1.221 à 3.000	De 1.221 à 3.000	De 2.441 à 3.000	110
De 3.001 à 4.600	De 3.001 à 4.600	De 3.001 à 4.600	120
De 4.601 à 7.600	De 4.601 à 7.600	De 4.601 à 7.600	140
De 7.601 à 12.200	De 7.601 à 12.200	De 7.601 à 12.200	160
De 12.201 à 18.000	De 12.201 à 18.000	De 12.201 à 18.000	200
De 18.001 à 38.000	De 18.001 à 38.000	De 18.001 à 38.000	320
De 38.001 à 53.000	De 38.001 à 53.000	De 38.001 à 53.000	410
De 53.001 à 76.000	De 53.001 à 76.000	De 53.001 à 76.000	550
De 76.001 à 150.000	De 76.001 à 150.000	De 76.001 à 150.000	640
De 150.001 à 300.000	De 150.001 à 300.000	De 150.001 à 300.000	690
De 300.001 à 760.000	De 300.001 à 760.000	De 300.001 à 760.000	820
De 760.001 à 1.500.000	De 760.001 à 1.500.000	De 760.001 à 1.500.000	1.050
Au-delà de 1.500.000	Au-delà de 1.500.000	Au-delà de 1.500.000	46
			(par tranche de 1,5 millions supplémentaires)

**Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :**

- D'adopter les dispositions susvisées ;
- De prévoir l'inscription des dépenses correspondantes au budget du personnel.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Exercice 2014 - Modification des Autorisations de Programme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Par délibérations n°2013/2 du 4 février 2013, n°2013/310 du 22 juillet 2013, n°2013/449 du 7 octobre 2013, n°2013/567 du 16 décembre 2013 et n°2014/314 du 24 juillet 2014, le Conseil Municipal a approuvé la création d'Autorisations de Programme pour un montant total de 233.7 millions d'euros.

Suite au changement de taux de TVA passant de 19.6% à 20%, il est nécessaire d'ajuster le montant de l'Autorisation de Programme Théroigne de Méricourt qui arrive à son terme :

N°	Programme	AP BP 2014	AP à la DM1 2014	AP globale et proposée 2014
2013133	THEROIGNE DE MERICOURT	1 811 000	+ 3 600	1 814 600

Le montant de chacune des Autorisations de Programme pour 2014 est annexé à la présente délibération.

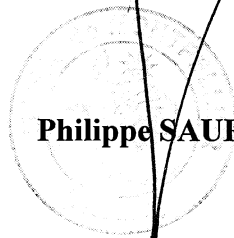
**En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme Théroigne de Méricourt pour un montant de 3 600 euros.

- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

Annexe à la délibération du 6 novembre 2014

N°	Programme	AP 2014	AP à la DM 2014	AP globale et proposée 2014
2013I01	PLAN ECOLE REUSSITE	2 260 000	0	2 260 000
2013I02	RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 000 000	0	1 000 000
2013I03	CRECHE DES ARCEAUX	1 830 000	0	1 830 000
2013I04	RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	650 000	0	650 000
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	625 000	0	625 000
2013I06	HALLES DES 4 SAISONS	548 000	0	548 000
2013I07	ACCOMPAGNEMENT TRAVAUX EDF	500 000	0	500 000
2013I08	RENOVATION TUNNEL COMEDIE	3 224 680	0	3 224 680
2013I09	PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT	6 000 000	0	6 000 000
2013I10	SCHEMA VERDANSON	1 100 000	0	1 100 000
2013I11	RUE PAUL RIMBAUD PLUVIAL	1 193 263	0	1 193 263
2013I12	REQUALIFICATION CITE GELY	5 077 612	0	5 077 612
2013I13	MODERATION VITESSE ABORDS ECOLES	2 505 000	0	2 505 000
2013I14	VOIES DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES	2 000 000	0	2 000 000
2013I15	RUE PAUL RIMBAUD ANRU CEVENNES	1 435 000	0	1 435 000
2013I16	ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS	2 103 000	0	2 103 000
2013I17	PISTES CYCLABLES	2 060 000	0	2 060 000
2013I18	AVENUE DU PONT TRINQUAT	2 685 000	0	2 685 000
2013I19	ERP DARWIN	7 285 000	0	7 285 000
2013I20	BD JEU DE PAUME	2 100 000	0	2 100 000
2013I21	OPAH COPRO LES CEVENNES	1 799 555	0	1 799 555
2013I22	PRU CEVENNES SUBVENTIONS	6 491 055	0	6 491 055
2013I23	PLACE TRITONS	1 265 000	0	1 265 000
2013I24	ALLEE DU TIERS ETAT	757 211	0	757 211
2013I25	SUBVENTION CG BLAYAC	1 600 000	0	1 600 000
2013I26	OPERATION CAMPERIOLS	600 000	0	600 000
2013I27	ACTION FONCIERE	12 216 000	0	12 216 000
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS	600 000	0	600 000
2013I29	OPAH ANIMATION	1 039 000	0	1 039 000
2013I30	PRU CENTRE	747 000	0	747 000
2013I31	PONT VIALLETON	1 500 000	0	1 500 000
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	5 000 000	0	5 000 000
2013I33	THEROIGNE DE MERICOURT	1 811 000	3 600	1 814 600
2013P01	ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES	6 733 756	0	6 733 756
2013P02	ECOLE CHENGDU -REPUBLIQUE	6 730 000	0	6 730 000
2013P03	GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000	0	500 000
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	7 000 000	0	7 000 000
2013P05	CITE DE LA JEUNESSE	6 000 000	0	6 000 000
2013P06	CITE DES METIERS	500 000	0	500 000
2013P07	CITE DU CORPS HUMAIN	817 748	0	817 748
2013P08	PROJET URBAIN	530 000	0	530 000
2013P09	PV ELECTRONIQUES	420 000	0	420 000
2013P10	VIDEO PROTECTION	713 000	0	713 000
2013P11	BD NINA SIMONE ZAC PARC MARIANNE	16 100 000	0	16 100 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC	9 305 429	0	9 305 429

N°	Programme	AP 2014	AP à la DM 2014	AP globale et proposée 2014
2013P13	ZAC NOUVEAU ST ROCH	10 360 731	0	10 360 731
2013P14	PAE MARQUEROSE	3 001 326	0	3 001 326
2013P15	PAE AQUEDUC RUE DENIZOT	1 250 743	0	1 250 743
2013P16	EAI	14 424 600	0	14 424 600
2013P17	GARE ST ROCH	6 237 199	0	6 237 199
2013P18	ST CHARLES TRAVAUX	1 435 000	0	1 435 000
2013P19	PAE ST LAZARE	3 067 000	0	3 067 000
2013P20	ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING	22 126 000	0	22 126 000
2013P21	PONT ANDRE LEVY	7 992 000	0	7 992 000
2013P22	CONCESSION AMENGAGEMENT GRAND CŒUR SERM	2 484 000	0	2 484 000
2013P22	CONCESSION AMENGAGEMENT GRAND CŒUR SAAM	4 640 000	0	4 640 000
2013P23	VESTIAIRES GRAMMONT	2 150 000	0	2 150 000
2014I01	ECOLES FIGUIER BERT HUGO	2 460 000	0	2 460 000
2014I05	EXTENSION VIDEO PROTECTION	1660000	0	1 660 000
2014I10	CONSULS DE MER EXTENSION	598 000	0	598 000
2014P02	ECOLE MALRAUX	10 630 000	0	10 630 000
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN ŒUVRE	800 000	0	800 000
2014P04	AIRE DE GRAND PASSAGE GDV	1 475 811	0	1 475 811
Total général		233 749 719	3 600	233 753 319

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Exercice 2014 - Décision Modificative n°1 du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2014, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

Les intempéries des 29 septembre et 6 octobre dernier ont provoqué des dégâts importants dans plusieurs établissements de la Ville. Il convient de procéder rapidement aux réparations de remise en état.

Le montant total des réparations prévues dans cette Décision Modificative s'élève à 2.86 millions d'euros (0.61M€ en fonctionnement et 2.25M€ en investissement).

### 1. Section de fonctionnement

Les ajustements de crédits en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à 694 080 euros. Ils permettent notamment de dégager un autofinancement supplémentaire de 1 839 695 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

### Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
920	020	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	151 551.00
920	024	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	31 000.00
920	022	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	104 910.00
921	112	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	72 440.00
923	313	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	104 760.00
923	323	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	21 924.00

925	520	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	26 000.00
926	64	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	16 640.00
928	816	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	160 000.00
929	91	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	- 50 000.00
929	91	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	30 000.00
929	91	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	- 250 000.00
929	91	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	18 970.00
931		78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	300 000.00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	- 44 115.00
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>694 080.00</b>

## Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
920	020	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	- 170 000.00
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	53 230.00
920	020	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 4 000.00
920	020	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 498 000.00
920	020	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	89 666.00
920	021	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 125 000.00
920	023	64	CHARGES DE PERSONNEL	32 000.00
920	025	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	- 53 117.00
921	112	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	26 000.00
921	112	61	SERVICES EXTERIEURS	20 000.00
921	112	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 21 840.00
922	211	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	- 50 000.00
922	212	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 275 000.00
922	213	61	SERVICES EXTERIEURS	258 900.00
922	251	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 60 000.00
923	30	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	- 30 000.00
923	30	61	SERVICES EXTERIEURS	95 000.00
923	30	64	CHARGES DE PERSONNEL	8 000.00
923	312	64	CHARGES DE PERSONNEL	10 000.00
923	323	61	SERVICES EXTERIEURS	21 924.00
924	422	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	- 20 000.00
924	422	61	SERVICES EXTERIEURS	4 000.00
924	422	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	4 600.00
924	422	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 000.00
925	520	61	SERVICES EXTERIEURS	- 72 000.00
925	520	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	- 350 000.00
925	524	61	SERVICES EXTERIEURS	- 225 000.00
926	64	61	SERVICES EXTERIEURS	18 600.00
926	64	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 69 160.00
928	810	64	CHARGES DE PERSONNEL	6 500.00
928	816	61	SERVICES EXTERIEURS	100 000.00
928	820	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 000.00
928	822	61	SERVICES EXTERIEURS	- 346 000.00
928	822	64	CHARGES DE PERSONNEL	3 500.00

928	823	61	SERVICES EXTERIEURS	50 000.00
929	91	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	18 970.00
929	91	61	SERVICES EXTERIEURS	38 612.00
929	91	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	60 000.00
931		68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	300 000.00
933		63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	15 000.00
936		656	FRAIS FONCT. DES GROUPES D'ELUS	- 15 000.00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 839 695.00
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>694 080.00</b>

## **2. Section d'investissement**

Les ajustements de crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement à 624 793 euros.  
Ils permettent de diminuer le recours à l'emprunt pour un montant de 19 623 472 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

### **Recettes d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
900	020	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	37 500.00
901	112	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	148 800.00
902	213	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 221 669.00
904	411	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	34 000.00
904	414	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	28 944.00
906	64	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	80 208.00
908	821	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	134 647.00
908	822	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 36 926.00
908	823	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 100 000.00
908	824	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 5 852 482.00
909	91	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	164 300.00
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	75 251.00
911		27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 325 000.00
95		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION	16 147 659.00
911		1641	RECOURS A L'EMPRUNT	- 19 623 472.00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 839 695.00
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>624 793.00</b>

### **Dépenses d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
900	020	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 100 000.00
900	020	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	311 754.00
902	211	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 262 500.00
902	213	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	250 000.00
902	213	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 10 000.00
902	213	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 720 000.00



902	251	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 342 780.00
903	30	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 150 000.00
903	313	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	405 000.00
903	323	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 150 000.00
903	324	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 290 000.00
904	411	20422	SUBVENTIONS EQUIP.VERSEES	- 50 000.00
904	411	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 165 178.00
904	412	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 350 000.00
904	422	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 000.00
904	422	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 420 000.00
905	520	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 93 000.00
905	524	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 173 947.00
905	524	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 660 192.00
906	64	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 150 000.00
908	810	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	100 000.00
908	813	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 000.00
908	813	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	8 000.00
908	814	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 6 830.00
908	816	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	110 000.00
908	821	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 200 000.00
908	822	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 282 800.00
908	823	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	225 000.00
908	823	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 482 000.00
908	824	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 33 536.00
908	824	204132	SUBVENTIONS EQUIP.VERSEES	- 496 000.00
908	824	2041582	SUBVENTIONS EQUIP.VERSEES	- 25 000.00
908	824	204182	SUBVENTIONS EQUIP.VERSEES	- 175 350.00
908	824	20421	SUBVENTIONS EQUIP.VERSEES	- 20 000.00
908	824	20422	SUBVENTIONS EQUIP.VERSEES	- 409 505.00
908	824	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 622 659.00
908	824	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 5 881 358.00
910		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 933 948.35
910		24	IMMOBILISATIONS MISES A DISPOSITION	- 3 933 948.35
911		27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 325 000.00
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>624 793.00</b>

**Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

Direction Architecture et  
Immobilier  
Service Gestion Active de la  
Propriété et Sécurité

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2014 / 499

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Bouclage ligne 4 du tramway - Mise à disposition de locaux au profit de la TAM - Autorisation de signer la convention de mise à disposition

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway sur le territoire de la commune de Montpellier, la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM), mandataire du Maître d'Ouvrage pour la réalisation de ces travaux, souhaite mettre en place un espace d'information au public pendant la durée des travaux.

Au vu de l'intérêt général de l'opération, la Ville souhaite mettre à disposition de la TAM, à titre gracieux jusqu'à septembre 2016 date prévue de fin des travaux, un local de 15 m<sup>2</sup> situé 17 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier au sein des locaux de Mission Grand Cœur.

Cette convention prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014 pour se terminer le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

### Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition des locaux, jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 07 novembre 2014

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Entre les soussignés :

d'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du 24 avril 2014,**

d'autre part,

**La société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) dûment représentée par son président en exercice, ci-après désigné le preneur.**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Adresse : 17 boulevard du Jeu de Paume  
34000 Montpellier

### **Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux loués d'une superficie de 15 m<sup>2</sup> comprennent . 1 local en RDC de 15 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### **1.2 - Destination des lieux**

Ce local est destiné à accueillir un espace d'information au public pendant la durée du chantier du bouclage de la ligne 4.

Les horaires d'ouvertures seront :

Lundi : 14h – 18 h

Du mardi au vendredi : 9 h 30 – 13 h / 14 h – 18 h

Un agent de la TAM sera équipé d'un PC avec une connexion internet.

Le preneur devra personnellement occuper les lieux mis à disposition.

#### **1.3 - Etat des lieux**

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

## **Article 2 - Durée**

La présente convention de mise à disposition est consentie pour une durée de 22 mois.

Elle prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014 et se terminera le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

## **Article 3 - Loyer**

Au vu de l'intérêt général de l'opération, la présente convention est consentie à titre gracieux.

## **Article 4 - Obligations**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

Tous les aménagements réalisés par le preneur relatifs à l'espace information, notamment en terme de signalétique, devront être retirés et le local mis à disposition devra être remis en état à l'expiration de la présente convention.

## **Article 5 - Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

Une attestation d'assurance devra être adressée à la Ville lors de la remise des clés, puis chaque année pendant la durée de la convention.

## **Article 6 - Transmission de la convention**

La présente convention de mise à disposition ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

## **Article 7 - Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
le .....

Pour Monsieur le Maire,  
L'Adjoint délégué,

Pour la TAM,  
Nom :

Prénom :

Max LEVITA

.....Conditions acceptées

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Attribution et modification d'attribution de subventions - Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

### 1) Attributions de subventions

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### • Dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		9 000 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	BANCS DE SABLE / OPERA COMEDIE	8 500 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT - OCCE 34	Projet	CLASSES ROUSSES	43 013 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Projet	CLASSES ROUSSES	5 750 €
TOTAL				66 263 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, fonction 922

- Dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES	Projet	20 <sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA BARONNIE DE CARAVETES	3 000 €
TOTAL				3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, fonction 920

- Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT :

- SPORT

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5816	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELIER	Fonctionnement		400 €
TOTAL				400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, fonction 924

- Dans le cadre de la thématique URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE :

- LOGEMENT

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE (AIVS)	Fonctionnement		4 000 €
TOTAL				4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, fonction 928

- Dans le cadre de la thématique SOCIAL :

- SOLIDARITE

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4326	SOCIETE DE SAINT- VINCENT DE PAUL	Fonctionnement		7 000 €
TOTAL				7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, fonction 925

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5895	COLLECTIF MONTPELLIERAIN POUR UNE ACCORDERIE ET AUTRES SOLIDARITES	Fonctionnement		2 500 €

	RECIPROQUES - COMASOR			
64	ADAGES ESPACE FAMILLE	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL				4 000 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, fonction 925**

• **Dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
617	ASSOCIATION LA 177 <sup>ème</sup> SECTION DES MEDAILLES MILITAIRES	Fonctionnement		200 €
TOTAL				200 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, fonction 920**

• **Dans le cadre de la thématique BOURSE ANIMATION JEUNES:**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5554	COMPAGNIE THEATRE DU SUD	Projet	PREVENTION DES INCIVILITES CHEZ LES JEUNES	1 500 €
1751	THEATRE AMATEUR UNIVERSITE SCIENCES ET TECHNIQUES TAUST	Projet	LES ETUDIANTS FONT LEUR CAPHARTNAUM	800 €
TOTAL				2 300 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, fonction 924**

• **Dans le cadre de partenariats:**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
2866	COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES DU PERSONNEL COMMUNAL	Fonctionnement		79 666 €
TOTAL				79 666 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 905, nature 6574, fonction 920**

• **Dans le cadre de la thématique SANTE:**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Fonctionnement		2 500 €
TOTAL				2 500 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, fonction 925**



2) Modification d'attribution de subvention :

Par délibération du 26 juin 2014 la Ville a attribué à l'association sportive CESDA 34 une subvention de 500 € pour la réalisation du projet « Opération citoyenneté ». Le porteur du projet ayant changé par la suite il convient d'annuler cette attribution de subvention et de proposer une nouvelle attribution comme suit :

• Dans le cadre de la thématique **BOURSE ANIMATION JEUNES** :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
708	ASSOCIATION ST VINCENT DE PAUL POUR DEFICIENTS AUDITIFS	Projet	OPERATION CITOYENNETE	500 €
TOTAL				500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, fonction 924

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus, pour un montant de **169 829 €** ;
- D'approuver les modifications d'attribution de subvention telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
  - \* les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
  - \* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

## **Article 6 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

## **Article 7: Devoir d'information**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

## **Article 9: Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....  
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : .....€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### **Article 3 : Montant de la subvention accordée**

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

#### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

#### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

#### Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

#### Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

#### **Article 9 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

**Nom de la structure:**  
**Nature de la subvention :**  
**Intitulé du projet :**  
**Montant attribué :** €  
**Thématique :**

## Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion  
Service Contrôle de Gestion  
Mairie de Montpellier  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."



## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Convention entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'agglomération de Montpellier relative à l'entretien et la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Communauté d'agglomération – Avenant n°1 -Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le 1er janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°2010/555 du 13 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention permettant la réalisation de cette prestation par le service énergie de la ville de Montpellier, pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2014.

Afin de permettre que la maintenance des installations de chauffage soit assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2014-2015, la durée de la convention doit être prorogée de six mois, l'échéance étant ainsi décalée au 30 juin 2015. C'est l'objet de l'avenant n°1.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que tous documents afférents,

- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**



## **Séance publique du jeudi 6 novembre 2014**

**Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

**Absents :**

### **Cession de matériel et mobilier de coiffure pour 1 euro symbolique à l'association Issue**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération "Montpellier Grand Coeur", La Ville de Montpellier a exercé son droit de préemption dans un immeuble situé au 44 rue du faubourg du Courreau et a acquis, le 5 décembre 2013, le droit au bail d'un salon de coiffure, ainsi que le matériel et les objets mobiliers servant à l'exploitation du fonds de commerce.

Le matériel et les mobiliers acquis, estimés à 4 000 € au moment de la cession, ont subi une dépréciation de leur valeur depuis la vente du fait de leur non exploitation.

D'autre part, ce matériel demeure une charge pour la Ville puisqu'il ne peut être utilisé par ses services et nécessitera d'être déménagé et stocké en cas d'exploitation future du fonds de commerce.

L'association Issue agit en faveur des personnes défavorisées et a pour but de répondre aux situations d'urgence sociale.

Elle mène actuellement un projet d'aide à la réinsertion sociale par la valorisation de l'image de soi, qui consiste à restaurer son image corporelle en proposant des techniques esthétiques et une approche directe et individuelle.

Compte-tenu de l'intérêt général de cette opération, il est proposé de céder pour un euro symbolique le matériel et les mobiliers se trouvant actuellement dans le local du 44 rue du faubourg du Courreau à l'association Issue. Il est convenu avec l'association Issue que celle-ci fera son affaire du retrait des matériels cédés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de céder le matériel de coiffure et les mobiliers se trouvant dans le local du 44 faubourg du Courreau à l'association Issue pour 1 euro symbolique ;
- d'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Opération CONSULS DE MER Caisse d'Epargne

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération CONSULS DE MER, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4 M€ pour financer à moyen terme cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu l'emprunt suivant :

- 4 000 000 € auprès de la CAISSE D'EPARGNE aux conditions suivantes :
  - Taux fixe de 1,40%,
  - Durée : 3 ans,
  - Différé d'amortissement : 1 an,
  - Echéances trimestrielles
  - Frais de dossier : 0,10% du capital soit 4 000 €
  - Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
  - Garantie de la Ville : 80%

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 3,2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les

intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la CAISSE D'EPARGNE, à hauteur de 3,2 M€ de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Opération JACQUES COEUR Banque Postale Crédit Entreprises

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération JACQUES COEUR, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 1.5 M€, pour financer à moyen terme cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu l'emprunt suivant :

- 1 500 000 € auprès de la BANQUE POSTALE Crédit Entreprises aux conditions suivantes :
  - durée : 4 ans et un mois
  - pas de différé d'amortissement
  - taux variable (avec option de passage à taux fixe) : Euribor 3 M +1.35% soit environ 1.439%
  - remboursement anticipé possible avec indemnité.
  - Echéances trimestrielles,
  - Amortissement progressif (taux de progression : 5%),
  - Commission d'engagement : 0.10% du montant du prêt soit 1 500 €,
  - Remboursement anticipé : possible à chaque échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité dégressive de 0.57% et un délai de préavis de 35 jours calendaires
  - Option de passage à taux fixe possible à chaque date d'échéance d'intérêts et pour la durée résiduelle du prêt

Dans le cas du taux fixe, le délai de remboursement anticipé passe à 50 jours calendaires,

- Date de versement : 31/12/14 au plus tard
- Commission de dédit : 0.57% du capital non utilisé
- garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 80%.



Conformément aux articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ; à l'article 2298 du Code civil ; à l'ensemble des articles L.300-1 et suivants du Code de l'urbanisme, notamment l'article L.300-5, et l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales ; à la délibération de la Ville de Montpellier du 25/04/1997 approuvant le dossier de création de l'Opération ; à la délibération de la Ville de Montpellier du 6/01/1997 désignant la SERM comme aménageur de l'Opération ; au traité de concession signé 15/02/1997 transformé en Convention Publique d'Aménagement signé le 7/09/2001 et notifiée au Concessionnaire le 7/09/2001 ; aux avenants à la Convention ;

La Ville de Montpellier accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du Contrat de Prêt contracté par l'Emprunteur auprès du Bénéficiaire.

La Ville de Montpellier déclare que la Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

La Ville de Montpellier reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'entendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1.1, et 1.4 du présent engagement.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

La Ville de Montpellier devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

La Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.

La Ville de Montpellier s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.2131-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

La convention d'aménagement signée entre le Concessionnaire et le Concédant, notamment les clauses portant sur les engagements de subrogation que le Concédant accepte de réitérer au bénéfice de la Banque dans les termes et conditions fixés ci-dessous.

Le Concédant s'engage, selon les termes et conditions de la Convention, à poursuivre l'exécution du Contrat de Prêt en cas d'expiration de la Convention si le Contrat de Prêt n'est pas soldé.

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 1,2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de :  
la BANQUE POSTALE à hauteur de 1,2 M€ de garantie,  
  
aux conditions précisées ci-dessus
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 07 novembre 2014**

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Détermination du nombre d'Adjoints au Maire suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n°2014/131 du 5 avril 2014 et n°2014/137 du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a fixé à 21 le nombre des Adjoints au Maire.

Le 3 octobre dernier, Monsieur Fabrice PALAU a, par courrier, présenté sa démission du Conseil municipal et de ses fonctions d'Adjoint au Maire. Cette démission a été acceptée le 16 octobre par le Préfet, représentant de l'Etat dans le département de l'Hérault.

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est du ressort de l'assemblée délibérante de fixer le nombre d'Adjoints au Maire de la commune.

Il est donc aujourd'hui proposé au Conseil municipal la fixation de ce nombre à 20 postes d'Adjoints au Maire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- D'approuver cette modification du nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier.

**Le Conseil Adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

  
**Philippe SAUREL**

Publiée le : 07 novembre 2014

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°1 "Finances"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la Commission municipale n°1 « Finances ».

Suite à la démission de M. Fabrice PALAU du Conseil municipal, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre afin de le remplacer au sein de la Commission n°1 « Finances ».

### A été élu :

- Patrick RIVAS

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 07 novembre 2014

## Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

### Absents :

## Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SERM - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créée en 1961, la SERM, Société Anonyme d'Economie Mixte, réunit les Collectivités Publiques de l'Agglomération de Montpellier et les principaux acteurs du développement local. Elle met en œuvre et accompagne la réalisation de projets urbains.

Conformément aux dispositions des statuts de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine, la Ville de Montpellier doit, en sa qualité d'actionnaire, être représentée :

- d'une part, au Conseil d'Administration par cinq délégués,
- d'autre part, à l'Assemblée Générale, par un mandataire unique pris parmi les membres élus pour siéger au Conseil d'Administration, étant précisé que le mandat de ses représentants prendra fin avec celui de l'Assemblée qui les a désignés.

Lors du Conseil Municipal du 24 avril 2014, la ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant.

### A été élu :

- Patrick RIVAS

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 07 novembre 2014